

RES PUBLICA



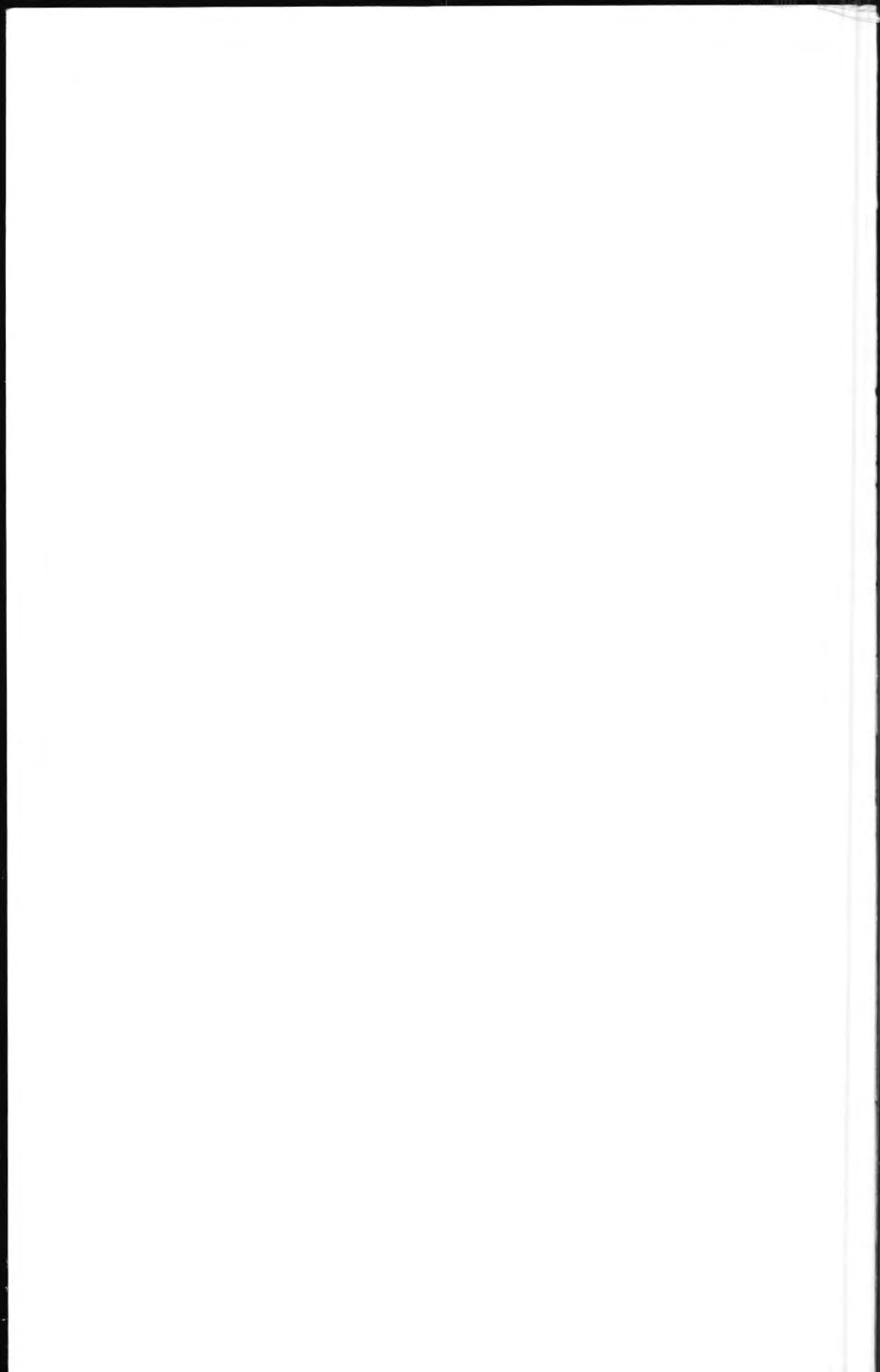
1977/3

Le Rassemblement Wallon au gouvernement

La campagne à la radio et télévision

Voorkeurstemmen

Meerderheidsstelsel in België



RES PUBLICA

REVUE DE L'INSTITUT BELGE DE SCIENCE POLITIQUE
TIJDSCHRIFT VAN HET BELGISCH INSTITUUT VOOR WETENSCHAP DER POLITIEK
REVIEW OF THE BELGIAN POLITICAL SCIENCE INSTITUTE

SOMMAIRE — INHOUD — CONTENTS

Elections législatives - Parlementsverkiezingen

17-4-1977

- Le Rassemblement Wallon au gouvernement :
défi au gouvernement ou défi au parti ?
par P. LEFEVRE 391-406
- De lijstensamenstelling in de Belgische Socia-
listische Partij,
door J. CEULEERS 411-421
- La campagne en français,
par G. THOVERON 425-457
- De verkiezingscampagne in de radio en tele-
visie : 28 maart tot 16 april 1977,
door H. SANTY 459-467
- De strategie van de vrouwenbeweging bij par-
lementsverkiezingen,
door M. NIJSMANS 469-491
- Les élections législatives du 17 avril 1977.
Analyse des résultats,
par W. FRAEYS 495-513
- Simulatie van een meerderheidsstelsel in België,
door L. HOLVOET 529-541
- De personale keuze bij de parlementsverkie-
zingen van 17 april 1977,
door M. DEWEERDT 515-528
- Liste des illustrations. - Tafel van de afgedrukte
verkiezingspropaganda 545-546
-

VOLUME - BUNDEL XIX - 1977 - N. 3



Le Rassemblement Wallon au gouvernement : défi au gouvernement ou défi au parti ?

par Pierre LEFEVRE,

Journaliste.

★

Un double défi était lancé, en juin 1974, par l'entrée du Rassemblement wallon au gouvernement. A la coalition sociale-chrétienne-libérale d'abord, qui ne disposait d'une majorité ni à la Chambre, ni en Wallonie et qui s'en remettait à ce petit parti wallon pour étayer son assise parlementaire. Au Rassemblement wallon ensuite, formation jeune, peu structurée et rodée seulement à la contestation. Sans expérience du pouvoir, coupé du FDF, son allié bruxellois qui restait dans l'opposition, le RW entrait dans une équipe où il ne pouvait attendre ni alliance, ni même complicité. Son seul atout était de constituer la force d'appoint quasi indispensable à une coalition excluant les socialistes.

L'expérience a duré près de trois ans. Elle s'est notamment soldée par une scission et un recul électoral important du parti wallon. Est-ce à dire qu'il n'a pu relever le défi ? Certes, la participation du RW au gouvernement Tindemans I a surtout laissé une impression de péripéties perpétuellement recommencées, de mauvais théâtre même. On peut croire aussi que rien d'important n'en est sorti, si ce n'est la défaite de ce parti. L'écheveau des péripéties débrouillé, l'analyse montre toutefois que son passage au gouvernement a provoqué une mutation importante et significative du Rassemblement wallon, ainsi que, par voie de conséquence, une modification substantielle des rapports de forces et de la configuration de l'échiquier politique. On peut même se demander si, sans cette participation du parti régional wallon au pouvoir et la mutation qu'elle a entraînée, la conjoncture politique qui a permis de conclure un pacte communautaire, de former la coalition gouvernementale actuelle et d'engager le pays dans la voie du fédéralisme se serait produite.

Pour tenter de répondre à cette question, nous rappellerons d'abord les faits principaux, les péripéties les plus significatives de cette expérience. Nous en analyserons ensuite les tensions et les cheminements pour dégager

leur signification et leurs effets. Avant de conclure, nous tenterons aussi de percevoir l'impact produit par cette expérience sur l'électorat du Rassemblement wallon.

Une entrée par la petite porte.

L'entrée du RW dans l'équipe gouvernementale se fait déjà sous de mauvais augures. Le parti a enregistré un léger recul aux élections législatives de 1974. Certains dirigeants y voient l'annonce du déclin des partis communautaires — hypothèse contredite par les succès ultérieurs du FDF — et optent pour la participation au pouvoir. Celle-ci se fait sans le FDF, qui choisit de rester dans l'opposition et se montre réservé et même critique à l'égard de son allié. Elle n'offre d'ailleurs qu'une demi-satisfaction : la régionalisation obtenue n'est que « préparatoire » et non définitive ; les régions n'auront qu'un pouvoir consultatif et peu de moyens ; il n'y a pas de majorité spéciale au Parlement pour assurer des réformes plus importantes.

La procédure d'entrée au gouvernement, à la mi-juin 1974, cause elle-même une première friction au sein du parti. M. François Perin a choisi MM. Etienne Knoops et Henri Mordant pour le suivre à la rue de la Loi. M. Jean Gol obtient toutefois des appuis extérieurs au parti pour remplacer M. Mordant. De son côté, M. Perin crée un incident public à l'égard de la Couronne et doit faire amende honorable, sous la dictée du cabinet du Premier ministre. Devenu président du parti, mais non ministre, M. Robert Moreau développe déjà une certaine grogne dans sa formation. Il n'entrera au cabinet Tindemans qu'à l'automne, négociant d'ailleurs seul les conditions de sa promotion. Le RW enregistre alors une baisse très nette des abonnements à sa revue « Forces Wallonnes ».

Les blessures des premières batailles.

L'automne de 1974 est maussade. Commence alors une longue et fastidieuse bataille de tranchées sur la régionalisation des matières visées par la loi du 1^{er} août 1974. Au congrès du 20 octobre, M. Paul-Henry Gendebien, devenu président du parti, souligne la nécessité de réorganiser le RW. Il le définit déjà comme « l'aile gauche de la majorité gouvernementale ». Il déclare surtout : « A M. Tindemans, nous répétons que l'application de la loi Perin doit être loyale. Nous le mettons donc en garde contre tous ceux qui essaient, aujourd'hui déjà, de freiner l'application de certaines dispositions de cette loi, ou d'en contourner l'esprit. Nous sommes étonnés d'entendre le Premier ministre nous dire qu'il faut

une application prudente de la loi, et cela pour ne pas effaroucher les adversaires de la régionalisation. A mon tour, et très clairement, je dois rétorquer ceci : si on met des freins à l'attribution réelle des matières régionalisées aux Comités ministériels régionaux ; si on ne régionalise les budgets qu'avec un compte-goutte ; si les administrations et les services ne sont pas scindés et transférés physiquement vers les régions, alors notre attitude deviendra plus interrogative et plus réticente à l'égard de l'expérience en cours. Nous ne pouvons pas nous laisser piéger. »

Le FDF se montre sévère à l'égard du RW. Les critiques de M. François Persoons dans « Métro » sont durement ressenties. Par ailleurs, le parti doit démentir des bruits selon lesquels certains de ses parlementaires pourraient le quitter et rallier des formations traditionnelles. En fait, seule Mme Angèle Verdin passera du FDF au PSC.

Le 20 novembre, M. Gendebien insiste notamment, lors d'une conférence de presse, pour que le holding public que prépare M. Oleffe et la politique de l'eau que mène M. De Saeger soient régionalisés. En vain. La querelle sur la régionalisation de l'eau durera jusqu'au mois de septembre 1975. Les compétences de M. Perin, ministre de la Réforme des Institutions, sont diluées dans divers comités ministériels et les arrêtés royaux régionalisant les attributions des différents ministères ne paraîtront que petit à petit, plusieurs mois après la création des comités ministériels des Affaires régionales. Pour débloquer partiellement la situation, il faudra notamment réunir un « sommet » gouvernemental, les 20 et 21 décembre 1974, réunion d'ailleurs précédée d'une rencontre à Malines entre les principaux dirigeants du CVP et du RW. Dès le premier semestre de sa participation, le RW a rencontré les plus grandes réticences dans le chef de ses partenaires pour faire appliquer la loi qui justifiait son entrée au gouvernement.

Cette dissension gouvernementale reprend d'ailleurs dès le début de l'année 1975. Elle va ébranler sérieusement la cohésion du parti. Alors que les groupuscules flamingants commencent à manifester autour de l'hôtel communal de Schaerbeek, le gouvernement prépare un nouveau sommet : il s'agit de décider de l'inscription de certains crédits soit dans les dotations culturelles, soit dans les budgets régionaux. Le CVP défend la thèse de la « culturalisation », selon une division du pays en deux ; le RW celle de la régionalisation à trois. Le 20 février, M. Gendebien donne une interview au journal « Le Soir » dans laquelle il demande notamment si le CVP a encore la volonté d'appliquer loyalement la loi du 1^{er} août. Il exprime par ailleurs sa « totale solidarité avec Bruxelles » à propos des pressions flamandes à Schaerbeek.

Le lendemain, MM. Perin et Gol rencontrent MM. Chabert et Martens, en l'absence du président du RW. La réunion ministérielle qui suit fait

droit, en grande partie, à la thèse de la « culturalisation ». Le sommet demandé par M. Gendebien n'aura lieu que plus tard et sera vidé de son objet. Le climat se détériore dès lors entre les représentants du RW au gouvernement et la présidence du parti qui se sent court-circuitée. La distance ne fera plus que grandir.

Le bureau fédéral du parti se divise.

Un nouveau coup est donné à l'unité du parti en juin 1975, par l'affaire des avions de combat dont l'armée belge doit s'équiper. Dès avril, le RW prend position en faveur de l'achat d'un avion européen. Le fossé se creuse rapidement entre les partis flamands, qui préfèrent un appareil américain, et la plupart des formations francophones, tournées vers l'Europe et la France. Le gouvernement doit prendre sa décision le samedi 7 juin.

Le 4, à l'instigation de MM. Gol et Perin, M. Gendebien rencontre successivement M. Vanden Boeynants, ministre de la Défense nationale, et un haut dirigeant de la Fabrique nationale de Herstal, intéressée dans ce « marché du siècle ». L'un et l'autre plaident pour le F 16 américain. Le lendemain, craignant le pire, M. De Saeger s'engage envers M. Perin à entreprendre la régionalisation des politiques de l'eau et du logement ainsi que des administrations de l'Etat.

Le vendredi soir, le bureau fédéral du RW débat de la question. M. Perin propose de s'incliner, arguant de l'engagement du CVP. Mais il refuse de montrer le texte de cette sorte d'accord, même à M. Gendebien. Le bureau vote : un tiers environ des membres, dont quelques parlementaires, suivent M. Perin ; les autres s'opposent au choix américain. Parmi les premiers, de nombreux membres des cabinets ministériels. On retrouvera approximativement les mêmes groupes lors de la scission définitive du parti, dix-sept mois plus tard. Le samedi matin, le gouvernement décide d'acheter l'avion américain. M. Perin déclare qu'il est opposé à cette décision mais qu'il reste néanmoins au gouvernement.

Un vote de confiance est attendu le jeudi suivant à la Chambre. Il semble que des contacts ont lieu pendant le week-end entre les secrétaires d'Etat du RW et le Parti libéral bruxellois qui se trouve dans l'opposition mais qui pourrait apporter l'appoint nécessaire à la majorité si une partie du RW devait s'abstenir ou s'opposer. De son côté, M. Gendebien négocie d'autres compensations avec le Premier ministre. Il obtient une dizaine de promesses précises. L'incident est dès lors évité mais le parti wallon se retrouve pantelant. Une partie seulement de ces promesses sera d'ailleurs exécutée.

L'échec du « grand élargissement ».

Les vacances parlementaires ramènent le calme et la rentrée d'octobre de nouveaux espoirs. MM. Robert Moreau et Lode Claes publient la synthèse de discussions qu'ils ont entamées l'hiver précédent. C'est un projet d'accord entre les deux communautés élaboré par des représentants de la Volksunie et du RW. D'une part, M. Vic Anciaux a été associé aux travaux. D'autre part, M. Moreau en a tenu le FDF informé. Malgré l'accueil froid réservé par M. Tindemans au document — il le qualifie d'« exercices intellectuels » —, on évoque l'élargissement du gouvernement à la VU et au FDF et la formation d'une majorité des deux tiers. M. Gendebien multiplie dès lors les déclarations en faveur de la régionalisation définitive et de la relance du dialogue communautaire. Il exprime regrets et critiques à l'égard des socialistes wallons qu'il juge peu soucieux de la régionalisation.

Des contacts se renouent en secret à la fin de l'hiver. Cette fois, le FDF y est associé et, du côté flamand, M. Vaast Leysen, président du Vlaams Economisch Verbond, met son poids dans la balance. Le Premier ministre et le Palais royal sont informés. Seuls, le PSC et le « groupe Perin » du RW sont tenus à l'écart jusqu'à la dernière minute. MM. Gendebien et Moreau négocient pour le parti wallon. On pense sérieusement au grand élargissement, y compris au remplacement de certains ministres du RW. Des fuites obligent à accélérer les travaux : c'est le « sommet » secret du dimanche 15 février, à l'hôtel particulier du Premier ministre. Le ton est cassant entre M. Nothomb et MM. Martens et Tindemans, mais on décide de convoquer le FDF et la Volksunie le mardi suivant chez M. Pierre Descamps, président de la famille libérale. La Volksunie hésite. Le mardi, à l'issue d'une réunion de son comité directeur, le président du PSC met fin, par ses déclarations, à la tentative d'élargissement. Il propose en outre de reporter l'ouverture du dialogue entre les communautés après les élections communales du 10 octobre 1976. Le lendemain, M. Perin lui donne raison, au grand dam de MM. Gendebien et Moreau. C'est l'échec. Ses répercussions seront nombreuses.

Des stratégies différentes se dessinent.

Au bureau du parti, M. Perin déclare : « Vous avez échoué, à moi de jouer ». Ce sera son rapport politique du 15 mars 1976, rapport jugé très modéré sur le plan du fédéralisme et sévèrement condamné par le FDF. Il suscite également une réaction brutale de la part de M. Gendebien et de certains parlementaires du RW. Par contre, MM. Gol et Knoops

l'approuvent. Le bureau fédéral ne se prononce pas ; il l'« encommissionne ».

Entre-temps, la publication, à la fin février, du rapport Mac Kinsey, proposant la fusion de la Sabena, de la KLM et de Luxair, détériore le climat au sein de la majorité. Fin mars, le Conseil d'Etat rend son arrêt sur les guichets séparés de Schaerbeek. Les partis fédéralistes francophones demandent l'exécution simultanée d'arrêts antérieurs relatifs aux cadres linguistiques de la CGER et de l'administration de la Coopération au Développement. M. Gendebien multiplie à ce propos les déclarations de solidarité avec le FDF et appelle avec insistance le PSB à sortir de sa torpeur communautaire. C'est le signe que l'échec du grand élargissement fait déjà place à d'autres rapprochements.

D'une part, les ministres du RW s'éloignent du FDF par ce rapport qui voue Bruxelles au sort d'une ville-région. Dès la fin avril, M. Perin prend contact avec M. Nothomb. Quelques jours plus tard, il se prononcera en faveur de la constitution d'une formation pluraliste du centre. Ses contacts avec le PSC iront très loin. De son côté, M. Gendebien se rapproche du FDF et manifeste avec lui sur la place communale de Schaerbeek, ainsi d'ailleurs que MM. Jacques Yerna de la FGTB et Germain Capelleman du MOC. A cet égard encore, MM. Perin, Gol, Knoops et le sénateur Lausier se distingueront du bureau fédéral du parti en refusant de le suivre dans son exigence de simultanéité dans l'exécution des arrêts du Conseil d'Etat à Schaerbeek et à la CGER. M. Perin sera ensuite associé à la décision d'envoyer, à l'aube du 2 juin, un commissaire du gouvernement à Schaerbeek pour y supprimer les guichets séparés.

Les choses se précipitent en juin. MM. Gol et Knoops se montrent de plus en plus empressés à l'endroit de M. Nothomb. M. Perin plaide pour le centrisme. Au congrès de Seraing, le président du PSC reprend ce thème à son compte et parle de faire de son parti la première formation wallonne. La presse fait allusion à la création possible d'un « Parti social wallon ». Ailleurs aussi, on tire les conclusions de l'échec du grand élargissement. M. Leysen fait mine, devant le patronat flamand, de laisser la Wallonie à son sort économique. M. Grootjans, président du PVV, lui emboîte le pas. De son côté, le parti socialiste rentre soudain en scène en approuvant son propre plan de régionalisation du pays. M. Gendebien observe dès lors qu'une conjonction plus grande est possible entre son parti et le PSB.

Le 9 juillet, au cours d'une journée de travail à Gèves, le RW adopte pour la dernière fois une position unanime : un plan de régionalisation définitive, qui sera entériné quatre jours plus tard par le FDF. L'unanimité n'est toutefois qu'apparente : MM. Perin et Gol ont vivement

combattu plusieurs dispositions du document mais, déjà suspectés, ils ne sont plus écoutés.

Le club, le manifeste et le PRLW.

La rupture apparaît au grand jour, le 28 juillet, quand les ministres du RW annoncent la création de leur « Club pour les Réformes, l'Europe et les Régions ». Le président du parti a été tenu à l'écart de cette initiative qui se veut au « centre » et s'inscrit d'emblée dans la perspective des « regroupements post-communautaires ». Le Parti populaire européen s'est créé moins de trois semaines plus tôt à Luxembourg. Toutefois, M. Nothomb a laissé entendre aux ministres du RW qu'il entrevoit une fédération de forces politiques plutôt que le ralliement de dissidents. Quant aux parlementaires fidèles à M. Gendebien, ils veulent réagir au « fractionnisme » de M. Perin. Toutefois, les élections communales du 10 octobre approchent. On gardera le silence jusque là mais des contacts discrets sont pris avec des personnalités du Mouvement ouvrier chrétien.

Le 21 octobre, M. Gendebien donne au nom du parti une conférence de presse au cours de laquelle il présente son manifeste intitulé « L'action wallonne pour le fédéralisme et les réformes de structures ». Le document se situe résolument à gauche. Le changement de stratégie y est évident : d'une part, il rejette « le centrisme vague et droitier voulu par le PSC, le PLP et par certains cercles » ; d'autre part, il est soutenu par des démocrates-chrétiens comme M. Capelleman et s'ouvre à une « confédération de la gauche wallonne » pour former une « majorité de progrès ». Le président du PSB, M. André Cools, en dira qu'il est « digne de considération ».

Au même moment, semble-t-il, les contacts entre le groupe Perin et M. Nothomb échouent. Celui-ci a rencontré trop de résistance au sein de son parti à l'égard d'une absorption des ministres du RW, résistance due surtout à la déconfessionnalisation et à l'esprit régionaliste que l'opération impliquerait pour le PSC et au poids supplémentaire qu'elle donnerait à l'aile non démocrate-chrétienne du parti.

Par ailleurs, un congrès du RW est annoncé pour le 4 décembre. M. Perin sent qu'il pourrait y être minorisé sinon rejeté par le parti. Des contacts, favorisés par la parenté philosophique, ont lieu avec le PLP, sans doute dès la fin du mois d'octobre, sinon plus tôt. La lettre par laquelle M. Jean Rey soutiendra la fusion du PLP et du groupe Perin sera déjà datée du 19 novembre 1976.

Le bureau fédéral du RW, réuni le 10 novembre à Namur, rejette les modifications que MM. Perin, Gol et Knoops veulent apporter au mani-

festes et à l'organisation du congrès. Interrogés, ceux-ci nient tout contact avec d'autres forces politiques. M. Knoops est toutefois bientôt exclu de la fédération de Charleroi du RW. Les rencontres se multiplient entre le groupe Perin et les dirigeants du PLP. La création du PRLW est annoncée le 24 novembre, dix jours avant le congrès du RW.

Les derniers mois à jeu ouvert.

Le FDF n'enverra qu'un seul délégué à ce congrès. Il souhaite que son allié wallon quitte le gouvernement mais les dirigeants du RW s'y refusent dans l'immédiat. Ils invoquent le fait que leur départ mettrait fin au dialogue communautaire qui s'est entamé après les élections communales et auquel participent maintenant les socialistes. Or le PSC, en exigeant que la majorité soit « significative », semble rejeter l'hypothèse d'un simple soutien extérieur du RW au gouvernement. En outre, le parti wallon estime qu'il doit disposer de temps pour se réorganiser avant d'affronter des élections législatives. Le congrès plébiscite le manifeste et M. Gendebien. Il entérine donc la stratégie orientée à gauche mais il admet que le parti reste au gouvernement pendant un certain temps.

Le président négocie dès lors les conditions d'un remaniement ministériel dès le lundi 6 décembre. Selon certaines rumeurs, M. Jos Chabert, ministre du CVP, se serait alors rendu plusieurs fois au Palais royal. D'aucuns en déduisent que le Premier ministre, qui a gardé des ministres « transfuges » dans son équipe, pourrait être remplacé. Quant à la négociation, elle est difficile. Avant qu'elle ne se termine, MM. Moreau et Bertrand sont invités à se rendre au Palais royal pour y prêter serment, mais M. Gendebien en est averti et peut éviter d'être court-circuité par ses partenaires. Les pourparlers aboutissent finalement le 8 décembre, M. Gendebien se donnant jusqu'à la fin du mois de février 1977 pour juger des progrès du dialogue communautaire. Celui-ci reprend, mais sans trouver le moyen de conclure. Pendant ce temps, le gouvernement adopte une série de mesures économiques et sociales, les 12 et 13 février 1977, au palais d'Egmont, mesures qui mécontentent les syndicats et provoquent un mot d'ordre de grèves nationales tournantes.

Un nouveau congrès du RW est annoncé pour le 5 mars 1977. D'aucuns prévoient que, devant la lenteur du dialogue communautaire et la dégradation du climat social, il va retirer sa confiance au gouvernement. Entre-temps, les contacts se sont intensifiés entre le RW et le FDF et ont été étendus au PSB. MM. Gendebien et Cools se rencontrent publiquement dans un débat organisé le 22 février à Louvain-la-Neuve.

M. Tindemans précipite les choses le 3 mars, devant la Chambre, en priant les deux nouveaux ministres du RW de quitter son équipe. C'est la fin du dialogue communautaire et du gouvernement. Les socialistes et les partis fédéralistes tentent de provoquer une déclaration de révision de la Constitution mais M. Tindemans dissout les Chambres avant qu'ils n'y arrivent. L'échiquier politique est bouleversé.

M. Lucien Outers, secrétaire général du FDF, décide bientôt de se présenter en tête de la liste RW à Liège. Le PSB et le RW se rapprochent ouvertement pendant la campagne électorale et lancent des appels répétés aux démocrates-chrétiens. Si ceux-ci ne rejoignent pas le RW de manière significative lors des élections du 17 avril, M. Cools obligera néanmoins le formateur du nouveau gouvernement à inviter le FDF à la table des négociations.

*
**

Il apparaît en fin de compte que la vie du gouvernement Tindemans I a été troublée de manière quasi permanente. Des tensions constantes l'ont animée. Quelle était donc leur signification et quels ont été leurs effets ?

Les difficultés de l'isolement.

A l'évidence, le RW s'est trouvé fortement isolé au sein de la majorité, et cela dès le début de sa participation au gouvernement. On peut dire, schématiquement, qu'il s'est trouvé en face de forces conjuguées contre la réalisation de ses objectifs principaux : les partis flamands opposés aux revendications wallonnes et les défenseurs de l'Etat unitaire adversaires de la régionalisation préparatoire. Ces forces se sont manifestées d'entrée de jeu et ont tenté de ralentir et de minimiser l'application de la loi du 1^{er} août 1974. La querelle des compétences régionales a commencé à l'automne 1974 et n'a pas cessé pendant toute l'année 1975.

En outre, dans la mesure où la régionalisation « à trois » s'opérait, les partis flamands ont tenté de la vider en partie de sa substance, au profit d'un fédéralisme à deux, en « culturalisant » un certain nombre de matières et de crédits. Cette tendance s'est également dessinée très vite, dès le printemps de 1975. La tension née de ce conflit de fond s'est accrue chaque fois qu'une question a opposé les intérêts économiques ou psychologiques des deux communautés. Ce fut notamment le cas dans les affaires de la fusion de la Sabena avec la KLM, des traités avec la Hollande à propos de la Meuse et de l'Escaut, de l'achat des avions de combat ou des guichets de Schaerbeek.

Enfin, les attitudes des partenaires n'ont pas toujours favorisé un climat de conciliation. Par exemple, le CVP négociait tantôt avec une aile du RW à l'insu de l'autre, tantôt avec l'autre, à l'insu de la première. Ou bien, il tentait de forcer une négociation, comme le jour où MM. Bertrand et Moreau furent invités à se rendre au Palais alors que M. Gendebien négociait encore le remaniement ministériel. A l'inverse, le fait que le RW a joué sur l'appoint qu'il apportait à la majorité, en menaçant maintes fois de le retirer, a irrité ses partenaires.

Deux légitimités concurrentes.

Cet isolement et cette tension qui opposait le RW à ses partenaires ont rapidement engendré des tensions au sein même du parti wallon. Au départ, le pouvoir y était essentiellement concentré entre les mains du chef charismatique du parti, M. Perin. Entre lui et la base des militants, il n'y avait guère qu'un bureau fédéral comptant environ soixante-dix personnes et dès lors peu opérationnel. Le chef historique est entré au gouvernement et y a rapidement adopté une attitude de compromis, de modération et de silence, tant sur le plan institutionnel que socio-économique, laissant l'aile contestataire (fédéraliste et de gauche) dans un certain désarroi et sans organe susceptible de contrôler efficacement l'action des ministres. Le groupe parlementaire, partagé entre les deux ailes et souvent peu soucieux d'affronter à nouveau le corps électoral, n'a guère joué le rôle de gardien des valeurs du parti.

Bien qu'il ait accédé fort jeune à la présidence, M. Gendebien s'est fait rapidement l'interprète de la base du parti et de ses exigences. Il a adopté un ton dur dès le congrès du 20 octobre 1974. Ainsi a-t-on vu deux légitimités s'opposer progressivement, l'une modérée, favorable aux compromis, moins pressée de cueillir les fruits de la régionalisation et située au centre ou au centre-droit ; l'autre radicale, intransigente et placée plus à gauche. Faute d'une structure adéquate, la deuxième n'a pas pu contrôler la première qui jouissait en outre au gouvernement d'une certaine complicité de la part de ses partenaires. La première n'a pu davantage l'emporter, trop distante qu'elle était des aspirations du parti.

Dans un premier temps, ces deux tendances ne se sont pas affrontées ouvertement, suivant l'une et l'autre une stratégie commune correspondant à la logique de la coalition sociale-chrétienne-libérale installée au pouvoir. L'objectif commun était de réaliser la régionalisation définitive en associant le FDF et la Volksunie à cette coalition, ce qui impliquait notamment de taire certaines aspirations de gauche. En outre, le silence gardé par les socialistes ne permettait guère d'envisager une alternative.

Des tiraillements et des tensions se sont néanmoins produits entre ces deux « têtes », représentées chacune par un homme. Les attitudes et les approches ont même été de plus en plus opposées. Dès le mois de février 1975, M. Perin négociait avec le CVP sans en informer M. Gendebien. En juin 1975, il refusait de lui montrer les engagements écrits qu'il avait reçus du CVP lors de l'affaire des avions de combat. A ce moment déjà, le bureau fédéral s'est divisé selon une ligne qu'on a retrouvée en novembre 1976. Le groupe Perin n'excluait pas alors une scission du parti puisqu'il cherchait au Parti libéral bruxellois un complément éventuel à une majorité menacée. M. Gendebien menait quant à lui sa propre négociation avec le CVP avant d'apporter les voix de son parti. De même, il tenait M. Perin à l'écart des négociations secrètes successives avec la Volksunie.

Du Lambermont au Palais d'Egmont.

La tentative d'élargir le gouvernement au FDF et à la VU, négociée au Lambermont entre les membres de la majorité, échoue le 17 février 1976. Les espoirs mis dans la régionalisation définitive disparaissent. Cela va précipiter l'affrontement entre les deux ailes du parti et l'adoption de stratégies résolument différentes. D'un côté, le groupe Perin semble méconnaître l'échec. Il se rapproche de ses partenaires, renonce au fédéralisme pur et leur propose un schéma modéré de régionalisation, bien que ceux-ci ne puissent plus lui en garantir l'exécution, n'ayant pas la majorité nécessaire au Parlement. Il veut rester au pouvoir et envisage sa reconversion sur le plan européen, dans la perspective de regroupements post-communautaires. C'est le rapport politique de M. Perin, puis les déclarations centristes, les contacts avec le PSC et le PLP et la création d'un club. C'est aussi la rupture avec le FDF, évidente dès la publication du rapport politique en mars 1976 et confirmée par l'affaire de Schaerbeek en avril.

De l'autre côté, par contre, l'échec de l'alliance « à droite » pour réaliser la régionalisation définitive est vivement ressenti. Il permet à M. Gendebien de prendre ouvertement un autre chemin qui semble correspondre davantage à ses préférences personnelles et aux aspirations du parti. D'une part, il change ses regrets et critiques à l'égard du PSB en appels répétés à l'engagement régionaliste. Dès que les socialistes adoptent leur plan de régionalisation et rentrent en scène, il parle d'une conjonction plus grande entre le RW et le PSB. Quand il lance son manifeste, M. Cools répond en le jugeant « digne de considération ». L'attitude du PSB à l'égard du RW restera en fait expectative jusqu'au

moment où MM. Perin et Gol, frappés d'anathème par les socialistes wallons, auront quitté le RW. D'autre part et simultanément, M. Gendebien cherche à se rapprocher du FDF, également dans l'opposition. Cela apparaît nettement dès le mois d'avril, lors des manifestations à Schaerbeek.

C'est dès lors le conflit ouvert au sein du parti, à peine tempéré par la fausse trêve de Gèves. M. Perin et ses amis tentent d'y reprendre le pouvoir, notamment en créant leur club, mais ils cherchent déjà le moyen de s'échapper vers le PSC ou le PLP. Ils se battent encore au bureau fédéral pour modifier le cours du congrès du 4 décembre 1976 mais, minorisés et menacés d'expulsion, ils quitteront le parti et s'allieront avec le PLP.

Il n'y a plus dès lors qu'une stratégie, portée par un parti réduit mais homogène. Le RW ne reste au gouvernement que temporairement, pour permettre au dialogue communautaire de se poursuivre et pour se donner le temps de se réorganiser. Il est tourné vers la gauche et se rapproche à la fois du PSB et du FDF, servant d'ailleurs de passerelle entre ces deux partis de l'opposition. M. Cools comprend qu'avec le RW, il détient la clé de la majorité en Wallonie et avec le FDF, dans la communauté française du pays. Il sait la force qu'il peut en retirer face au CVP et à ses alliés. Ce seront successivement le débat public entre MM. Cools et Gendebien à Louvain-la-Neuve, la tentative de l'opposition de déclarer la prochaine législature constituante, la présentation du RW comme structure d'accueil pour les chrétiens démocrates en vue du rassemblement des progressistes et le passage de M. Outers à Liège.

Malgré l'échec électoral du RW, cette stratégie porte ses fruits : M. Cools peut obliger le formateur à rejeter les libéraux et à inviter le FDF, dont les forces ont augmenté, à la table des négociations. D'une part, la conjonction entre socialistes et fédéralistes francophones permet, au palais d'Egmont, d'opposer un front francophone au front flamand. D'autre part, la cohésion des fédéralistes francophones et flamands favorise l'élaboration d'un schéma de réformes assez ambitieuses pour compenser les concessions réciproques. Ce jeu d'équilibres contribue fortement à la conclusion d'un pacte communautaire qui consacre la régionalisation, renforce l'autonomie culturelle et ouvre la voie au fédéralisme.

*
**

L'expérience gouvernementale du RW s'est soldée par un échec électoral, le 17 avril 1977. Le parti wallon y a perdu environ cinquante pourcent de ses voix, huit députés sur treize et quatre sénateurs sur onze.

Nous n'analyserons pas ici les résultats eux-mêmes de ces élections législatives. Nous tenterons seulement de circonscrire les causes principales de cet échec.

Près de la moitié de l'électorat perdu dès 1975.

Plusieurs hypothèses circulent à cet égard, que l'on peut schématiquement classer en deux groupes : le premier tend à dire que la mutation du RW pendant sa participation au gouvernement, notamment le départ de son aile droite et surtout ce qu'on a appelé « le virage à gauche » de M. Gendebien, est à l'origine de l'échec ; le second l'attribue plutôt au fait même, pour un parti de contestation, d'être entré au gouvernement et d'y avoir perdu « sa virginité » dans un compromis peu ambitieux, ainsi qu'aux critiques qu'il a subies de ce fait de la part du PSB et du FDF.

Comme point de départ, retenons que « parmi l'électorat des partis communautaires, c'est celui du RW qui apparaît le plus à gauche, très proche cependant de celui du FDF, l'électorat de la VU se démarquant plus nettement vers la droite. L'électorat de ces partis contient un fort contingent de centristes, ce qui ne signifie pas nécessairement, et pour tous, une « neutralité » par rapport aux problèmes politiques, mais que leur intérêt peut être centré sur d'autres dimensions de la vie politique, comme celle du clivage des attitudes pro-unitaires et pro-fédéralistes, clivage qui pourrait être « perpendiculaire » à l'axe gauche/droite » (1).

Il est intéressant de savoir comment s'est comporté cet électorat du RW immédiatement après l'entrée du parti au gouvernement. Des indications assez précises sont fournies à cet égard par une enquête de l'Institut belge de Science Politique (2). Elle met en rapport les votes de 1974 avec les intentions de vote en avril 1975, soit moins d'un an après l'entrée du RW au gouvernement et après ses premières difficultés concernant l'application de la régionalisation préparatoire. Il en ressort notamment que « les électeurs ayant voté RW en 1974 comptent le plus d'hésitants : 36 % d'entre eux ne précisent pas leurs intentions de vote ». Le tableau de croisement montre que, parmi les différents partis politiques, c'est au RW que la fidélité de l'électorat est la moins grande (54 % seulement contre 68,5 % au PLP-PVV, 72 % au FDF, 78 %

(1) André-Paul FROGNIER ; L'axe gauche/droite ; *Res Publica*, 1975, n. 4, p. 475.

(2) Enquête de l'Institut Belge de Science Politique ; Projet AGLOP-GLOPO ; Les citoyens belges et leur conception du monde politique ; *Res Publica*, 1975, n. 2, pp. 319 à 325.

au PSC-CVP et 81 % au PSB-BSP). En outre, cette enquête indique spécialement, parmi les déplacements de votes, certains passages du RW vers le PSB. Par contre, des déplacements du PSC, du PSB et du PLP vers le RW y apparaissent comme minimes, voire inexistantes.

Il semble dès lors que le RW a perdu près de la moitié de son électorat moins d'un an après être entré au gouvernement et après avoir souscrit à la régionalisation préparatoire de la loi Perin-Vandekerckhove. Et le déplacement le plus significatif de cet électorat s'est fait vers la gauche, au bénéfice du PSB resté dans l'opposition.

Le virage à gauche plutôt salvateur.

Ces observations sont confirmées un an plus tard par une enquête du GIRSEL (3) réalisée entre le 22 mai et le 30 juin 1976, soit après l'échec du grand élargissement du gouvernement, le début de la scission apparente du parti et l'affaire de Schaerbeek. Le taux de fidélité de l'électorat RW reste le plus faible, bien qu'il ait alors légèrement augmenté par rapport à avril 1975. Il est de 59,9 % contre 70,5 au PLP, 79,8 au PSC, 84,7 au PSB et 86,2 au PC.

L'enquête montre donc, à côté d'une très grande stabilité du corps électoral, que c'est toujours au sein de l'électorat du RW qu'il y a le moins d'électeurs fidèles. Parmi les glissements d'électeurs, elle note des passages du RW vers le PSB, le PSC, le PLP et le PC. La question des secondes préférences de vote montre encore que les électeurs RW se tourneraient en premier lieu vers le PSB, puis vers le PSC et le PLP. L'analyse par province indique en particulier que, dans la province de Liège, les votes en faveur du PSC, du PSB et du PC augmenteraient tandis que diminueraient les votes en faveur du RW. C'est la province où sont élus MM. Perin et Gol. Par contre, dans l'autre province où un glissement significatif est perçu, celle de Namur, les votes en faveur du PSB diminueraient tandis qu'augmenteraient les votes en faveur du PC et du RW.

Ces indications tendent à prouver, en fin de compte, que le RW a enregistré la plus grande partie de ses pertes électorales dès son entrée au gouvernement et avant le changement de stratégie imprimé par M. Gendebien. Cette observation est corroborée par le fait que les

(3) Groupe Interuniversitaire de Recherche en Sociologie Electorale (GIRSEL) ; Enquête de sociologie électorale dans les futures communes wallonnes de plus de 18.000 habitants ; Rapport global ; Monographie, pp. 59 à 63.

abonnements à la revue du RW, « Forces Wallonnes », ont fortement diminué dès les premiers mois de la participation gouvernementale. On ne peut donc retenir l'hypothèse selon laquelle ces pertes seraient surtout dues au « virage à gauche » et à la politique de durcissement menée par M. Gendebien. Au contraire, la politique de M. Perin (entrée au gouvernement, alliance vers le PSC et le PLP, compromis sur la régionalisation) semble avoir entraîné d'emblée un glissement significatif de l'électorat RW, essentiellement vers le PSB. On peut dès lors penser que le « virage à gauche » intervenu plus tard a plutôt favorisé le retour d'une partie de cet électorat au RW ou a au moins permis au parti de limiter ses pertes. Il s'agit bien entendu d'indications, d'autres facteurs comme la crise économique, la perception par l'opinion des péripéties du RW ou l'effort de restructuration accompli par d'autres partis ayant pu influencer ces déplacements au sein du corps électoral.

*
**

Pour conclure, on peut rappeler que le RW s'est rapidement trouvé isolé après son entrée au gouvernement. Cet isolement et l'absence de structures de direction opérationnelles au sein du parti ont provoqué des tensions internes qui ont progressivement amené des stratégies contradictoires, une scission et la recherche d'autres alliances. Le RW s'est alors rapproché du PSB et du FDF, servant de trait d'union entre eux. Cette mutation a modifié les rapports de force sur l'échiquier politique. Le rapprochement de ces trois partis a notamment rendu possible la conjoncture d'où sont sortis le gouvernement Tindemans II, le pacte communautaire et le projet de fédéralisation de la Belgique.

Le double défi qui était lancé au parti wallon et à la coalition qui l'accueillait en 1974 a donc engendré une dynamique dont les premiers effets apparaissent assez clairement. Il sera intéressant d'observer si cette évolution se poursuit et provoque éventuellement des rapprochements ou des regroupements politiques durables. Dans l'immédiat, elle pourrait influencer encore la constitution des majorités politiques qui se formeront au niveau des régions wallonne et bruxelloise et au niveau de la communauté française du pays.

Cette expérience de participation au gouvernement d'un parti dit « contestataire » est en tout cas riche d'enseignements. Elle mériterait d'être étudiée dans un cadre plus large que celui du présent article qui n'avait d'autre objet que de rappeler et agencer quelques faits significatifs, sans prétendre à l'analyse politique.

Summary : The Rassemblement Wallon in the government - a challenge to the government or to the party ?

The participation of the Rassemblement Wallon (Walloon Gathering) in the Belgian government, from June 1974 to March 1977, pointed to great incoherence. Behind the many incidents characterizing this experience, a major change seems to have taken place within this party as well as in Belgian politics. Isolated in the government coalition, the RW was subject to growing internal tensions, which resulted in the outline of contradictory strategies. The failure of its openings towards the right caused a rift in the party, thus necessitating alternate alliances with « the left », through a rapprochement towards the PSB (Belgian Socialist Party) and the FDF (Front of the French-speaking). This evolution highly contributed to the signing of an agreement between the three regions and to the onset of Belgium towards federalism.



**Wallons,
ils méritent
votre confiance,
ils ne
l'ont jamais
trahie!**



Pierre BERTRAND

Lucien OUTERS



**GOUVERNER
CONTRE
LES SOCIALISTES
WALLONS,
C'EST L'ECHEC!**



**P.S.C.
TOUT LE SERIEUX
WALLON**

parce que la Wallonie est inquiète



1000
KOOPKRACHT DAALT

GTT
MAR 3094041

1000.F → 725.F

1000
GULDEN



2900605

VAN 109293

WERKLOOSHEID

De lijstensamenstelling in de Belgische Socialistische Partij

door Jan CEULEERS,

Docent Vrije Universiteit Brussel
Redactiesecretaris Belgische Radio en Televisie.



Ofschoon de statuten van de meeste BSP-federaties voorzien in de organisatie van interne partijvoorverkiezingen om de kandidatenlijsten samen te stellen, hebben wij al ter gelegenheid van vorige parlementsverkiezingen geconstateerd dat dit voorschrift slecht wordt nageleefd (1).

Wel is het zo dat in de federale partijstatuten veelal ook de mogelijkheid wordt gelaten aan het congres om van deze formule af te zien, in geval het om vervroegde verkiezingen gaat. Toch werd van die afwijking tot in de jaren zestig weinig gebruik gemaakt (2). Het is pas sinds de verkiezingen van 7 november 1971 duidelijk geworden dat de BSP de praktijk van de poll steeds meer verlaat ten voordele van het congres als beslissingsinstantie voor de lijstensamenstelling.

In dit artikel wordt gepoogd na te gaan in hoever die evolutie zich heeft doorgezet bij de recente parlementsverkiezingen van 17 april 1977.

Enkele vaststellingen bij tabel I.

a) In acht van de dertig partijarrondissementsfederaties werden de lijsten samengesteld door de organisatie van voorverkiezingen. Dit is drie minder dan in 1971 en 1974.

In tweeëntwintig federaties werden de lijsten vastgelegd door een congres.

(1) *Res Publica*, bundel XIV, 1972, nr 2, p. 240 e.v.
Res Publica, bundel XVI, 1974, nr 3-4, p. 373 e.v.

(2) DEWACHTER, W. : De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel. Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1967, p. 121 e.v.

b) Van de 62 gekozenen zijn er 28 (d.i. 45,2 %) via een poll, en 34 (d.i. 54,8 %) via een congres op de kandidatenlijst terechtgekomen.

TABEL I

De lijstensamenstelling voor de Kamer

Federatie	Poll	Congres
Antwerpen	6	—
Mechelen	—	1
Turnhout	—	1
Leuven	—	3
Maaseik-Tongeren	—	1
Hasselt	—	2
Gent-Eeklo	—	2
Oudenaarde	—	—
Aalst	—	2
Dendermonde	—	1
Sint-Niklaas	—	1
Brugge	—	2
Oostende-Veurne-Diksmuide	—	1
Ieper	—	—
Kortrijk	—	1
Roeselare-Tielt	—	2
Brussel	—	1
Nederlandse federaties	6	21
Bruxelles	—	5
Nijvel	—	1
Aat-Doornik-Moeskroen	—	3
Bergen	4	—
Charleroi	5	—
Zinnik	2	—
Thuin	1	—
Borgworm-Hoel	2	—
Lulk	6	—
Verviers	—	2
Aarlen-Bastenaken-Marche*	—	1
Neufchâteau-Virton*	—	—
Dinant-Philippeville	—	1
Namen	2	—
Franse federaties	22	13
Totaal Rijk	28	34

* Beide kiesarrondissementen vormen één partijfederatie.

c) Net als in 1971 en 1974 werd slechts in één Nederlandse federatie een poll gehouden (Antwerpen). In de andere federaties wees het federaal congres de kandidaten aan. Zo danken 6 van de 27 gekozenen hun plaats op de lijst aan een poll (d.i. 22,2 %), de overige 21 aan een congres (d.i. 77,8 %).

In zeven Franse federaties werd een poll georganiseerd : 22 van de 35 gekozenen werden zo op de lijst geplaatst, d.i. 62,9 %. In zes federaties werden de lijsten samengesteld door een congres (13 gekozenen, of 37,1 %).

d) Opmerkelijk in 1977, in vergelijking met de voorgaande twee parlementsverkiezingen, is het totaal ontbreken van buiten-poll-plaatsen en van beslissingen op bestuursniveau. De leden werden in alle federaties geraadpleegd, hetzij rechtstreeks via een poll, hetzij indirect via een congres.

Enkele besluiten bij tabel I.

a) Ook in 1977 werd er in de Nederlandse partijfederaties stelselmatig afgestapt van het systeem van de interne partijvoorverkiezingen (« poll »). Toch werden er twee kandidaten meer via een poll gekozen tot kamerlid, enerzijds omdat voormalig partijvoorzitter Jos van Eynde, die in 1974 automatisch als eerste op de lijst werd geplaatst zonder voorverkiezing, in 1977 geen kandidaat meer was, en anderzijds omdat de Antwerpse federatie, de enige die een poll heeft georganiseerd, bovendien een zetel winst heeft geboekt.

In de Franstalige Brusselse partijfederatie, waar tot in 1974 de poll besliste over de lijstensamenstelling, werd in 1977 overgestapt naar het congres als beslissende instantie. Overigens is de kandidaatsaanwijzing in de Brusselse PSB in twee etappes gebeurd : eerst werd een zgn. commissie van wijzen onder leiding van Henri Simonet ermee belast voorstellen te formuleren met het oog op de lijstensamenstelling. Vertegenwoordigers van de zeven Brusselse kiesdistricten hadden in die commissie zitting, samen met de heren Simonet, Cudell en Debunne. Die commissie moest zich daarenboven houden aan een aantal door het partijbureau opgelegde afspraken met de Nederlandse Brusselse federatie. De oprichting van de commissie kwam pas tot stand na een vrij geanimeerd congresdebat tussen de afgevaardigden van Sint-Jans-Molenbeek, die zoals voorheen een poll wensten, en de leiders van de federatie, die de tijd te kort achtten voor de organisatie daarvan.

b) In vergelijking met 1971 en 1974 zijn er procentueel opnieuw minder gekozenen afkomstig van een door een poll samengestelde lijst (nl. 45,2 %). Voor de eerste keer zijn er zelfs meer gekozenen afkomstig van door het congres samengestelde lijsten dan van poll-lijsten. De poll is bijgevolg in 1977 niet langer de voornaamste techniek van lijstensamenstelling bij de BSP.

c) Mede doordat in 1977 volledig werd afgestapt van de kandidaten-aanwijzing door de beperkte partijbesturen, zijn er meer gekozenen via het congres in de Kamer terechtgekomen.

Dat de invloed van de leden, ook op congressen, niet louter theoretisch is, moge blijken uit de ervaring in de federatie Gent-Eeklo. In 1971 werd de lijst daar nog door het federaal bureau vastgelegd, in 1974 besliste het congres, dat de voorstellen van het federaal bureau aannam. In 1977 heeft het congres echter de voorstellen van het bestuur gewijzigd, zowel voor Kamer als voor de Senaat.

d) Het blijft een opmerkelijk verschijnsel dat de Franse en de Nederlandse federaties voor de lijstensamenstelling een beroep doen op verschillende technieken: in het eerste geval op de zgn. « poll », en in het tweede geval op het congres (3).

Wel is het juist dat ook in het Vlaamse gewest de partijvoorverkiezing nog wordt gehuldigd, met name in de Antwerpse federatie, waarbij zowat éénvierde van de Vlaamse leden zijn aangesloten, wat wijst op een ruime rechtstreekse raadpleging van de leden. Toch is deze 1/4-verhouding niet terug te vinden bij de Vlaamse gekozenen: slechts éénvijfde onder hen zijn via een poll-rangschikking gekozen geraakt (6 op 29) (4).

In de Franse federaties wordt de poll nog in ere gehouden in de grote arrondissementen, zoals Luik, Bergen en Charleroi. In de kleinere wordt echter, net als in Brussel en Vlaanderen, afstand gedaan van de voorverkiezingen en overgestapt naar het congres (Aat-Doornik-Moeskroen, Nijvel, Verviers). Uitgedrukt in aantal Franstalige gekozenen weegt de poll echter nog altijd het zwaarst door (22 via poll, 13 via congres), precies omdat zij stammen uit de grote federaties, waar de poll nog in zwang is.

Deze vaststellingen, samen met die welke wij vroeger al maakten, nl. dat gemeten naar het resultaat, uiteindelijk vrijwel geen verschil is te merken tussen poll en congres wat de vernieuwing van de fracties betreft (5), brengen ons ertoe te stellen dat, zoals de organisatie van beide nu is aangepakt, de discussie over de voorkeur voor één van beide technieken erg academisch en weinig relevant is.

(3) Ofschoon ook in Wallonië de praktijk van de poll verloren gaat. Zie verder.

(4) Deze ongelijke verhouding tussen bij een pol betrokken leden en uit een poll gesproken gekozenen is, hoewel nader onderzoek zulks moet bevestigen, op het eerste gezicht toe te schrijven aan het betrekkelijk hoog deelnemingspercentage voor de poll in Antwerpen: hoe hoger dit percentage bij een zo goed als constant aantal gekozenen, hoe hoger ook het aantal deelnemende leden per gekozene.

(5) *Res Publica*, bundel XIV, 1972, p. 242.

Res Publica, bundel XVI, 1974, nr 3-4, p. 378.

Nieuwe gezichten in de Kamerfractie.

Opnieuw wordt de vraag gesteld naar de vernieuwing van de fractie en het mogelijk verband met de wijze van lijstensamenstelling. Tabel II geeft een overzicht van de vernieuwing, waarbij overgestapte ex-senatoren niet als neofieten worden beschouwd.

TABEL II
De vernieuwing van de Kamerfractie

Federatie	Gekozenen	Oud	Nieuw
Antwerpen	6	4	2
Mechelen	1	1	—
Turnhout	1	1	—
Leuven	3	2	1
Maaseik-Tongeren	1	—	1
Hasselt	2	1	1
Gent-Eeklo	2	2	—
Aalst	2	1	1
Dendermonde	1	1	—
Sint-Niklaas	1	1	—
Brugge	2	2	—
Oostende-Veurne-Diksmulde	1	1	—
Kortrijk	1	1	—
Roeselare-Tielt	2	1	1
Brussel	1	1	—
Nederlandse federaties	27	20	7
Bruxelles	5	4	1
Nijvel	1	1	—
Aat-Doornik-Moeskroen	3	2	1
Bergen	4	2	2
Charleroi	5	3	2
Zinnik	2	2	—
Thuin	1	1	—
Borgworm-Hoei	2	2	—
Luik	6	5	1
Verviers	2	1	1
Aarlen-Bastenaken-Marche	1	1	—
Dinant-Philippeville	1	—	1
Namen	2	1	1
Franse federaties	35	25	10
Totaal Rijk	62	45	17

Enkele vaststellingen bij tabel II.

a) Bij de Nederlandse BSP-Kamerleden bedraagt de vernieuwingsgraad 26 % (7 gekozenen op 27). In Antwerpen is L. Hancké gekozen doordat een zetelwinst wordt geboekt, en Leona Detiège doordat ex-partijvoorzit-

ter Jos van Eynde zich heeft teruggetrokken (leeftijdsgrens). In Leuven dankt Jozef Colin zijn verkiezing aan zetelwinst. Het Limburgs aftredende Kamerlid Vanijlen heeft zich om persoonlijke redenen uit de politiek teruggetrokken en maakt aldus in Hasselt plaats voor E. Baldewijns. Aftredend Kamerlid Féris is overgestapt naar de Senaat: zijn plaats wordt ingenomen door L. Vanvelthoven. In Aalst valt de bijgewonnen zetel toe aan Mark Galle. In Roeselare-Tielt tenslotte profiteert Jozef Demeyere van de zetelwinst.

b) De vernieuwingsgraad bij de Franse BSP-gekozenen bedraagt 29 % (10 gekozenen op 35). In Brussel dankt Franz Guillaume zijn zetel aan de overstap van G. Cudell en L. Radoux naar de Senaat. Kamerlid M. Demets komt niet meer op (leeftijdsgrens) in Aat-Doornik-Moeskroen en ruimt aldus baan voor J.-P. Perdieux (die op de lijst oudgediende Georgette Brenez, ook gekozen, voorbijsteekt). In Bergen worden dank zij zetelwinst zowel R. Leclercq als Y. Biefnot gekozen. In Charleroi is L. Harmegnies (thans burgemeester) niet meer verkiesbaar (cumulatieverbod). Bovendien is er zetelwinst. De twee nieuwelingen zijn J.-C. Van Cauwenberghe en Marc Harmegnies. Nieuweling A. Van der Biest dankt zijn verkiezing in Luik aan de overstap van Irène Pétry naar de Senaat. De zetelwinst in Verviers komt F. Dupont ten goede. In Dinant-Philippeville treedt opvolger R. Delizée in de plaats van A. Grégoire (leeftijdsgrens). In Namen tenslotte neemt B. Anselme de zetel over van L. Namèche (burgemeester), die niet meer opkomt wegens cumulatieverbod.

c) De vernieuwingsgraad bij de Nederlandse en de Franse gekozenen ligt betrekkelijk hoog: meer dan éénvierde van de gekozenen aan beide zijden van de taalgrens zijn nieuwe gezichten. In vergelijking met 1971 zet de vernieuwing zich aan Vlaamse zijde steeds sterker door. Voor de Waalse federaties was 1971 een hoogtepunt:

	<i>Nederlandstalige</i>	<i>Franstalige</i>
1971	18 %	37 %
1974	23 %	21 %
1977	26 %	29 %

Opnieuw wordt geconstateerd dat niet zozeer de keus van de lijsten-samenstellingstechniek de doorslag heeft gegeven bij de vernieuwing van de fractie, dan wel andere factoren, met dit maal als voornaamste zetelwinst.

Meer dan in 1974 hebben echter ook leeftijdsgrens, overstappen naar senaat (om partijgenoten getroffen door diezelfde leeftijdsgrens te vervangen) en cumulatieverbod een rol gespeeld, zeker aan Franstalige kant.

Het past hier te herinneren aan de voorschriften inzake cumulaties. Deze materie is geregeld in artikel 71 van de partijstatuten. Tot in 1974 luidde dit als volgt :

« Geen enkel lid mag meer dan één openbaar mandaat uitoefenen (...) indien het daartoe niet gemachtigd werd door het Bureau (...). »

TABEL III
Redenen van vernieuwing

<i>Omstandigheid</i>	<i>Nederlandstalig</i>	<i>Franstalig</i>
Zetelwinst	4	4
Terugtrekking van vroegere titularis wegens		
a) cumulatieverbod	—	2
b) leeftijdsgrens	1	2
c) overstap naar senaat	1	2
d) andere reden	1	—
Poll of congres	—	—

De tekst van dit artikel werd in 1974 gewijzigd. Het luidt nu :

« (...) De mandataris mag zijn mandaat samen uitoefenen met een beroep, een bezoldigde functie in de socialistische beweging of een tweede mandaat (...). »

Wie de nieuwe voorschriften (versie 1974) vergelijkt met de vroegere tekst merkt een afzwakking eerder dan een verscherping van het cumulatieverbod op. Voorheen was elke cumulatie zonder toestemming van het nationaal partijbureau verboden, nu is in feite een perkte cumulatie toegestaan (twee openbare of « socialistische » mandaten, of één mandaat en één beroep).

Aan Franstalige zijde passen enkele ex-mandatarissen het strengere verbod van het oude artikel 71 nog toe. Toch blijven figuren als Guy Mathot (burgemeester van Seraing), André Cools (partijvoorzitter en burgemeester van Flémalle), Henri Simonet (burgemeester van Anderlecht), Hervé Brouhon (schepen van Brussel), André De Groeve (burgemeester van Vorst), François Guillaume (burgemeester van Evere), Edmond Leburton (burgemeester van Borgworm) en Alain Van der Biest (burgemeester van Grâce-Hollogne) binnen de « ruime » cumulatienormen, ofschoon E. Leburton als voorzitter van de socialistische ziekenfondsen er toch al buiten valt. Lucien Harmegnies (burgemeester van Charleroi) en Louis Namèche (burgemeester van Namen) echter hebben zich uit de nationale politiek teruggetrokken om zich beter te kunnen toeleggen op hun plaatselijk mandaat.

Dergelijke voorbeelden worden niet aangetroffen aan Nederlandse zijde : Wim Geldolf (schepen van Anwerpen), John Mangelschots (schepen

van Deurne), Bob Cools (schepen van Antwerpen), Leona Detiège (schepen van Antwerpen), Lode Hancké (schepen van Berchem), Louis Tobback (schepen van Leuven), Jozef Colin (schepen van Diest), Frank van Acker (burgemeester van Brugge), Willem Content (burgemeester van Blankenberge), Marc Bourry (burgemeester van Harelbeke), Alfons Laridon (schepen van Oostende), Gilbert Timmerman (schepen van Gent), Lievin Danschutter (burgemeester van Zelzate) zijn allen tevens plaatselijk mandataris. Ons is geen geval bekend van een Nederlands ex-kamerlid dat zich heeft teruggetrokken omdat het al een plaatselijk mandaat vervulde.

Enkele vaststellingen bij tabellen IV, V en VI.

a) In tegenstelling tot de parlementsverkiezingen van 1971 en 1974 hebben voor 1977 wij de hand kunnen leggen op alle poll-uitslagen voor het hele land. Dit heeft het ons mogelijk gemaakt dit keer een volledig overzicht te maken.

De deelnemingsgraad van de leden, d.w.z. de verhouding tussen het aantal pollers en het totaal aantal leden bedraagt voor de Nederlandse federaties 47,4 %, voor de Franse 56,9 % en in het totaal 55 %. Dit betekent dat in de federaties, waar een poll werd georganiseerd, zowat de helft van de leden er ook heeft aan deelgenomen.

b) Berekend op het totale ledenbestand van de BSP, nl.

Nederlandse federaties	110.000
Franse federaties	140.000
Totaal BSP-PSB	250.000

heeft 9,6 % van de Nederlandse aangeslotenen, 36,5 % van de Franse aangeslotenen en 24,6 % van alle aangeslotenen aan een poll deelgenomen. Eénvierde van de socialistische partijleden was bijgevolg rechtstreeks betrokken bij de lijstenvorming.

Samengevat komt dit erop neer 1° dat één op twee van de aangeslotenen de gelegenheid geboden werd mee rechtstreeks te beslissen over de lijstensamenstelling, 2° dat slechts één op vier van de aangeslotenen van die gelegenheid gebruik heeft gemaakt.

c) Opnieuw blijkt in 1977 de belangstelling van de leden voor de lijstensamenstelling lichtjes te zijn afgenomen, althans in de federaties waar een poll werd gehouden. De deelnemingsgraad van de voorverkiezingen is, over het algemeen genomen, alweer gedaald, behalve in Antwerpen, waar hij integendeel vrij gevoelig is gestegen (+ 4,2 % in vergelijking met 1974 en + 3,7 % in vergelijking met 1971). In Luik en Charleroi is hij zo goed als ongewijzigd gebleven, maar in Bergen en

Zinnik is hij sterk gedaald (— 5 % en — 6,7 % in vergelijking met 1974). Het moet evenwel worden onderstreept dat in die twee federaties de deelnemingsgraad nog altijd zeer hoog ligt (61,7 % resp. 72,3 %).

TABEL IV
Deelneming aan de polls in de Nederlandse federaties

Federatie	Pollers	Leden	%	Kiezers	%
Antwerpen	10.531	22.217*	47,4	143.653	7,3

* Ledental 1976.

TABEL V
Deelneming aan de polls in de Franse federaties

Federatie	Pollers	Leden	%	Kiezers	%
Luik	14.701	32.331*	45,5	144.700	10,2
Bergen	7.399	12.000**	61,7	66.565	11,1
Zinnik	6.143	8.500**	72,3	41.220	14,9
Charleroi	9.899	16.450*	60,2	105.817	9,4
Namen	3.721	7.400*	50,3	53.190	7,0
Hoel-Borgworm	5.448	8.500**	64,1	45.190	12,0
Thuin	3.740	4.500**	83,0	29.134	12,8
	51.051	89.681**	56,9	485.816	10,5

* Ledental 1976.

** Geraamd ledental 1976.

TABEL VI
Evolutie van de ledendeelneming aan de polls (in %)

Federatie	1971	1974	1977
Antwerpen	43,7	43,2	47,4
Luik	52,5	45,5	45,5
Charleroi	62,7	62,0	60,2
Bergen	68,9	66,7	61,7
Zinnik	?	79,0	72,3

d) Het pollerspercentage t.o.v. het aantal partijkiezers bedraagt in de federaties, waar een poll werd gehouden :

Nederlandse federaties	7,3 %
Franse federaties	10,5 %
Nationaal	9,8 %

Dit nationaal pollerspercentage is lager in vergelijking met de vorige parlementsverkiezingen (11 % in 1974) en heeft te maken met de stemmenwinst op 17 april 1977.

Uit de cijfers blijkt ook dat van elke tien BSP-kiezers er nauwelijks één mede heeft beslist over de lijstensamenstelling en dat de overige negen de lijst hebben goedgekeurd, zonder dat ondanks voorkeurstemmen ergens de volgorde van de kandidaten werd gewijzigd. Met andere woorden, 10 % van de BSP-kiezers, nl. de pollers, heeft de verkiezing van 28 kamerleden bepaald; de overige 90 % heeft weliswaar mee over het aantal gekozenen beslist, maar niet over de persoon van de kandidaten.

Uiteraard ligt de verhouding kiezers/lijstensamenstellers nog lager in de federaties, waar de leden niet rechtstreeks bij de lijstvorming werden betrokken, m.a.w. weer er congressen werden georganiseerd (6).

Algemene conclusies.

1. De poll raakt steeds meer in onbruik. In meer dan de helft van de federaties werd hij verzaakt, en voor de eerste keer werd ook meer dan de helft van de kamerleden gekozen op lijsten, die door congressen werden samengesteld. Alleen in enkele grote Franse federaties en in Antwerpen werd de poll in ere gehouden, waardoor toch nog iets meer dan de helft van de leden de gelegenheid krijgt rechtstreeks zijn zeg te hebben bij de lijstensamenstelling. Een op 2 leden grijpt die gelegenheid ook aan.

2. De andere leden, iets minder dan de helft, worden slechts onrechtstreeks bij de lijstensamenstelling betrokken via een congres. De evolutie is niet langer uitsluitend voelbaar in de Nederlandse federaties, maar is onmiskenbaar eveneens doorgebroken in de Franse federaties. Ze doet derhalve de vraag rijzen naar de al dan niet democratische organisatie, zo naar verloop als besluitvorming, van deze arrondissementele congressen, die achter hun gesloten deuren het analyserend oog van de wetenschappelijke onderzoeker schuwen.

Summary : The designation of socialist candidates.

Until 1971 the Belgian Socialist Party (BSP) was the only Belgian party that consulted its members on the composition of candidate-lists for the parliamentary elections.

Internal pre-elections were organized for this purpose.

(6) Zie over dit fenomeen : DEWACHTER, W. : De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel, p. 158 e.v., Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1967. DEWACHTER, W. : De voorverkiezingen tot samenstelling van het Belgisch Parlement, in : Onze Alma Mater, jg. XXIV, 1970, nr 3, p. 156 e.v.

Since 1971 however there is a clear trend to abandon this procedure and to make a party-congres the deciding factor.

In 1971 and 1974 this trend became predominant in Flanders ; it is now also clearly noticeable in Wallonia. Only one out of seventeen Dutch-speaking federations (Antwerp), and seven of the thirteen French-speaking federations organized pre-elections. As they were held in the large federations which send large numbers of members to parliament, there are still more French-speaking candidates in parliament through pre-elections than through a congres appointed list.



In moeilijke tijden ben je zeker met Willy De Clercq

Wij kiezen partij voor
de toekomst van onze kinderen

Ik kies partij voor
Vrijheid en Vooruitgang

Ik kies partij voor
Willy De Clercq



PIERRE DESCAMPS

SENAT
PREMIER

3

*Pierre Descamps, sa fille Louisa
et son chien Padamé*

François PERSOONS

2^e SUR LA LISTE F.D.F. A LA CHAMBRE

350.000 CHOMEURS

150 milliards de déficit au budget de l'Etat.
Des taxes nouvelles chaque année.
Depuis le 1^{er} avril les cafés, les restaurants,
les hôtels...

Demain d'autres secteurs.

L'impôt qu'ils préparent sur le capital,
l'accroissement du droit de succession.

Une économie stagnante.

L'injustice envers Bruxelles.

IL EST TEMPS D'ENLEVER LE POUVOIR
A CEUX QUI NE SONT PAS CAPABLES
DE L'ASSUMER.

Vous devez vous défendre et défendre
les chances de vos enfants.

Le F.D.F.

est un parti de gestionnaires sérieux.

Il saura redresser les finances délabrées
de l'Etat.

Contrôler les dépenses.

Combattre les abus dans les adjudications,
comme ces 30 milliards
engagés illégalement de gré à gré
à Zebruges.

Le F.D.F. veut décentraliser.

la Sécurité sociale pour la mettre par
les communes sous le contrôle des citoyens.

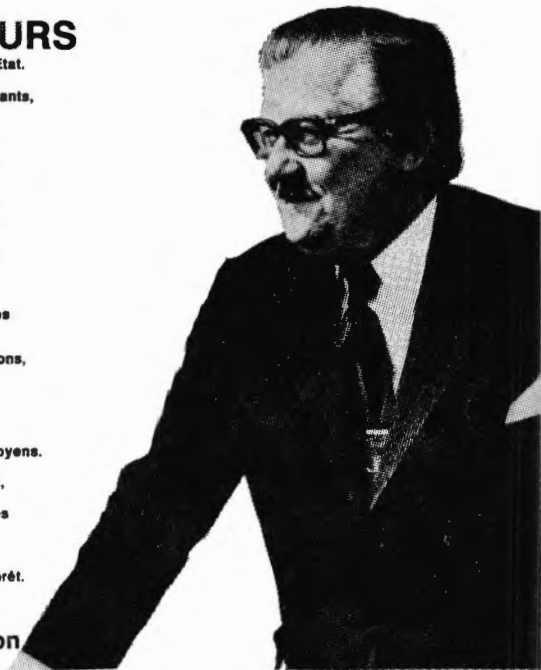
Il veut assurer la priorité à l'emploi
en investissant dans le logement social,
les crèches, la recherche scientifique
d'application industrielle, les entreprises
nouvelles, les espaces verts,

la lutte contre la pollution, l'économie
de chauffage, d'éclairage, de carburant.

Le F.D.F. a les mains libres de tout intérêt.

Il veut que Bruxelles soit gouverné
par les Bruxellois.

pour une nouvelle raison
de vivre, de travailler,
d'aimer



Bruxellois, maître chez toi !

VOTEZ F.D.F.

La campagne en français

par Gabriel THOVERON,

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Claude GEERTS, Michèle LEGROS,

Jacqueline THOVERON, Roselyne DARTEVELLE,

José Manuel NOBRE-CORREIA*

★

L'ensemble de l'opération électorale de la RTB mériterait une étude.

W. Ugeux, « Une part du pouvoir est-elle passée à la RTB », *Revue Générale*, mai 1977.

Il est à espérer que, cette année encore, la campagne électorale sur les ondes de la RTB (radio et télé) fera l'objet d'une étude par des spécialistes.

J.-C. Mouvet, *La Cité*, 15 avril 1977.

Ce qui caractérise cette campagne, c'est à la fois son calme apparent et les mouvements que traduisent les résultats. C'était une campagne en vacances pascales (1), mais *cela semblait aussi une campagne de vacance politique*. On pourrait citer de nombreuses phrases de commentateurs, contentons-nous de reproduire quelques titres : « Cette torpeur... » (LB, 2-3/4), « Parviendra-t-on à secouer l'indifférence des électeurs ? » (G. Williot, DH, 5/4), « L'indifférence de l'Opinion » (P. Vandromme, R, 5/4), « Une morne campagne électorale » (Guy Corval, DH, 14/4), « Que signifie le calme de la campagne électorale » (J. Van Solinge, S, 15/4) (2).

* C. GEERTS et l'enquête permanente ont étudié le public ; M. LEGROS, J. THOVERON (toutes deux du Bureau d'Etudes de la RTB) et R. DARTEVELLE (Institut de Sociologie de l'ULB) ont analysé les contenus des émissions ; J.M. NOBRE-CORREIA (assistant à l'ULB, section du Journalisme) a dépouillé la presse hebdomadaire. G. THOVERON a assuré la coordination du travail et la synthèse d'ensemble.

(1) Le problème du rapatriement des électeurs fait l'objet de « poissons d'avril » de *La Cité* et de *La Libre Belgique* (cette dernière choisissant d'ailleurs malicieusement ce jour-là pour interviewer le président du PC). *La Wallonie* a annoncé la disparition des listes électorales de toute la province de Liège et *L'Avenir du Luxembourg* le dépôt de listes écologiques « Sobriété, Pureté, Action ». Le plus grinçant des poissons d'avril est celui du *Drapeau Rouge* annonçant que François Perin a pris des contacts avec la Volksunie en vue de créer un nouveau parti...

(2) Nous présenterons en abrégé les titres des quotidiens, selon le code : à Bruxelles : C (*Cité*), DH (*Dernière Heure*), DR (*Drapeau Rouge*), LB (*Libre Belgique*), P (*Peu-*

Cette tranquillité contrastait avec l'agitation qui avait précédé (scission du RW, fondation du PRLW...) et accompagné la dissolution du parlement, elle contrastait avec des mouvements d'opinion dont on prévoyait et parfois exagérait (« Un électeur sur quatre est décidé à changer de parti à Bruxelles et en Wallonie », C, 30/3) l'ampleur, sans pouvoir en prévoir le sens (« L'élection de dimanche est la plus énigmatique de l'après-guerre », S, 17-18/4).

Grâce à l'INUSOP (3), nous avons pu déterminer, en 1977 comme en 1974, combien de gens avaient suivi la campagne. On note par rapport à il y a trois ans une *nette érosion*. Les électeurs ont, effectivement, manifesté plus d'indifférence cette fois-ci.

	Bruxelles		Wallonie	
	1974	1977	1974	1977
Ont suivi la campagne :				
Chaque jour ou presque	17,9	20,9	20,4	23
De temps en temps	50,8	42,5	51,3	40,4
Total	68,7	63,4	71,7	63,4

Le noyau des personnes suivant quotidiennement la campagne est cependant resté à peu près stable, on peut considérer que l'on a là le groupe des personnes intéressées, d'une façon constante, par la politique.

Quant aux raisons de suivre la campagne, on a, en 1977 :

	Bruxelles		Wallonie	
	Cité en 1 ^{er}	Cité au total	Cité en 1 ^{er}	Cité au total
Pour voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir	7,8	11,9	12,1	16,4
Pour me mettre en tête le programme de mon parti	6,9	9,7	7	11,6
Pour m'aider à faire mon choix au moment du vote	19,4	22,5	11,3	14
Pour voir comment sont les hommes politiques	7,5	11,5	6,2	13,7
Pour le plaisir de suivre le match électoral	5	7,5	7,4	12,9
Pour se tenir au courant des grands problèmes du moment	13,8	22,5	16,4	23,7
Pour voir qui a des chances de gagner les élections	3,1	4,3	1,9	5,9
Pour avoir des arguments dans les discussions avec d'autres	0,6	3,4	2,4	8,4

ple), S (Soir) ; à Liège : M (Meuse), W (Wallonie) ; à Verviers : J (Jour) ; à Namur : VA (Vers l'Avenir) ; à Charleroi : JI (Journal-Indépendance), NG (Nouvelle Gazette), R (Rappel).

(3) Et avec l'aide matérielle de la RTB.

On pourra comparer avec les résultats de 1974 (4) : le plus frappant est que si le premier mobile cité est dans les deux cas « se tenir au courant des grands problèmes du moment », on voit que « s'aider à faire son choix au moment du vote », chose peu importante en 1974, devient la première raison à Bruxelles et la deuxième en Wallonie (à peu près à égalité, dans cette dernière région, avec « voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir »). Sous une certaine indifférence de l'électorat, perce une incertitude certaine, provoquée sans doute par les mutations dans les partis.

Parmi les *moyens d'information*, la télévision est celui qui remporte toujours le plus de suffrages, sauf pour connaître les idées de son propre parti ou pour avoir les informations les plus complètes. C'est alors la presse qui, d'ordinaire au deuxième rang, se situe au premier. La radio est toujours lanterne rouge.

A Bruxelles :

	Télévision	Journaux	Radio
A Bruxelles :			
Le moyen d'information :			
1. Qui donne le plus confiance	30,9	20,3	5,3
2. Qui donne une vue sur les idées des différents partis	40	23,8	6,6
3. Qui permet de connaître les vues de son propre parti	26,3	31,3	4,7
4. Le plus facile à comprendre	48,8	16,9	6,9
5. Où la campagne est la plus agréable à suivre	61,6	6,6	4,1
6. Qui permet de connaître la personnalité des candidats	56,6	7,8	3,8
7. Qui donne les informations les plus complètes	22,2	42,5	4,4
8. Qui donne les informations que l'on retient le mieux	39,4	26,9	6,6

Les chiffres sont peu différents en Wallonie ; notons seulement que les journaux y font un score beaucoup moins important (15,2 %) pour le deuxième item (une vue sur les idées des différents partis) et (15,2 %) pour le quatrième (facilité de compréhension). Dans le premier cas, c'est sans doute, entre autres, à Bruxelles, le pluralisme du *Soir* qui justifie l'écart : les journaux de province sont plus généralement engagés, quoique les notions de journaux pluralistes et journaux d'opinion deviennent parfois floues : c'est d'ailleurs ce que nous avons choisi d'étudier en matière de presse écrite.

(4) Voir, outre *Res Publica*, vol. XVI, n° 3-4, 1974, le n° 22 des *Etudes de Radio Télévision*, RTB, où nous nous sommes livrés à une analyse détaillée (pp. 49 à 101).

Dans les limites de temps et de surface fixées par *Res Publica*, il n'était pas possible d'analyser la campagne en détail, nous y reviendrons (5). Au moins avons-nous essayé, si l'image que nous en donnons est un peu panoramique, qu'elle soit correcte et donne une bonne idée des initiatives prises par les media.

LA CAMPAGNE A LA RTB

La campagne de 1977 s'est déroulée à un moment qui semblait peu favorable à la RTB, soumise aux vives attaques de ceux qui lui reprochent son « gauchisme ». On n'épinglera que quelques épisodes parmi les plus récents.

L'un opposera le Premier Ministre au Directeur Général de la RTB. Celui-ci a été interviewé par le Journal Télévisé à propos de l'émission qui a confronté, sur Antenne 2, le Président Giscard à un échantillon de 60 Français l'interrogeant sur son dernier livre.

M. Wangermée a estimé qu'une telle émission était impossible en Belgique : la réaliser avec le chef de l'Etat — le Roi — était impensable ; avec le Premier Ministre, difficile, pour des raisons linguistiques, et parce « que l'Actuel Premier Ministre n'aime pas s'exprimer clairement et ouvertement ». Cela créera « un différend, sinon un malaise réel, entre la RTB et le Premier Ministre » (*S*, 6-7/2). Les avis seront bien entendu partagés, de la *DH* (7/2) (« Intempérance de langage sur les ondes ! ») au *P* (7/2) (« Dans son opération reprise en main de la RTB, le Gouvernement grossit démesurément un incident ridicule »), mais l'affaire ravive la polémique entre droite et gauche.

Dans un éditorial du *P* (29-30/1), André Cools vient juste d'évoquer la « Normalisation » de la RTB : « J'ai (...) l'impression que consciemment ou inconsciemment ceux-là même qui refusaient la censure gouvernementale commencent à la pratiquer spontanément » dans la perspective d'un gouvernement qui refuse le débat. (Le 6 février, *Dimanche-Press* assure qu'« à quelque dix reprises, le Premier Ministre a été invité au débat dominical Faire le Point. Chaque fois, et sous un prétexte quelconque, il a refusé. Il y a quelques mois, la RTB avait voulu organiser une grande soirée consacrée à la politique européenne. M. Tindemans a également décliné l'invitation ». Le Premier Ministre, nous le verrons plus loin, s'en expliquera sur RTL : il refuse d'être confronté à des présidents de parti.) Dans le *S* (11/2), C.-L. Binnemans

(5) Dans le *Courrier Hebdomadaire du CRISP*. On y trouvera les résultats détaillés de l'enquête.

rappelle un amendement de deux personnalités libérales au projet de décret sur la RTB : « MM. Perin et Mundeleer mettent en cause l'excès de pouvoir d'information de la RTB » ; ce même 11 février, les journalistes FGTB des RTB-BRT sont en grève pour protester contre les risques de pression du gouvernement et les dangers de l'autocensure. Malgré ce contexte, le conflit Tindemans-Wangermée n'aura pas d'autre suite qu'une convocation du second par le premier, en présence du Ministre de la Culture, Van Aal, et du Président du Conseil d'Administration de la RTB, Hallet. Ce Conseil d'Administration réitère d'ailleurs sa confiance au Directeur Général, et estime que les propos de Robert Wangermée doivent être compris dans un contexte purement professionnel.

L'incident est clos, mais les attaques contre le service public de la radio-télévision continuent.

Le 13 mars, au congrès du CEPIC (droite du PSC), « les résolutions les plus importantes (...) concernent l'information à la RTB ». On demande la création d'une chaîne privée, et à la RTB, « toutes idées d'éditorial, de pamphlets ou d'analyses critiques doivent être exclues » (LB 14/3). Quinze jours plus tard, André Damseaux, à la journée de réflexion du Centre pédagogique Charles Rogier, emboîte le pas « au nom du PRLW », et assure « s'il faut être net, je l'affirme sans ambages : il faut créer une chaîne de radiotélévision privée et indépendante » (DH, 31/3).

En mars encore c'est la création d'une Fédération Nationale des Auditeurs et Téléspectateurs (FNAT) dont le manifeste est approuvé par des personnalités politiques comme MM. Rey (PRLW), Risopoulos (PL), Nols (FDF), Desmarets et M^{me} Verdin (PSC), et qui considère que la RTB fait preuve de partialité (voir *Le Soir* du 24 mars).

On peut craindre, dans ces conditions, que la préparation de la campagne radiotélévisée donne lieu à quelques menus incidents comme en 1974 (6) où la candidature de Frédéric François, ainsi qu'un communiqué de la CSC dénonçant les pressions des partis sur les responsables des émissions préélectorales, avaient provoqué quelques vagues.

Or, cette fois-ci, les choses semblent se faire sans heurt. Il est vrai que Georges Désir, vedette de la RTB, producteur du jeu « Visa pour le Monde », chef du service de continuité, suit les exemples de H.-F. Van Aal et F. François et se présente à la Chambre. Mais il n'était pas journaliste, et son passage à la politique s'est effectué en plusieurs étapes :

(6) Voir notre article « Premiers aperçus sur la campagne législative 1974 à la RTB », dans *Elections Anticipées*, vol. XVI, 1974, n° 3-4. On devra d'ailleurs considérer que cet article se situe dans une suite, et le lecteur sera souvent invité à se reporter aux textes publiés, dans *Res Publica*, sur les élections de 1965, 1968, 1971 et 1974.

il s'est déjà, en 1976, fait élire bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert. Sa candidature ne donnera lieu à aucune polémique mettant en cause son rôle à la télévision.

La RTB n'avait pu, en 1974, organiser d'émissions Face à Face ; en ce domaine, elle semble, cette année, ne se heurter à aucune objection. Et si l'un des journaux du groupe Brébart (*LB*, 25 mars), critiquant notamment l'« émission télévisée plutôt scandaleuse que Henri Mordant a consacrée (le 18 mars) au 107 *quater* », assure qu'« on se rendra compte qu'il faut plus que jamais surveiller les façons ertébéennes par les temps électoraux qui courent », le même finira par « saluer les exploits que la RTB et la BRT ont réalisés dans la soirée et dans la nuit des élections législatives » (*LB*, 19 avril). Entre ces deux dates, pas d'incident, à part l'un ou l'autre petit coup d'épingle, tel M. Mundeeler terminant une tribune en assurant que toutes ses affirmations sont objectives « nonobstant le fait qu'elles sont diffusées par la RTB ».

Mise en ondes.

a) La Campagne radiotélévisée peut se diviser en deux parties : celle des partis (les *tribunes unilatérales*) et celle de la RTB (les *émissions de confrontation*, tout ce qui, en fait, n'est pas tribune).

b) La Campagne ertébéenne comprend des émissions *régionales* (réalisées dans les Centres de Production) et *nationales*. Les premières comportent, à la radio, les débats *Face au Public* (en décrochage) et *Antenne-Soir* ; à la télévision, les *Débats Régionaux*.

c) La Campagne nationale s'articule en deux phases, l'une couvrant les deux premières semaines, l'autre la troisième. Pour celle-ci, les *Face à Face* se substituent aux *Questionnez on vous répondra* à la radio, et chaque soirée, à la télé, un *Questions aux Partis* est offert, succédant aux *Faire le Point* dominicaux.

On peut noter :

1. La subdivision de la campagne nationale en 2 temps peut correspondre à un délai qu'à voulu se donner la RTB, surprise par la crise, pour organiser les émissions les plus difficiles ; mais il peut s'agir d'une volonté d'*orchestration*, le plus spectaculaire étant concentré sur la dernière semaine.

2. La tendance à la *régionalisation* se confirme, en radio comme en télévision. Tous les centres sont mis à contribution.

3. Cela conduit à une *augmentation du nombre des émissions*, et à un *allongement de leur durée globale*. La RTB a produit environ 54 h de programmes électoraux dont 51 h 1/4 pendant les trois dernières semaines, du samedi 26 mars au vendredi 15 avril. Il est vrai que plusieurs émissions, en décrochage, étaient simultanées, et qu'il n'était possible de capter au maximum que 4 h 30 des 18 h de débats Face au Public : mais malgré cela, l'offre reste énorme.

4. Il est vrai que l'auditeur-télespectateur fait son choix ; il n'est d'ailleurs pas sensé s'intéresser aux émissions produites pour les électeurs d'autres régions que la sienne ; mais on peut se demander si l'abondance des émissions et une relative concentration sur la dernière semaine ne mène pas à la *saturation*. Déjà la perspective de trois semaines de campagne ne réjouit pas tout le monde (d'autant que les précédentes élections-communales ne dataient que d'octobre). « Un cauchemar : les élections » titre Hervé dans *VA* dès les 2/3 avril : « J'en suis atterré, nauséux, aplati, râleur aussi. Tous les jours, jusqu'à la mi-avril, des « Tribunes politiques préélectorales ». On sort d'en prendre avec les communales en France et voilà que ça recommence chez nous ». Une chance pour les politiciens : *l'émetteur de Lille tombe en panne* le 12 avril coupant deux jours durant une partie du public des émissions françaises : la plupart des télespectateurs affectés semblent se reporter sur RTL, mais il n'est pas exclu que certains en reviennent à la RTB. « Questions de Partis » a l'avantage de se situer en pleine soirée, à 21 h 15, mais il a l'inconvénient d'être souvent entouré d'émissions qui ne flattent pas le grand public : « Un comble : lundi, après les questions au parti communiste, la RTB avait programmé un entretien avec Patrice Duhamel qui ne pouvait intéresser que quelques hépifious. Mercredi, c'était plus réussi encore : après la mise sur la sellette du PRLW et du PL, les télespectateurs, privés des chaînes françaises (...) ont pu agréablement terminer leur soirée avec l'émission religieuse catholique » (*Pan*, 20/4, sous le titre « ...z'avez pas fini de nous em... ? »).

5. Quant aux formules, elles sont diverses, un *équilibre* a été trouvé, avec l'innovation des Questions de Partis, le retour des Face à Face, et un certain recul (mais non la disparition) des Tables Rondes (qui donnent lieu à des débats trop confus — nous verrons que c'est le reproche que la presse continue de faire à certains Faire le Point). La variété compense l'abondance.

A. LES TRIBUNES.

Les partis en assurent librement le contenu ; leur répartition est la même en radio et en télé, c'est-à-dire en fonction de la représentation

au conseil culturel : 4 PSB — 3 PSC — 3 PRLW — 3 FDF-RW et 1 PC. C'est le même équilibre que l'on trouvera dans la campagne RTB nationale.

Les émissions sont de dix minutes à la radio, douze minutes à la télé, un peu plus de cinq heures en tout.

Les occupants de ces tribunes ont fait preuve de peu d'originalité. « ... Quelle misère ! Moins attrayantes encore que les émissions dites d'associations extérieures aux jours où celles-ci râclent leurs fonds de tiroirs budgétaires pour remplir quand même le temps d'antenne dont elles disposent » (Jean Couchard, *S*, 19/4). A peine peut-on signaler la partie de « couyon » que, cartes en mains, M. Massart et ses amis proposèrent au public, ou quelques efforts pour présenter telle tribune comme un simulacre de débat ou d'interview.

A la radio, on vient seul ou en groupes de deux ou trois. A la télé, on vient toujours en groupe, on est au moins à deux, et parfois à cinq : il est évident que, lorsque l'on voit les candidats, on peut davantage les distinguer, surtout si leur nom apparaît en surimpression sur l'écran. On est donc plus nombreux (41 personnes en tout) à la télévision qu'à la radio (27 candidats en tout).

TABLEAU I

Radio — Tribunes préélectorales, à 18 h 30

Mardi	29/3	FDF	MM. Havelange - Brasseur.
Mercredi	30/3	PSB	M. Spitaels.
Jeudi	31/3	PRLW	M. Wathélet.
Vendredi	1/4	PSC	MM. Maystadt - Beauthier.
Lundi	4/4	PSB	MM. Remacle - Baudson.
Mardi	5/4	PL	M. Mundeleer avec MM. Bourdon (sociologue) et Wanty (économiste).
Mercredi	6/4	RW	M. Jean Humblot.
Jeudi	7/4	PSB	MM. Cudell et Dehousse.
Vendredi	8/4	PSC	Mme Rijckmans, M. François.
Lundi	11/4	PRLW	MM. Piérard et Coen Interrogés par M. Hennebert.
Mardi	12/4	PC	M. Glineur.
Mercredi	13/4	FDF-RW	M. Remiche s'entretient avec MM. Bernard et Capelleman.
Jeudi	14/4	PSC	MM. Desmarests - Wathélet.
Vendredi	15/4	PSB	MM. Hurez - Vanderblst.

On verra, sur les tableaux, qui sont les participants. *Tous, c'est à noter, ne sont pas des personnalités politiques de premier plan.* Marie-Laure Roggemans est vingt-sixième candidate socialiste à la Chambre à Bruxelles, mais sa compétence sociologique (elle est chercheur à l'ULB) a pu déterminer son choix.

Autre cas : M^{me} Mayence, de Charleroi. Pour *LB* (31 mars) c'est une manœuvre. On a pu croire qu'elle « était une candidate féminine et catholique de premier plan puisqu'elle avait les honneurs de la télévision.

TABLEAU II

Télé — Tribunes préélectorales, après JT1, 19 h 50

				Auditoire en %	Cote	Auditoires du 1/4 h précédent	1/4 h suivant
Lundi	28/3	PSB	MM. Leburton, Hoyaux.	14,3	5,5	40,0	19,6
Mardi	29/3	PRLW	Mme Mayence, MM. Bertouille, Olivier.	14,3	5,6	41,5	15,6
Mercredi	30/3	FDL	Mme Mainguet, MM. Lepaffe, Clerfayt.	13,3	5,4	40,5	14,8
Jeudi	31/3	PSC	MM. Van Ael, Michel.	28,7	5,9	46,6	20,9
Vendredi	1/4	PSB	MM. Falize, Urbain.	18,1	5,7	39,5	19,9
Lundi	4/4	RW	MM. Massart, Mses, Neurey.	20,0	5,5	44,3	31,9
Mardi	5/4	PSC	Mme Goor, MM. François, Hanin.	17,4	5,8	44,5	13,4
Jeudi	7/4	PL	MM. Mundeleer, Hougardy, Van Offelen, Demuyter, Risopoulos.	14,6	6,2	43,0	12,1
Vendredi	8/4	PSB	Mme Roggemans, M. Cools.	16,9	6,0	37,7	15,7
Lundi	11/4	PSB	MM. Hurez, Cudell. <i>Avant JT1, 19 h 15</i>	11,3	5,9	7,8	32,2
Mardi	12/4	FDL-RW	Mme Spaak, MM. Duvieusart, Talbot, Outers, Havelange.	13,3	5,0	13,1	40,5
Mercredi	13/4	PSC	MM. Hansenne, Tindemans, Plasman, Gramme.	12,1	5,6	9,1	41,5
Jeudi	14/4	PC	MM. Beauvois, Van Geyt.	12,1	5,5	9,6	40,8
Vendredi	15/4	PRLW	MM. Rey, Perin, Damseaux.	10,8	5,6	7,3	39,0

Or, cette honorable dame est placée en ordre tout à fait inutile sur la liste du PRLW de l'arrondissement de Charleroi. On n'est pas très loin de l'abus de confiance en utilisant cette candidate de la sorte ». Peut-être, dans l'une comme l'autre de ces émissions, voulait-on simplement assurer une présence féminine : les femmes, on le verra, apparaîtront peu dans les émissions...

On note que *l'on verra cette fois un candidat flamand, ce qui n'était plus arrivé depuis 1968* — mais il s'agit du Premier Ministre, dont on veut exploiter une certaine popularité, et qui participera, en région francophone, à plusieurs meetings du PSC.

B. LA CAMPAGNE NATIONALE.

RADIO PREMIÈRE CHAÎNE.

Deux émissions sont incluses dans *les Dossiers de l'Actualité*, entre 13 h 20 et 14 h, accaparant dix heures d'antenne.

1. *Questionnez, on vous répondra*, au cours des troisième et deuxième semaines précédant les élections. Les auditeurs sont invités à téléphoner leurs questions, le matin-même, entre 7 h et 8 h, au numéro 02/735.28.21. Durant l'émission, les journalistes mettent l'auditeur, téléphoniquement, et en direct, en rapport avec l'homme politique.

a) 339 appels seront adressés à la RTB, émanant surtout de Bruxelles (62,5 %) et d'hommes (66 %). Il fallait téléphoner à la Cité-Reyers, ce qui favorisait les Bruxellois ; et l'horaire de l'émission (passant le midi) favorisait relativement les femmes : 1 question sur 3 a une origine féminine (comme pour les Questions et Réponses de 1968) alors que la proportion est généralement de 1 à 4 pour les Face à l'Opinion passant en soirée (cf émissions de 1968 et 1971). 172 appels la première semaine, 157 la seconde : l'intérêt s'émousse, mais peu.

b) 407 questions ont été posées ; généralement d'une façon courtoise ; 66 % des questions sont de pure information ; 10,5 % sont personnelles, c'est-à-dire qu'elles font référence au cas du correspondant, qui se met en avant ; 16,2 % sont agressives, utilisant un vocabulaire véhément ; sur antenne, la proportion sera plus forte 7 % des questions sont plutôt des avis et suggestions.

c) 90 questions ont été retenues, sont passées effectivement sur antenne et ont reçu réponse.

TABLEAU III

Radio — Questions et Réponses, 13 h 20 à 14 heures

				Total	H	F	Appels (1) Appels venant de							Total	Questions posées				Questions retenues	
							Brux.	BW	Lg	Hnt	N	Lux.	Fl.		Non loc.	d'Inf. général.	Agres- sives	Person- nelles		Avis et sugges- t.
Lundi	28/3	MM. Simonet	PSB	36	24	12	23	2	6	2	2			1	37	21	4	12		7
Mardi	29/3	Vanden Boeynants	PSC	41	26	15	21	2	6	4	5	1	1	1	42	27	10	4	0	8
Mercredi	30/3	Bertrand	RW	33	21	12	18	1	9	2	2		1		41	32	2	2	3	8
Jeudi	31/3	Damseaux	PRLW	37	25	12	21	4	5	4	3				47	37	5	0	3	8
Vendredi	1/4	Mme Lewin	PC	35	25	10	25	—	6	—	2		1	1	45	41	3	6	1	10
Lundi	4/4	MM. Spitaels	PSB	30	19	11	14	—	2	13	1				39	23	7	4	3	9
Mardi	5/4	Califice	PSC	30	19	11	13	1	4	10	2				38	13	14	4	7	11
Mercredi	6/4	Persoons	FDf	31	21	10	29	—	1	1					40	25	8	1	3	12
Jeudi	7/4	Mundeleer	PL	30	20	10	25	1	1	1	1			1	35	26	6	5	3	8
Vendredi	8/4	Mathot	PSB	36	27	9	23	1	7	2	2			1	49	23	7	43	7	9
				339	227	112	212	12	47	39	20	1	3	5	407	268	66	81	30	90

(1) H : hommes ; F : femmes.

(2) Brux. : Bruxelles ; BW : Brabant Wallon ; Lg : Liège ; Hnt : Hainaut ; N : Namur ; Lux. : Luxembourg ; Fl. : Flandre ; Non loc. : appels non localisés, les correspondants ayant refusé de donner leur numéro.

Le nombre de questions posées variait de 37 à 45 par candidat ; le nombre de réponses de 7 à 12. Ces derniers chiffres variaient en fonction de la capacité qu'avaient les hommes politiques — et ceux qui les interrogeaient — de se montrer brefs et précis. Les journalistes, désireux de boucler l'émission dans les délais tout en donnant la parole au maximum d'auditeurs, houspillaient ces derniers et pressaient les orateurs.

« A vrai dire, note *LB* le 29 mars, la formule de cette émission n'est peut-être pas la bonne. C'est finalement un simulacre de démocratie directe que ces questions dont quelques-unes franchissent le micro au nom d'une sélection ertébéenne fatalement subjective. De surcroît, certains auditeurs, profitant de ce qu'ils passent sur antenne, lancent des propos trop personnels qui détonnent sur les ondes ». En ce qui concerne la sélection, nous verrons plus loin qu'elle fut, dans l'ensemble, objective (cf tabl. VIII), d'où, d'ailleurs, un certain « décousu » des émissions.

2. *Face à face*, la semaine précédant les élections. Un homme politique face à un homme politique :

Lundi 11 avril	: Cudell (PSB) - Lagasse (FDF).
Mardi 12 avril	: Desmarets (PSC) - Van Geyt (PC).
Mercredi 13 avril	: Gol (PRLW) - Outers (RW).
Jeudi 14 avril	: Glinne (PSB) - Nothomb (PSC).
Vendredi 15 avril	: Damseaux (PRLW) - Cools (PSB).

Soit 3 PSB, 2 PSC, 2 PRLW, 1 FDF, 1 RW et 1 PC.

Peu de *Face à Face*, et pourtant c'est pour beaucoup d'observateurs « la seule formule satisfaisante (...) quand du moins s'affrontent des personnalités de grand format qui possèdent une langue, une dialectique et une présence télégénique. Les spécialistes de l'audio-visuel savent que ces personnalités-là ne courent ni les rues, ni les studios : une bonne dizaine tout au plus, ce qui risquerait, d'un scrutin à l'autre, de transformer les émissions en une sorte de cortège de la Juive » (Guy Corval, *DH*, 14 avril).

Il y eut tout juste dix hommes en lice : étaient-ce les bons ? La RTB, en tout cas, fit un effort dans le choix des duels, et le débat Gol-Outers, le transfuge contre le revenant (puisqu'il s'agissait de son « retour à Liège ») se révéla aussi vif que prévu.

TÉLÉVISION.

1. *Faire le point* : comme en 1971 et 1974, cette série habituelle du dimanche midi est adaptée aux besoins de la campagne ; il y en aura cinq, les cinq dimanches précédant les élections (mais rien, bien sûr, le

jour de celles-ci). Le premier rassemblera *tous* les partis et leurs ailes, soient 11 participants, sur les problèmes communautaires. Les autres auront de 4 à 6 participants, 19 en tout : PSB, PSC, PRLW (ou PL) ont toujours un représentant ; le PC sera invité deux fois (et se plaindra surtout de n'avoir pas été présent le 20 mars : voir DR des 19/20, 21 et 22 mars) ; le FDF ou le RW sont toujours présents, mais seront là ensemble le 27 mars.

Aux « Faire le point », la critique reprochera le grand nombre de participants. Celui du 13 mars surtout, qui durera plus de soixante-quinze minutes et réunira tous les partis : « Onze représentants de partis ou de mini-partis (...) c'est évidemment trop » (LB, 15/3). Mais celui, plus réduit du 27 mars, de même : « Six candidats (...c'était...) trop de participants de qualité inégale » (LB, 29/3). « Chaque parti

TABLEAU IV
Télé — Faire le Point, dimanche de 12 à 13 heures

			Auditoire %	Cote
13 mars	Problèmes communautaires	MM. Nothomb, De Keersmaeker, Perin, Pède, Risopoulos, Anciaux, Cools, Claes, Gendebien, Defosset, Van Geyt.	13,1	7,3
20 mars	Wallonie et régionalisation	MM. Gol, Dehousse, Nothomb, Duvieusart.	4,6	6,8
27 mars	La politique sociale	MM. Spitaels, Callifice, Levaux, Hannotte, Moreau, Mme Spaak.	10,6	6,1
3 avril	Bruxelles : Economie et politique	MM. Simonet, Lagasse, Risopoulos, Vanden Boeynants.	9,7	6,9
10 avril	Les problèmes économiques wallons	MM. Herman, Damseaux, Renard, Cools, Bertrand.	7,0	6,8

exigeant d'être présent (...) les « Faire le Point » ont trop eu tendance par moments à ressembler à des « classes » d'école primaire. Faire débattre une dizaine de personnes pendant soixante minutes, cela ne laisse guère plus de six minutes par invité. Et provoque une confusion extrême » (P, 26/4). « A peine a-t-on eu le temps de se familiariser avec la tête et les attitudes de l'un que l'on passe à un autre et que l'effort de familiarisation doit recommencer » (Jean Francis, *La Défense Sociale*, 10/3).

On regrette aussi « l'ampleur des sujets traités » (id.). C'est le cas surtout pour le débat du 27, sur la politique sociale, DH (qui parle des « multiples implications d'un problème qui débouche sur des domaines aussi complexes que l'assurance maladie-invalidité, les allocations familiales, les conventions professionnelles, la sécurité sociale ou

quelques secteurs d'un dossier par trop volumineux pour qu'une émission de télévision puisse le circonscrire valablement en un tour d'horloge ») et *LB* le constatent ensemble (28/3).

Enfin, le débat conduit certains participants à dépasser leurs pensées. Le débat du 13 mars, encore lui, autour du 107 *quater*, a donné lieu, dit la *DH*, « à des surenchères déplorables qui ne correspondent nullement, nous en sommes persuadés, au vœu intime des personnages politiques qui les lançaient » (14/3).

En bref, « la technicité des problèmes, ajoutée au jésuitisme ou à la démagogie de bien des participants à l'émission réduisait celle-ci à une dégustation pour vieux routiers de la politique. L'électeur moyen se sentait nécessairement exclu de ce petit jeu. Lui échappaient ces nuances qui font jubiler des spécialistes. Son irritation était inévitable » (*P*, 16/3).

2. Questions de (ou aux) Partis.

Cette émission, où des membres de partis posent des questions aux candidats d'autres partis (questions de partis aux partis, d'où le titre fluctuant de l'émission lorsqu'elle est citée dans la presse) s'inspire du *Kiezen of Delen*, émission vedette de la BRT en 1974.

Pour la série de 5 émissions, chaque parti délègue un « panel » (c'est du français — disons une *délégation* de 5 personnalités) et quatre fois un « panel » (disons un *jury*) de 5 interrogateurs. Chaque jury doit comprendre une femme, un jeune, assurer une certaine représentativité régionale et ne pas comporter de candidats. L'émission se déroule de la manière suivante :

a) une séquence de douze minutes : présentation et interrogation de la délégation de parti par le journaliste de la RTB ;

b) 4 séquences de dix minutes :

1° interrogation de la délégation par le premier jury,

2° interrogation de la délégation par le deuxième jury, etc.

Le journaliste de la RTB veille à ce que la délégation ne prenne pas plus de deux minutes par réponse à une question, à moins que le jury qui questionne ne soit lui-même d'accord sur le fait que la question exige plus de temps de réponse.

c) Deuxième tour d'interrogations-réponses : chaque séquence devrait durer cinq minutes.

d) Conclusions par le porte-parole de la délégation.

Le tout dure 1 h 15, soit 6 h 15 pour l'ensemble des émissions. La critique sera partagée, du P (13/4) (« La première impression (...) est excellente. Ce fut vivant, spontané, accrocheur, les questions étant nombreuses, touchant aux aspects les plus multiples de la vie politique et parfois marquées au coin d'une légère perfidie ») et de la C (14/4) (« ... il faut (...) féliciter pour ce type d'émission dont l'intérêt et la vitalité nous changent des « Faire le Point » (?) ou de ces « tribunes » bien trop unilatérales pour éclairer vraiment l'électeur ») au S (19/4) (dénonçant des « sortes de tribunaux du peuple (7) télé-spectateur, engoncés dans un cérémonial rigoureux avec trompette chrono-

TABLEAU V

Questions de parti, de 21 h 15 à 22 h 30

			%	Cote	1/4 h précédent	1/4 h suivant (JT2)	
Lundi	11/4	PC	MM. Van Geyt, Levaux, Renard, Mmes Dinant, Lewin.	9,0	6,8	17,4	5,3
Mardi	12/4	FDF-RW	MM. Defosset, Gendebien, Moreau, Persoons, Outers.	16,2	6,5	29,4	7,5
Mercredi	13/4	PRLW-PL	MM. Damseaux, Knoop, Gol, Toussaint, Mundeleer.	12,7	7,0	18,1	5,5
Judi	14/4	PSC	MM. Gramme, Humblet, Nothomb, Califice, Herman.	13,5	7,0	12,6	7,8
Vendredi	15/4	PSB	MM. Cools, Mathot, Simonet, Spitaels, Mme Pétry.	20,1	6,9	19,4	8,6

logique sinon triomphante ») et à la LB (21/4) (« fastidieuses émissions électorales (...) avec le retour sempiternel des mêmes têtes, des mêmes slogans, des mêmes analyses, le tout se réduisant en fin de compte à une espèce de radotage... ». On critiquera surtout le chronométrage de l'émission : la RTB a « déployé plus d'efforts pour millimétriser les dépôts des parties que pour imaginer des formules nouvelles de confrontation » (LB, 21/4); « ... véritable course contre la montre. Ce qui a ses avantages et ses inconvénients, certes : la concision et la précision sont de rigueur mais les contraintes du chrono peuvent empêcher l'explication. Conséquence : il y a un risque de voir la quantité d'information prendre le dessus sur la qualité » (C, 14/4); « le minutage prit une proportion hors de propos et la phrase rituelle de Christiane Lepère : « Vous n'êtes pas ici pour polémiquer, mais pour poser des questions ou pour y répondre » finissait par porter hautement sur les nerfs. Les nôtres et ceux des participants. Car tout

(7) L'Homme à la Pipe aura la même formule dans le *Pourquoi Pas ?* (21-4).

de même, s'il y avait bien un endroit privilégié pour polémiquer, c'était bien celui-là » (Maurice Simon, dans *Télé Moustique*, 21/4).

Simple Questions-Réponses ? ou Polémique ?

« Comme les "interviewers" ont le souci de mettre aussi en valeur les partis qu'ils représentent, les rôles deviennent ambigus » (C, 14/4).

D'autres critiques mettent finalement en cause à cette occasion les systèmes mêmes de médiation utilisés par les stations de radio-TV, ce sont des critiques contre l'« Etat-Spectacle » (8) : « Lorsque Christiane Lepère, vendredi soir, à l'issue du dernier « Questions de Partis » annonça cette clôture, elle eut un mot révélateur : « J'espère qu'en plus vous vous êtes bien amusé ». J'ai failli applaudir comme « Au Théâtre, ce soir » : (...) c'était du crochet ressuscité. Saint-Granier n'était pas loin quand retentissait la corne de brume. « Encore dix secondes au FDF ». Etait-ce de la télé ou du ping-pong ? Alors, en termes sportifs, le spectateur privé de son foot ou du film à Luxembourg compte les coups comme à la boxe. On est au cirque. Ce n'est pas sérieux et je doute que cette télé-là influence le vote. Si oui, c'est désolant et dangereux » (RH, dans *Pourquoi Pas ?*, 21/4) « Je veux bien que l'on compare la politique au jeu ou au cirque, mais de là à en faire un jeu télévisé, il y a une marge que, bien entendu, on ne résiste jamais à franchir » (M. Simon, dans *Télé-Moustique*, 21/4).

Ces critiques recouvrent celles de certains politiciens, Josse Van Eynde étant celui qui les exprime généralement avec le plus de netteté : « Je réproouve, et je n'hésite pas à le dire, les jeux idiots qu'on a fait jouer aux hommes politiques et aux partis, avec limitation de temps et sonnettes, lors de la dernière campagne électorale. C'était du cirque. Tout le monde y a sacrifié parce que personne ne pouvait s'abstenir et laisser la place aux autres » (LB, 7 juin 1977). Mais si, dit *Notre Temps* (7/4), les candidats n'aiment pas amuser l'électeur « on pourrait leur répondre qu'ils nous doivent bien cela, ils nous coûtent assez cher ».

Enfin, l'on critique les membres des jurys : « L'émission de Christiane Lepère n'a réussi qu'à montrer l'incapacité de deux douzaines de galopins. S'écoutant parler avec complaisance, se croyant déjà promus au poste de chef de l'opposition de Sa Majesté, à une ou deux exceptions près, ils se révélaient incapables de poser correctement une question précise » (*Pan*, 20/4).

Il semble qu'à la BRT l'émission Kiezen of Delen avait obtenu, en 1974, plus d'approbations de la part de la presse, qui considérait qu'elle mêlait fort habilement le didactique et le distrayant. Mais y a-t-il quelque chose de commun entre les critiques flamands et francophones ? Même

(8) Selon l'expression de R.-G. SCHWARTZENBERG.

lorsque ces derniers n'appartiennent pas à des journaux faisant campagne contre le « gauchisme » de la RTB, ils ont une forte propension à produire des papiers « d'humeur », que nous devons donc utiliser avec précaution : certains journaux, on l'a vu, trouvent l'émission trop foraine, d'autres la considèrent trop guindée. La presse ressemble souvent à un chœur de jamais-contents... Pour notre part, nous avons présenté des extraits de l'émission à Venise, au colloque de la RAI sur les émissions pré-électorales (23-25 juin 1977), et elle y a suscité l'intérêt des spécialistes...

C. LA CAMPAGNE RÉGIONALE.

Sa particularité sera de descendre, non seulement au niveau des régions, mais aussi à celui de *certain*s partis marginaux, car on y rencontre, outre les organisations qui ont accès aux Tribunes,

- chacun des autres partis présentant au moins 3 députés sortants relevant du Conseil Culturel de la Communauté française dans un même arrondissement ou au moins 4 s'ils se répartissent dans plusieurs arrondissements ;
- chacun des nouveaux partis présentant des candidats pour la *Chambre ou le Sénat* dans 3 provinces au moins comprenant des arrondissements de langue française et pour un total d'au moins 9 de ces arrondissements parmi lesquels pourra figurer l'arrondissement de Bruxelles.

Ceci exclut AMADA-TPO (Tout le pouvoir aux Ouvriers) et crée un problème pour les listes écologistes : si elles sont chapeautées par un comité de coordination, aucune ne présente, individuellement les conditions requises. Les écologistes furent parfois admis aux débats, à part entière à Bruxelles, Charleroi, Thuin, ou simplement, à Huy, et à la demande du public, pour exposer leur programme.

Au contraire, la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (trotskyste, IV^e Internationale), remplit les conditions et l'on put voir « les gens de la LRT, seuls "marginaux" invités à la table des "grands"... et qui ont respecté les règles du savoir-vivre en usage. Troublées seulement, un bref instant, lors d'un débat télévisé carolorégien, par un porte-parole du groupe écologiste "Blanche Neige et les 7 Nains" » (H.R., dans *Hebdo* 1977, 13/4).

Un autre « marginal » est accepté, car il n'est pas un nouveau parti, et dispose déjà d'un accès sur les ondes, le Parti des Belges de Langue Allemande (dans les Cantons de l'Est).

Enfin, les tribunes étant accordées à des partis, et non à des listes, chaque parti participant à un cartel a accès à l'antenne. En 1974, le

PLDP eut sa tribune à côté de celle du FDF ; en 1977, dans le Luxembourg, le RW, comme le PSB, sont l'un et l'autre admis, alors qu'ils se présentent sur une liste commune.

RADIO DEUXIÈME CHAÎNE.

1. *Face au Public.*

Réalisation assez lourde dans ses implications horaires, techniques et financières, cette émission a permis le contact avec le public des régions, posant des questions, en salle et en direct. Douze débats ont eu lieu dans les arrondissements, avec la participation de politiciens locaux. Chaque débat durait quatre-vingt-dix minutes, soit dix-huit heures en tout — c'est l'émission la plus longue. Mais elle était diffusée en décrochage, et l'on ne pouvait donc en capter que quatre-vingt-dix minutes par semaine, soit quatre heures et demie en tout, au maximum.

2. *Débats « Antenne-Soir ».*

Dix débats, organisés par et faisant suite à *Antenne-Soir*, de 18 h 35 à 19 h (en tout deux heures dix minutes) autour de thèmes bien précis, concernant particulièrement la Wallonie, eurent lieu les jours ouvrables des deux dernières semaines. On notera qu'on les a, pour les rendre plus efficaces, limités à 3 participants :

Lundi 4 avril : Régionalisation-107 *quater*. MM. Bertrand (RW), Dehousse (PSB), Perin (PRLW).

Mardi 5 avril : Emploi en Wallonie. MM. Gline (PSB), Knoops (PRLW), Beauvois (PC).

Mercredi 6 avril : Aménagement du territoire. MM. Bertouille (PRLW), Remacle (PSB), Califice (PSC).

Jeudi 7 avril : Problèmes agricoles. MM. Deschamps (PSC), Neuray (RW), Piron (PRLW).

Vendredi 8 avril : Energies et Ecologie. MM. François (PSC), Gendebien (RW), Leburton (PSB).

Lundi 4 avril : Wallons et Bruxelles. MM. Michel (PSC), Spitaels (PSB), Outers (RW).

Mardi 5 avril : Santé et Famille. MM. Falize (PSB), Plasman (PSC), Moreau (RW).

Mercredi 6 avril : Logement. MM. Martin (PC), Olivier (PRLW), Urbain (PSB).

Jeudi 7 avril : Structures Industrielles. MM. Mathot (PSB), Martin (PC), Delruelle (PRLW).

Vendredi 8 avril : Politique Culturelle. MM. Grafé (PSC), Mottard (RW), M^{me} Petry (PSB).

TABLEAU VI

Radio - 2^e chaîne — Débats Face au Public, 20 h à 21 h 30

		PSB	PSC	PL-PRLW	FDf-RW	PC-UDP	LRT	Ecologistes	PBLA
1er avril	Ath, Tournai Mouscron	Spitaels	Devos	Bertouille	Mory	Renard	Vyalne		
20-21.30 h	Dinant Philippeville Huy Waremme	Bonzi Leburton	Humblet François	Cornet d'Elzjus Jasselette	Billa Fievez	Lechat Mathieu		(Yernaux)	
8 avril	Mons Soignies	Delmotte Urbain	Ducobu Jérôme	Lagneau Pierard	Leroy Leclercq	Beauvois Leclercq	Mathieu Dury		
20-21.30 h	Verviers Virton Neufchâteau Nivelles	Parotte Dupont Scokaert	Gramme Michel (Mme)Rijckmans	Damseaux Bossicart Ciselet	Remiche Leyens Maes	Close Duchateau	Stevény Horma		Paasch
8 avril	Bruxelles*	Janne M.H.	Desmarests	Bourdon	Persoons	Moins	Mandel	De Brabander	
15 avril	Charleroi Thuin	Hoyaux Burgeon	Califice Lernoux	Knoops Herbage	Duvieusart Serre	Dussart Frère	Tondeur Champenois	Gauditiaubois Flandre	
20-21.30 h	Liège Arlon, Marche Bastogne Namur	Dehoïsse Remacle M. Lacroix	Grafé Hanin Remacle	Gol Olivier Toussaint	Outers Dozo	Levaux Martin	Mlle Schaeck		

* Ainsi que Claes (VU) De Kersmaecker (CVP) et Dewulf (BSP).

TABLEAU VII
Télé — Débats Régionaux

			PSB	PSC	PL-PRLW	FDf-RW	PC-UDP	LRT	Ecologistes	PBLA	Auditoire %
19/3	12 h 30	Namur	Bonzi	Hendrick	Ledoux	Dozo					0,2
26/3	12 h 00	Tournai, Ath Mouscron	Delhayé	Deschamps	Bertouille	Mory	Coussement				1,2
	12 h 45	Liège, Verviers Eupen	Ylieff	François	Damseaux	Outers	Levaux				1,3
	13 h 30	Brabant Wallon	Flamand	Courtois	Kubla	Rouelle					0,8
2/4	12 h 00	Mons Soignies	Urbain	Jérôme	Lagneau	Nopère	Mme Dinant	Mathieu			1,6
	12 h 45	Luxembourg	Meunier	Ludgen	Bock	Leyens					1,6
	13 h 30	Bruxelles*	Cudell	Van Aal		Defosset	Mme Lewin				1,3
9/4	12 h 00	Liège	Mathot	Grafé	Jeunehomme	Bertrand	Juchmès	Roosen			0,4
	12 h 45	Charleroi Thuin	Glinne	De Stexhe	Janssens	Moreau	Glineur	Capron	Yernaux		0
	13 h 30	Cantons de l'Est	Dupont	Grindt	Heeres					Paasch	0

* Egalémet à ce débat bruxellois, Dewulf (BSP) De Winter (PVV) Dekeersmaecker (CVP) Claes (VU).

Soit 9 PSB, 6 PSC, 6 PRLW, 6 RW et 3 PC et en tout quatre heures dix minutes d'émission.

TÉLÉVISION.

Dix *débats régionaux* de quarante-cinq minutes sont organisés le samedi midi par les Centres de liège (couvrant les provinces de Liège, Namur, Luxembourg), Charleroi (couvrant Hainaut et Brabant wallon) et Bruxelles. Le débat des Cantons de l'Est était en allemand et ne durait que trente minutes.

Le journaliste de la RTB mène la discussion. Il pose de 3 à 4 questions clefs, auxquelles répond successivement chacun des participants.

Thématique.

A l'exception des émissions se déroulant sur un thème fixé, choisi par la RTB, nous avons analysé les contenus de la campagne, les répartissant entre 58 sujets qui, malgré leur nombre, peuvent empiéter les uns sur les autres. De nouveaux sujets apparaissent d'une élection à l'autre : nous n'avons utilisé que 43 items en 1974. Certains sujets ont tendance à disparaître, mais nous les avons maintenus dans les tableaux, pour que l'on puisse y lire cet effacement. Il va de soi que l'on peut souvent regrouper plusieurs sujets sous un titre commun ; de tels regroupements contribuent un peu à réduire la subjectivité de nos répartitions, opérées par 3 chercheuses différentes (9), tout étant que les chiffres que nous fournissons doivent être considérés plus comme des ordres de grandeur que comme des nombres rigoureux : nous sommes confrontés à trop de choix difficiles pour qu'il puisse en être autrement...

Dans les Tribunes, on trouvera les centres d'intérêt des partis. C'est là qu'ils s'expriment le plus librement. Nous y avons dénombré 280 sujets, dont 181 dans les télévisées qui, on l'a vu, comptent plus de participants que les radiophoniques. Outre la place importante accordée par chaque parti à la présentation de ses grandes options, on voit traités surtout les problèmes suscités par la crise (en général ou sous l'aspect emploi) et les problèmes de la régionalisation. L'ordre des intérêts varie un peu d'un parti à l'autre ; on le mesurera en considérant que toutes les opinions ne disposent pas du même nombre de tribunes : le PSB en a le plus, et nous avons pointé 88 fois des sujets évoqués par

(9) Roselyne DARTEVELLE a étudié « Questions et Réponses » et « Questions de Partis », Jacqueline THOVERON les autres émissions de radio, et Michèle LEGROS les autres émissions de télévision.

TABLEAU VIII

			Tribunes		Tribunes par Parti (R et TV)					Campagne nationale RTB				Campagne régionale RTB	
			Radio	TV	PSB	PSC	PL PRLW	FDF RW	PC UDP	Questions Réponses		Face à face	Questions de Partis	Face au public	Dépenses
										Questions posées	Questions retenues				
Armée	1	Armée - défense nationale								7	3		1		
	2	Crise, relance (Plan Egmon)	7	19	9	6	6	4	1	12	3	1	7	29	66
Economie	3	Emploi - Chômage - Durée du travail	13	18	11	4	7	8	1	34	13	7	10	15	64
	4	Inflation	3	2	1	3	1			3		2	1	4	2
	5	Épargne								2					
	6	Finances publiques (budget Etat)	2			1	1			6	1	2	3	3	4
	7	Salaires								7	3			2	3
	8	Routes - Transports		4	3		1			3		1		1	10
	9	Wallonie	5	4	2	1	2	4		5		1	8	2	17
	10	Bruxelles	4		1	1		2		7		2		2	
	11	Monopoles - initiative publ. - privée - aides de l'Etat	2	1	2	1				5		2	3	1	19
	12	Nationalisation								3	1				1
	13	PME	6	6	3	1	4	4		6	1	1	1	4	20
	14	Energie (nucléaire)								6	1	2	3	8	4
Electorats circonscrits	15	Agriculteurs	1	2	1		1	1					2		5
	16	Indépendants - Classes moyennes (cfr aussi 13)	2	2			3	1		10	1		1	7	
	17	Pensionnés - VIPO	1	2	3					25	5		1	5	
	18	Femmes	3	1	2	1		1		4	1		3		1
	19	Handicapés	1	4	3	1	1			21	3				
	20	Jeunes	1			1				1	1				
	21	Ex-coloniaux								2					
	22	Anciens combattants								2					
Enseignement Culture	23	Ecole (surtout pluraliste)	1	5	1	2	2	1		10	3	2	3	7	3
	24	Enseignants								1				1	
	25	Culture - Loisirs	1	2	1	2				2	1			3	
	26	Politique scientifique et Universités	2		2					7	2		2	6	2
	27	Media (Presse - radio - TV)								9	1		3		
Environnement (cfr aussi 14-58)	28	Environnement diagnostic	1		1					11	3	3		1	6

			Tribunes		Tribunes par Parti (R et TV)					Campagne nationale RTB				Campagne régionale RTB	
			Radio	TV	FSB	FSC	PL PRLW	FDF RW	PC UDP	Questions Réponses		Face à face	Questions de Partis	Face au public	Télé- débat
										Questions posées	Questions retenues				
Institutions	29	Environnement remèdes	2	8	8	1	1			2			—	7	7
	30	Volonté de réforme	3			1			2	3		1	3	1	
	31	Probité en politique								8	4	2	2	6	
Politique ext.	32	Liberté d'expression	1			1				3		1	2		
	33	Politique extérieure								5	1	2	5	1	
	34	Avortement		3	1	1	1			2	1		1	24	
Problèmes éthiques	35	Divorce											—		
	36	Morale		2		2							—		
	37	Syndicats	1				1			2	1		4	2	1
Problèmes du travail (cfr aussi 3 et 7)	38	Travailleurs étrangers											—		
	39	Travailleurs frontaliers											—		2
	40	Sécurité sociale et autres avantages	2	3	2	2	1			5	1		—		6
Polit. sociale	41	Contrôle ouvrier - autogestion - cogestion	2				2			3	1	2	6	8	7
	42	Problèmes de travail à l'Etat								4	1		—		
	43	Politique familiale - natalité	1	2	1		1		1	7	1	2	—	7	6
	44	Santé - hôpitaux	1	1	1	1							—		1
	45	Logements	4		1	2	1			2		2	—	1	1
	46	Fédéralisme - régionalisation	8	21	10	4	5	10		6	2	6	7	17	58
Rapports Communautaires (cfr aussi 9 et 10)	47	Bruxelles (limites...)	1	7	4					6	2	2	10	6	
	48	Problèmes linguistiques		1						7	2		3	1	
	49	Fourons et francop. de Flandre								3			—	8	
Taxes-impôts Vie politique	50	Fiscalité	1	6	1		5	1		34	8	4	11	10	3
	51	Alliances polit. (futurs)								22	4		10	6	11
	52	Vie des partis (doctrines, options)	11	40	13	15	12	8	3	26	14	11	22	17	14
Divers	53	Vie électorale (cartels...)	2	15		3	3	4	7	15	5	6	16	14	11
	54	Citoyens face au vote	1			1				10	1		—	1	2
	55	Problèmes juridiques	1			1				15			—		
	56	Prisons, polices, gendarmerie	1			1				4	1		—		
	57	Rex								—			—		
	58	Animaux - Chasse								2			—		
Totaux			98	181	88	61	62	56	13	407	98	68	155	238	357

lui ; le PC en a le moins, et le chiffre tombe à 13. Les trois autres partis ont des chiffres voisinant la soixantaine.

Les sujets les plus traités, par parti :

PSB		PSC	
Doctrines, options	13	Doctrines, options	15
Emploi, chômage	11	Crise, relance	6
Fédéralisme, régionalisation	10	Emploi, chômage	4
Crise, relance	9	Fédéralisme, régionalisation	4
Environnement : remèdes	8	Inflation	3
Bruxelles (limites...)	4	Vie électorale (cartels...)	3
FDF-RW		PRLW	
Fédéralisme, régionalisation	10	Doctrines, options	12
Emploi, chômage	8	Emploi, chômage	7
Doctrines, options	8	Crise, relance	6
Crise, relance	4	Fédéralisme, régionalisation	5
Wallonie (économie)	4	Fiscalité	5
Petites et Moyennes Entreprises	4	Petites et Moyennes Entreprises	4
Bruxelles (limites...)	4		
Vie électorale (cartels...)	4	PC	
		Vie électorale (cartels...)	7
		Doctrines, options	3

Dans l'ensemble arrivent en tête Doctrines et options (51), Emploi et chômage (31), Fédéralisme et régionalisation (29), Crise et relance (26), Vie électorale (17), Petites et Moyennes Entreprises (12) et Environnement [Remèdes à apporter (10)].

Dans les débats, les partis restent entre eux ; entre candidats dans *Face à Face* ou les *Télé-Débats*, entre candidats et militants dans *Questions de Partis*. Les thèmes que l'on retrouve le plus fréquemment dans les *Face à Face* sont les mêmes que ceux des tribunes : Doctrines et Options (11), Emploi et Chômage (7), Fédéralisme et Régionalisation (6), Vie Electorale (6), et pratiquement dans le même ordre... Dans *Questions de Partis*, Doctrines et Options (22) restent en tête (l'émission commence par la présentation du parti par lui-même), mais arrivent ensuite Vie Electorale (16), Fiscalité (11), puis à égalité Alliances Politiques (10), Bruxelles [aspects communautaires (10)], Emploi et chômage (10). Le bouleversement est encore plus marqué pour les Télé-

(10) Nous n'avons pas étudié le débat en allemand, ni le débat de Bruxelles, dont nous n'avons pu obtenir l'enregistrement.

Débats régionaux (10), où se détachent les thèmes Crise et Relance (66), Emploi et Chômage (64) et Fédéralisme (58), viennent assez loin les Petites et Moyennes Entreprises (20), Monopoles, initiative publique et privée... (19), Wallonie [aspects communautaires (17)], puis seulement les Grandes Options (14). Plus le débat est âpre, plus le nombre des partis qui y sont mêlés est grand, et plus les participants sont amenés à se prononcer, non seulement sur ce dont ils ont envie de parler, mais aussi sur ce qu'ils préféreraient éviter : leurs adversaires cherchent les défauts de leurs cuirasses...

Deux émissions mettent les électeurs en contact avec les partis : les Questions et Réponses et les Face au Public. Ce n'est évidemment pas l'électeur moyen qui téléphone ; parfois sans doute des militants interviennent ; mais ce peuvent être des militants de mouvements marginaux. Ainsi des femmes font émerger le problème de l'avortement, quasi inexistant jusque là.

Pour les Questions et Réponses, nous tiendrons compte ici de l'ensemble des questions posées par les correspondants ; pour les Face au Public, du nombre des réponses : les questions sont posées par un électeur à un ou plusieurs hommes politiques, mais parfois certains répondent qui n'ont pas été interpellés. Par ailleurs, pour cette dernière émission, nous n'avons pu analyser que 8 des 12 débats (11).

Dans *Questions et Réponses*, on note l'émergence d'un certain nombre de problèmes concernant des électorats particuliers. On voit les problèmes purement politiques ne se situer qu'aux troisième et cinquième rangs. On a dans l'ordre Emploi et Chômage (34) ex aequo avec Fiscalité (34), Doctrines et Options (26), Pensionnés et VIPO (25), Alliances politiques futures (22) et Handicapés (21). Dans *Face au Public*, on évoque naturellement moins les problèmes personnels ou en termes personnels : on trouve dans l'ordre : Crise et Relance (29), Avortement (24), Fédéralisme et Régionalisation (17) ex-aequo avec Doctrine et Options (17), Emploi et Chômage (15).

Pour mieux faire apparaître ces distorsions, nous avons regroupé en grands thèmes : Problème de la crise (dans le tableau, les numéros 2, 3 et 4), Problèmes des Electorats Circonscrits (les numéros 15 à 22), Problèmes Communautaires (numéros 46 à 49), Problèmes purement politiques (numéros 51 à 53). On a, en pourcentages :

(11) Nous n'avons pu obtenir communication des bandes-copies des débats de Namur, Virton, Braine-l'Alleud et Bastogne, qui ont été perdues par le studio.

Problèmes de	Tribunes	Débats entre Partis			Débats Partis-Electeurs	
		Face à face	Télé-débats	Questions de Partis	Face au public	Questions et réponses
Crise	22,1 %	14,7	37	11,6	20,2	12
Electorats						
Circonscrits	7,1 %	—	1,7	4,5	5	16
Communautaires	13,6 %	11,8	16,2	12,9	13,4	5,4
Politiques	24,3 %	25	10,1	31	15,5	15,5

Dans les Questions des Auditeurs, les problèmes communautaires sont négligeables, et les problèmes des électorats circonscrits affleurent. Les problèmes purement politiques ressortent dans des débats entre partis, surtout dans *Questions de Partis*, puis *Face à Face*, les *Télé-Débats* valorisant plutôt la crise et le communautaire, ceci étant lié probablement au caractère régional de cette émission.

Dans l'ensemble, les problèmes de la Crise dominent largement les Communautaires, ces derniers, principaux pendant plusieurs campagnes et toujours importants, prennent aujourd'hui un aspect plus secondaire.

Acteurs et vedettes.

Le nombre des personnalités passant sur antenne ne cesse de croître : 74 en 1968, 126 en 1971, 130 en 1974 et cette année 171. On a la répartition (12) :

	PSB	PSC	PL	FDF	PC- UDP	LRT	Ecolo- gistes	PBLA	Total
Bruxelles	4	6	7 PRLW	10 RW	3	1	1		32
Brabant Wallon	3	3	2	2	1	1			12
Liège	9	6	10	6	4	3	1	1	40
Hainaut	9	8	10	10	8	6	3		54
Namur	2	3	3	4	2				14
Luxembourg	3	4	3	1					11
	BSP	CVP	PVV					VU	
Flandre*	2	2	2					2	8
Total	32	32	37	33	18	11	5	3	171

* Il s'agit des candidats (éventuellement Bruxellois) des Partis flamands.

Le déclin des Bruxellois, déjà observé d'une campagne à l'autre, continue : ils ne sont plus que 18,7 % de l'ensemble, alors qu'ils étaient le quart en 1974. Mais c'est lié en partie à la régionalisation. Si l'on ne tient compte, d'une part que des Tribunes et de la Campagne RTB natio-

(12) Les candidats sont répertoriés là où ils se présentent : ainsi M. OUTERS est compté comme RW et Liégeois.

nale, de l'autre que des francophones, on compte un tiers de Bruxellois (33,7 %) :

	PSB	PSC	PL	FDf	PC-UDP	Total
Bruxelles	3	6	7 PRLW	10 RW	2	28
Brabant Wallon	1	2		1	1	4
Liège	6	3	6	4	4	20
Hainaut	6	2	6	5		23
Namur		1	1	2		4
Luxembourg	1	3				4
	17	17	20	22	7	83

Nous avons, comme d'ordinaire, considéré comme *vedettes* les personnalités apparues *plus de 2 fois*. Nous en trouvons 36 (contre 15 en 1968, 27 en 1971 et 18 en 1974) dont 8 Bruxellois ; si on les classe selon le nombre de leurs apparitions, on a (13) :

	PSB	PSC	PRLW	FDf-RW	PC-UDP
7 fois			Damseaux		
6 fois	Spltaels			Outers	
5 fois	Cools	Califice François			
4 fois	Cudell Dehousse Mathot Urbain	Nothomb	Bertouille Mundeleer	Bertrand Moreau	Levaux Van Geyt
3 fois	Glinne Leburton Simonet	Desmarests Grafé Gremme Michel	Gol Knoops Perin Risopoulos	Defosset Duvieusart Gendebien Persoons	Beauvois Mme Lewin Martin Renard

MM. Cools, Leburton et Perin sont parmi les vedettes au moins depuis 1968 inclusivement ; MM. Toussaint et Vanden Boeynants, qui figuraient au palmarès de 1968 à 1974, ont un rôle plus effacé cette année. Comme eux, MM. Van Aal (PSC) Hannotte, Olivier, Defraigne, Moureaux (PLP et PLDP), M^{me} Dinant (PC-UDP) premiers rôles en 1974, ne le sont plus en 1977. C'est la famille libérale qui a connu le plus de bouleversement, par suite de départ (M. Moureaux est au FDF) ou d'arrivées (il a fallu faire place aux transfuges du RW, MM. Gol,

(13) Il va de soi que nous ne répertorions les participants que lorsqu'ils sont nommément cités, ce qui exclut les membres des jurys de « Questions de Partis ». Sinon, pour ne prendre qu'un exemple, M. BOURDON, du PL, prendrait rang parmi les vedettes.

Knoops, Perin, que l'on a bien sûr tenu à montrer...). Mais *l'on voit, dans tous les partis, le personnel politique se renouveler peu à peu.*

Les *Présidents de partis* sont tous parmi les vedettes, mais, contrairement à MM. Cools, Damseaux, Mundeleer et Van Geyt, MM. Gramme, Defosset et Gendebien ne se placent pas à l'avant-plan de leur parti. Au FDF-RW, on montre surtout M. Outers, symbole de l'union des deux partis, de l'union des Wallons et Bruxellois ; et ensuite les Ministres qui ont été renvoyés du gouvernement. Mais, comme en 1974, on note la tendance de présidents relativement nouveaux dans leur fonction à ne pas trop se frotter aux micros et caméras. Ils font leurs classes, comme MM. Damseaux et Nothomb faisaient en 1974 : ces derniers, aujourd'hui, sont moins timides.

Mais peut-être, pour certain, est-ce sans espoir. Ainsi « M. Gramme est solide, mais un peu trop lourd : il ne sera jamais un homme de télévision, ce qui n'enlève rien à ses qualités » : et c'est un journal catholique qui l'assure... (LB, 16-17/4).

Une *seule femme parmi les vedettes*, Rosine Lewin (et c'est encore au PC-UDP, comme en 1974, où il s'agissait de Noella Dinant). Dix femmes passeront dans l'ensemble, sur antenne : 2 au PSB (Pétry, Roggemans), 2 au PSC (Goor, Rijckmans), 2 au FDF-RW (Mainguet, Spaak), 2 au PC-UDP (Dinant, Lewin), une seule au PRLW (Mayence) et à la LRT (Schaeck). Dix femmes pour 170 hommes, l'« année de la femme » est bien passée.

Spectateurs.

Nous ne disposons d'aucune mesure de l'auditoire de la campagne radiophonique. Pour la télévision, où le nombre des émissions peut créer une saturation, où la RTB subit de plus en plus durement la concurrence des autres chaînes (véhiculées par la télédistribution), la tendance est à la baisse. Mais celle-ci s'échelonne de l'érosion à l'effondrement.

Erosion pour l'émission pilote de la RTB : en 1974, Face à l'Opinion atteint un auditoire moyen de 18,1 %, et les Questions de Partis, avec l'inconvénient de se situer pendant les vacances et de se suivre tous les jours d'une même semaine, sont avec 14,3 %, aux 8/10 de ce succès.

Effondrement pour les Tribunes qui passent de 26,6 % en 1974 à 14 % en 1977, soit une chute de près de la moitié.

Entre les deux, Faire le Point, avec 9 % (contre 14,4 % en 1974) enregistre une chute d'un tiers. *Les émissions propres de la station résistent donc nettement mieux que celles des partis.*

Les auditoires des Débats Régionaux, de 0 à 1,6 %, semblent dérisoires : mais ils peuvent être moins négligeables localement, là où ces émissions ont leur public-cible. Leur faiblesse interdit de les mesurer avec précision ; pour certains, nous avons un pourcentage égal à zéro, ce qui ne signifie évidemment pas que personne n'a regardé, mais tout simplement que l'auditoire était peu décelable. En moyenne, le public est de 0,84 %, ce qui fait environ 27.000 téléspectateurs adultes : quelle réunion électorale peut rassembler autant de citoyens ?

LA CAMPAGNE SUR RTL

Si l'on considère que les émissions les plus marquantes des campagnes électorales sont les combats singuliers au sommet (Mitterrand-Giscard, Ford-Carter...), le débat vedette de 1977 aura été réalisé par la télévision périphérique, presque à la veille du scrutin, le vendredi 15 avril à 19 h 45.

Dans la mesure où RTL prend de plus en plus figure de chaîne commerciale belge, il est normal qu'elle s'intéresse à nos élections ; et elle le fait évidemment en toute liberté, sans les dosages auxquels doit s'astreindre la RTB.

Il lui a donc suffi d'opposer le chef du gouvernement au président du principal parti d'opposition, ou si l'on veut les personnalités les plus en vue respectivement en Flandre et en Wallonie. A propos de ce « débat impossible » qu'André Cools reprochait à Leo Tindemans d'avoir esquivé depuis trois ans, « Certains ne manqueront pas d'y voir une marque de sympathie particulière du Premier Ministre pour une chaîne privée et commerciale par rapport à la RTB. M. Tindemans s'en est expliqué en déclarant qu'il avait refusé de débattre jusqu'à ce jour avec M. Cools parce que, dit-il, c'est faire trop d'honneur à un co-président d'un parti qui milite dans une seule région du pays que de l'opposer à un Premier Ministre en temps normal : « C'eût été renverser les choses ». En campagne électorale, c'est différent, a-t-il ajouté » (C, 16-17/4). Si l'on suit le raisonnement de M. Tindemans, cela signifie qu'en Belgique le Premier Ministre ne participera à aucun « Duel » en dehors des campagnes.

Ce débat n'a pas eu un auditoire exceptionnel : environ 10 % (la moitié de ce que « Questions de Partis » réunissait le même soir) mais il a été mis en épingle par la presse, ce qui a peut-être encouragé RTB et BRT à s'associer pour produire ensemble, en deux langues, et avec sous-titre, le 24 avril, un *Duel* entre André Cools et Wilfried Martens.

C'était après les élections, et l'on pouvait sortir des normes et des habitudes...

LA CAMPAGNE DANS LA PRESSE ECRITE

En fait, nous n'avons pas tenu compte de la campagne de la presse, c'est-à-dire de la manière dont celle-ci exprime son opinion propre, ni même du compte rendu de la campagne par la presse. Dans ce dernier domaine, on note évidemment des efforts informatifs importants, comme les « promenades » que mènent *Le Soir*, *La Libre Belgique*, *La Cité...* d'une région à l'autre. Par comparaison avec la radio-télévision, nous avons considéré la presse dans la mesure où elle s'ouvre aux affrontements des partis, dans la mesure où elle prend des initiatives pour donner la parole directement ou indirectement, à ceux-ci. Il s'agit de savoir de quel degré de pluralisme la presse fait preuve pour fournir à ses lecteurs une information contradictoire analogue à celle étalée sur les ondes. Ce degré est, généralement, faible.

Tribunes.

Seuls des quotidiens *La Nouvelle Gazette* (une tribune offerte à chacune des têtes de listes des arrondissements où elle est principalement diffusée, ce qui couvre la majeure partie du Hainaut, le Brabant Wallon et le Namurois) et *Le Jour* (pendant cinq semaines, chaque samedi, un parti, dans l'ordre suivant, obtenu par tirage au sort : RW, PSC, PC, PSB, PRLW) (14) ont offert des tribunes. De ce point de vue, les hebdomadaires n'ont guère fait preuve de plus de dynamisme, et l'on ne trouve des tribunes que dans *Dimanche Presse* (ce sont les tribunes hebdomadaires régulières, on n'y trouve pas le PC, mais bien deux PSB), dans *Le Ligueur* du 8 avril (R. Moreau pour le RW, et les présidents des PSC, PRLW, PL, FDF, PSB, PC). *Notre Temps* a offert aux PSB et PSC, le principal parti d'opposition et le principal parti gouvernemental, les deux premiers partis pour la communauté francophone, chacun 5 pages pour exposer son programme (le PSB a joué le jeu et fourni des contributions originales ; le PSC a découpé des morceaux de sa plate-forme électorale). Les autres tribunes rencontrées dans des hebdomadaires sont plutôt sporadiques et ne constituent pas une ouverture, qu'il s'agisse de celles de J. Mottard (RW) écrivant dans *4 millions 4*, de Bernard Falmagne (Jeunes Sociaux Chrétiens) dans *Le Courrier* (Philippeville), du « collectif » marxiste-révolutionnaire « La Brèche » dans *La Gauche*, ou encore de personnalités de gauche (Martou, du MOC, Liebman...) dans *Hebdo*.

(14) Ces tribunes sont distinctes de celles, mensuelles, que ce journal offre d'ordinaire aux partis le jeudi, et où le PC n'est pas admis.

Interviews.

Les interviews se rencontrent davantage. *La Libre Belgique* interroge, à partir du 24 mars, « Vingt candidats avant les élections ». Le choix est orienté : 5 PSC et 3 CVP (plus du tiers de l'ensemble pour la famille sociale chrétienne), 2 PRLW, 2 PVV, 2 PSB, et seulement un pour chacun des autres partis PL, FDF, RW, PC, BSP et VU. Alors que les autres journaux ont tendance à interviewer les présidents de partis, ni Gramme ni Gendebien ni Damseaux ne figurent dans la liste des candidats. Les présidents seront en vedette du 30 mars au 12 avril dans *La Dernière Heure* avec « Dites-nous M. le Président... » : tous les partis y défilent ; mais on s'arrange pour interroger ensemble Cools et Claes, et le PSB, comme la VU, le FDF, le RW et le PC, n'auront qu'une tribune contre 2 pour la famille sociale chrétienne (PSC-CVP) et pour la famille libérale 3 (PRLW, PL, PVV) et même 4 puisque, hors série, Descamps est interviewé le 13 avril. *Vers l'Avenir* interrogera les 5 présidents wallons le 8 avril, mais, à part cela, interviewera, dans les trois semaines précédant les élections, Tindemans, J. Michel, Humblet, Herman et Califice. Même comportement à *La Cité* qui interviewera Victor Michel et Califice à côté des Présidents des PSB, FDF, PC, RW, PSC et PRLW (ici c'est le PL qui est ignoré...). A partir du 7 avril, *La Nouvelle Gazette* pose 6 questions (chômage, impôts, profits, régionalisation, avortement et pluralisme) à 11 présidents : PRLW, PL, PVV (3 libéraux : le journal montre sa tendance...) PSC (et, sur la régionalisation, le CVP), PSB, FDF, RW, PC, UDP et Wallonie Ecologie. Il s'agit d'interviews peu personnalisées : les secrétariats des partis envoient, manifestement, des réponses.

Un seul journal, le neutre *Jour*, établit un parfait équilibre entre tous, invitant, le jeudi 14 avril, les 7 têtes de listes locales à faire leurs pronostics (outre les 5 partis Wallons habituels, la LRT et le PBLA). A l'inverse *La Wallonie* (seul journal socialiste à pratiquer une ouverture) dans son « Introduction au scrutin... », du 5 au 15 avril, se situe dans la perspective du rassemblement des progressistes et ne s'adresse qu'à 3 familles : socialiste (PSB et BSP), communiste, RW, chacune deux interviews. Dans les hebdomadaires, seul *Notre Temps* pratique une ouverture, et interviewe Claes, Mandel (LRT) et Lagasse. *Pour* se limite à Marc Delbovier, de la Démocratie Chrétienne de Liège et, le 13 avril, à la LRT, à « Pour le Socialisme » et à des Ecologistes.

Comparaisons des programmes.

Présenter systématiquement les programmes, en mettant côte à côte ce qui concerne les mêmes points, est une autre formule pluraliste, ce

fut cette année celle du *Soir* dans son supplément spécial du 16 avril (PRLW, PL, PVV, PSB, PSC et CVP ensemble, sauf sur la réforme de l'état, FDF, RW ces deux-ci ensemble sur la réforme de l'état, PCB et VU). Dans la presse hebdomadaire, *Notre Temps* (le 7 avril) compare PSC, PCB, PL, PRLW, FDF, RW, PVV, VU et PSB; *Hebdo* ne met que « la gauche au banc d'essai » le 6 avril (PSB, RW, PCB, LRT, AMADA), tout comme *Combat* (dont la gauche est plus traditionnelle : résumés des programmes, le 31 mars, du PSB, le 7 avril des RW et PCB). Dans *Spécial*, le 13 avril, Robert Gillet s'attache uniquement à « ce qu'ils proposent d'original », et *Pour*, le même jour, aux revendications adressées aux partis par le Front Uni des Jeunes Agriculteurs et le Comité de Coordination des Comités de Chômeurs de Bruxelles : dans ce dernier cas, c'est le contre-pied des programmes qui est, en quelque sorte, pris.

Publicité.

Enfin la publicité est une ultime forme d'ouverture, payante il est vrai (15). On en trouve dans *La Meuse*, *La Nouvelle Gazette*, *Le Jour*; dans les toutes boîtes, *Vlan*, *Belgique N° 1*; dans *Dimanche Presse*, *Le Métropolitain*, *Spécial*, *Notre Temps*, un peu dans *Hebdo* (PSB, PCB) et *Le Courrier* (RW).

*
**

Dans l'ensemble, peu d'efforts et peu d'originalité. Seuls *La Nouvelle Gazette* et *Notre Temps* pratiquent une véritable ouverture. Des journaux qui ont fait parfois des tentatives intéressantes (*La Meuse*, en 1974, posant aux politiciens les questions des lecteurs) ou qui ont été les pionniers de l'« ouverture » (*Le Soir*, depuis 1919, avec ses Tribunes Libres) ont cette fois un rôle effacé...

On comprend que la télé précède généralement la presse dans les suffrages des électeurs. Les journaux font peu pour « donner une vue sur les idées des différents partis » ou montrer « la personnalité des candidats » : est-ce négligence ou résignation ?

Summary : The electoral campaign in the french-speaking radio and television

The article represents a first approach of the campaign in the french-speaking radio and television. A thorough study will be done later.

(15) Nous ne considérons pas ici les placards que *Le Peuple*, *Le Drapeau Rouge*... publient au profit des partis dont ils sont l'organe.

The topics examined here are : the impact of the campaign on the people ; the organization of the campaign in the radio and television and the presentation of the different broadcastings in the national and the regional campaign ; the topics of the campaign through the political platforms, the debates between several parties and the questions asked by the audience ; the personalities and « stars » during the campaign ; the audience and the campaign on RTL and in the press.





Verkiezingscampagne in radio en TV :

28 maart tot 16 april 1977

door Herman SANTY,

Socioloog.

Hoofd van de Studiedienst van de Belgische Radio en Televisie.

★

Inleiding.

Veel wordt er gezegd en geschreven over de invloed die radio- en TV-programma's kunnen uitoefenen op het verloop van een kiescampagne en als gevolg daarvan, op het kiesgedrag van de bevolking.

In een land als de Verenigde Staten waar omwille van de omroep-situatie als omwille van het kiesstelsel, de partijen mits de nodige financiële middelen, strategieën en beleidslijnen kunnen ontwikkelen m.b.t. de mate waarin radio en TV in de kiescampagne moeten worden ingeschakeld, is heelwat onderzoek omtrent bovenstaande vragen verricht.

Afgaande op de items die men in uitgevoerd onderzoek terugvindt, lijken m.b.t. de invloed van radio en TV op het politieke leven en meer bepaald, op alles wat met verkiezingen te maken heeft, belangrijk te zijn :

1° de mate van waarachtigheid, neutraliteit en objectiviteit die een bevolking aan de media toekent ;

2° de mate waarin kiezers meer, minder of geen politieke belangstelling aan de dag leggen ;

3° het aantal onbesliste kiezers op het ogenblik van het onderzoek, daarbij vooral gelet op het feit dat men in de VS geen kiesplicht kent.

De resultaten wijzen wat betreft punt 1 duidelijk uit, dat de televisie het meest van alle media in de ogen van de kiezers voor waarachtigheid borg staat. Wat betreft de punten 2 en 3, schijnen verkiezingscampagnes bestaande houdingen eerder te versterken, dan te veranderen.

Dit alles moet dan gezien worden in de context van het Amerikaanse kiessysteem, dat een verkiezingscampagne in de richting van « to sell the president » in de hand werkt.

Zo kan eventueel de hoge graad van waarachtigheid die het publiek aan de TV toekent, gereduceerd worden tot de mate waarin de kandidaten als eerlijk overkomen op het scherm en dit kan dan weer eventueel gereduceerd worden tot de mate waarin psychologen en sociologen er in slagen de kandidaat te leren, *hoe* hij als eerlijk op het scherm moet overkomen. Gezien dus de omroepsituatie in de VS (mediumtijd kan voor politieke uitzendingen gekocht worden) zowel als de verkiezings-situatie (de partijen komen in feite met één kandidaat; de deelname aan de verkiezingen is vrij) is de kans groot dat wij te vlug concluderen, wanneer wij resultaten uit Amerikaans onderzoek zonder meer overnemen. We hebben nood aan eigen en origineel onderzoek, om over de invloed die de media in de kiescampagne uitoefenen, te kunnen oordelen. In ons land immers kunnen noch politieke partijen of wie dan ook, zendtijd bij radio of televisie kopen en is het gezien het kiesstelsel niet mogelijk een verkiezingscampagne zonder meer rond één persoon te concentreren.

De verkiezingscampagne op de BRT nam een aanvang met volgende mededeling van de Raad van Beheer: « Met het oog op de vervroegde verkiezingen heeft de Raad van Beheer zoals gewoonlijk beslist van 28 maart tot 17 april de politieke tribunes in de radio en de standpunten-programma's in de televisie op te schorten.

In het licht van de rapporten omtrent de beluistering van de politieke programma's bij de verkiezingen in 1974 en gelet op het succes van de eigen BRT-programma's die toen werden opgezet, kwam de Raad van Beheer overeen die programma's opnieuw in te schakelen en aan te passen. Inzonderheid zal de laatste week voor de verkiezingen, t.w. van 11 tot 15 april, elke avond op de televisie het nu reeds bekende programma « Kiezen of delen » worden ingeschakeld en zal één van de 5 partijen (CVP, BSP, VU, PVV, KP) de gelegenheid krijgen haar verkiezingsprogramma uiteen te zetten en antwoord te verstrekken op de vragen die zullen gesteld worden door panels bestaande uit kiezerspubliek van de 4 andere partijen. In al deze panels zullen ook de kandidaten en de plaatsvervangende kandidaten die ingeschreven zijn op één van de kieslijsten mogen plaatsnemen en zal in elke groep ten minste één vrouw en één jongere voorkomen.

Op de radio zal het duidingsmagazine *Aktueel* binnen zijn normale zendtijd passende aandacht besteden aan speciale problemen zoals b.v. de situatie in Brussel. Uitzendingen als *Confrontatie* b.v. zullen eveneens in de context van de verkiezingscampagne worden geplaatst.

Rekening houdend met al deze gegevens, was de meerderheid van de Raad van oordeel geen extra-politieke tribunes te moeten inschakelen.

Inzake de verkiezingen van 17 april zal de verslaggeving voor de televisie gecentraliseerd worden in de grote studio te Brussel en zal voor

de radio alleen de BRT-1 die verslaggeving verzorgen mede aan de hand van de inbreng uit de diverse provincies. » (1).

Bij het bespreken van de verkiezingscampagne in radio en in televisie en met name het programmabeleid en de reacties van het publiek daartrent maken we onderscheid tussen 1° de programma's volledig aan de verkiezingscampagne gewijd en 2° de manier waarop de verkiezingscampagne in de informatieve uitzendingen is ter sprake gekomen.

1. Programma's volledig aan de verkiezingscampagne gewijd.

De tekst van de Raad van Beheer spreekt over het opschorten van de uitzendingen « Politieke Tribune » en « Standpunten ».

Het behoort inderdaad tot de traditie, dat drie weken voor de verkiezingen plaats vinden, het normale uitzendschema wat betreft de politieke programma's wordt onderbroken. Het staat de Raad dan vrij te beslissen uitzendingen buiten het normale schema te voorzien of niet.

A. EXTRA POLITIEKE TRIBUNES.

In de afgelopen verkiezingscampagne werd beslist voor alle partijen, zowel op radio als op televisie een extra-politieke tribune te voorzien. Deze uitzendingen zouden voor alle partijen even lang zijn en op hetzelfde uur worden uitgezonden. De partijen zelf verzorgden deze programma's.

Politieke Tribunes Radio

Maandag	11/4 - 13.30 u - Kommunistische Partij
Dinsdag	12/4 - 13.30 u - PVV
Woensdag	13/4 - 13.30 u - VU
Donderdag	14/4 - 13.30 u - BSP
Vrijdag	15/4 - 13.30 u - CVP

Deze politieke tribunes duurden telkens zeven minuten en werden uitgezonden na « Aktueel » rond 13,30 u. In het kader van het continu kijk- en luisteronderzoek wordt slechts één meting van één week per maand voorzien. Rekening houdend met het belang en de duur van de uitzending op de verkiezingsdag zelf, werd geopteerd voor de betreffende week zodat voor de uitzendingen van de week hieraan voorafgaand, geen cijfers beschikbaar zijn.

(1) Persmededeling n.a.v. de Vergadering van de Raad van Beheer op 21 maart 1977.

Politieke Tribunes TV*

	W.	Gem. Kdh.	Aantal kijkers	Niet BRT-zenders samen
Maandag 11/4 - 19.37 u - KP	4,0	16,6	688.000	10,9
Dinsdag 12/4 - 19.36 u - PVV	3,8	9,1	373.100	25,9
Woensdag 13/4 - 19.37 u - VU	3,9	28,2	1.156.200	1,6
Donderdag 14/4 - 19.37 u - BSP	3,8	18,2	746.200	7,5
Vrijdag 15/4 - 19.37 u - CVP	4,0	9,1	373.100	23,3

* De betekenis van de verschillende kolommen is : W. : waardering ; het rekenkundige gemiddelde van alle uitgebrachte waarderingen ; de beoordelingsschaal : 5 = zeer goed ; 4 = goed ; 3 = voldoende ; 2 = onvoldoende ; 1 = slecht. Kdh. staat voor kijkdichtheid en geeft het percentage van de Vlaamse bevolking van 15 jaar en ouder, dat gekeken heeft. Een eenheid kijkdichtheid = 41.000 kijkers.

Op één en dezelfde dag kwamen de partijen met een Politieke Tribune op de radio en op de TV en nog op dezelfde dag waren zij het mikpunt van de vragen der anderen in de BRTuitzending « Kiezen of delen ».

Vlak voor het TV-Nieuws kregen alle partijen dus een zevental minuten, om aan de kiezers het kiesprogramma bekend te maken. Op het eerste gezicht zou men geneigd zijn te zeggen dat er grote verschuivingen in de kijkdichtheid zijn opgetreden, naargelang de partij die aan de beurt was. Wanneer wij echter de laatste kolom bekijken, wordt vlug duidelijk dat de kijkdichtheidscijfers in functie van het programma-aanbod van de andere zenders moeten beoordeeld worden. De kijkdichtheid van de Politieke Tribunes en deze van alle andere zenders samengeteld geeft een verschil van 9,3 tussen de hoogste en de laagste avond, terwijl dat verschil voor de Politieke Tribunes alleen 19,1 is. Op maandag, woensdag en donderdag was er geen noemenswaardige concurrentie, terwijl op dinsdag Nederland 1 « De man van zes miljoen » uitzond en Nederland 2 « Avro's Toppop », twee programma's die elke week in Vlaanderen door veel mensen worden bekeken. Op vrijdag was er op Nederland 1 « Vriendelijk welkom bij Berend », maar vooral op Nederland 2 « De vrouw van zes miljoen ». Zoals altijd zijn de concurrentiële programma's, programma's van ontspannende aard. Naast de gemakkelijk verteerbare inhoud hebben deze programma's tegenover gelegenheidsprogramma's als « Politieke Tribune » ook nog het bijkomende voordeel van hun reekskarakter en de betrekkelijk hoge uitzendfrequentie zodat er een kijkmodel is ontstaan waarvan de mensen moeilijk afwijken.

B. KIEZEN OF DELEN.

Reeds bij de vorige verkiezingscampagne in 1974 en de weken voorafgaand aan de gemeenteraadsverkiezingen in 1976, organiseerde de BRT de programmareeks « Kiezen of delen ». Ook nu besliste de Raad van Beheer

zendtijd uit te trekken voor « Kiezen of delen ». Aan de Bestuursdirectie « Informatie » werd gevraagd voor de productie van het programma in te staan. De formule van het programma is wellicht bekend : een partij-panel wordt ondervraagd door vier vraagpanels, van elke partij één. Een BRT-moderator zorgt voor de eerbiediging van de minitieus uitgewerkte spelregels.

Kiezen of delen

			W.	Gem. Kdh.	Aantal kijkers	Niet-BRT zenders
Maandag	11/4.	Kommunistische partij (L. Van Geyt, J. Turf, J. Debrouwere, Mariette Van Ballaert, R. De Smet).	3,7	18,5	758.500	18,2
Dinsdag	12/4.	PVV (F. Grootjans, W. De Clercq, H. Van der Poorten, H. De Croo, Mevr. Herman).	3,9	22,5	922.500	23,0
Woensdag	13/4.	Volksunie (H. Schiltz, M. Coppieters, Nelly Maes, V. Anclaux, F. Van der Elst).	3,8	23,9	979.900	17,1
Donderdag	14/4.	BSP (W. Claes, W. Geldolf, F. Van Acker, J. Ramaekers, Jet Nauwelaerts).	3,8	25,1	1.029.100	14,7
Vrijdag	15/4.	CVP (Rika De Backer, J. Chabert, W. Martens, L. Tindemans, M. Eyskens).	3,9	28,0	1.148.000	16,5

Een paar punten kunnen hier geconstateerd worden :

- hoe dichter wij bij de dag der verkiezingen komen, hoe hoger de kijkdichtheid van « Kiezen of delen » wordt ;
- de samengestelde kijkdichtheden van de andere zenders geven deze opgaande lijn van maandag naar vrijdag niet te zien ; overigens blijft het aantal mensen dat naar de tegenoverliggende programma's heeft gekeken betrekkelijk hoog ;
- de waarderingscijfers zijn « gewoon goed » voor alle programma's ;
- vergelijking met de cijfers van « Kiezen of delen » uitgezonden in 1974 geeft : hogere kijkdichtheden, lagere waarderingscijfers (2).

Het feit dat nu — in tegenstelling tot 1974 — personen die kandidaat waren voor een mandaat in Senaat, Kamer of Provincie in de panels mochten voorkomen, heeft waarschijnlijk de belangstelling bij het publiek nog vergroot en vandaar de gestegen kijkdichtheid. In verband met deze programmareeks « Kiezen of delen » ter gelegenheid van de nationale verkiezingen, mogen we spreken van een bevestigd succes van de formule. De dalende waarderingscijfers zouden er wel op kunnen wijzen dat moet

(2) Cf H. SANTY, De Parlementsverkiezingen in radio en TV (BRT), *Res Publica*, XVI, 3-4, 1974, p. 511.

gezocht worden naar middelen om dit arenagevecht tussen groten uit de politiek, voor het publiek nog aantrekkelijker te maken.

2. De informatieve programma's van de BRT en de verkiezingscampagne.

Verschillende informatieve programma's van de BRT hebben, gezien de algemene opdracht van dergelijke programma's, tot taak uitgebreid aandacht te besteden aan de verkiezingen. We kunnen rustig zeggen dat in de week eraan voorafgaand, de verkiezingen de informatieve TV- en radioprogramma's hebben beheerst.

Uiteraard zijn het vooral de duidingsprogramma's waarin men heeft getracht de luisteraars en de kijkers regelmatig en uitvoerig in te lichten over het verloop van de campagne. De dagelijkse nieuwsprogramma's nemen de actualiteit van het nieuws als leidraad en daarin kan uiteraard aan een verkiezingscampagne niet zo uitgebreid en exclusief aandacht besteed worden, als in een duidingsprogramma waar men de onderwerpen beter kan uitkiezen en er meer tijd aan besteden.

A. DE VERKIEZINGSCAMPAGNE IN DE DUIDINGSPROGRAMMA'S (3).

Aktueel (Radio)

Dinsdag	15/3 - 13 u -	Het sociaal-economisch alternatief van de Volksunie met H. Schiltz (2'50").
Donderdag	17/3 - 13 u -	Het verkiezingsprogramma van de socialisten, en van de kommunisten met W. Claes (BSP) en L. Van Geyt (KP) (3'10" + 3'15").
Dinsdag	22/3 - 13 u -	Het verkiezingsprogramma van de Volksunie met H. Schiltz (3'15").
Woensdag	23/3 - 13 u -	Het verkiezingsprogramma van de PVV met F. Grootjans (3'10").
Donderdag	24/3 - 13 u -	Het verkiezingsprogramma van de CVP en dat van Amada met W. Martens (CVP) - (3'30") en Ch. Merckx (Amada) (2'30").
Maandag	28/3 - 13 u -	Zeventien lijsten in Brussel (3'55").
	19 u -	Franstalige lijsten bij de verkiezingen in Vlaanderen (2'38").
Donderdag	31/3 - 19 u -	De Brusselse programma's van de politieke partijen (2'20").
Vrijdag	1/4 - 13 u -	De vakantiegangers en hun kiesplicht (3'40").
Dinsdag	5/4 - 19 u -	Overleg tussen Waalse ACW-ers en socialisten (3'10").
Donderdag	7/4 - 19 u -	De regionale verkiezingsprogramma's van BSP en CVP (3'03").
Dinsdag	12/4 - 13 u -	De vrouwelijke vertegenwoordigers in ons Parlement (2'35").
	19 u -	De kleine partijen in de verkiezingsstrijd (2'50").
Woensdag	13/4 - 13 u -	Mogelijke verschuivingen in politiek Wallonië (4').
	19 u -	Herrie rond Franstalige verkiezingsaffiches in Overijse (3'58").
Donderdag	14/4 - 13 u -	De Vlaamse politieke kaart drie dagen vóór de verkiezingen (2'25").
	19 u -	Franstalige verkiezingsaffiches in Overijse (2'40").
Vrijdag	15/4 - 13 u -	De politieke kaart van Brabant (4'20").
	19 u -	Balans van de voorbije verkiezingscampagne (2'11").

De periode vóór 28 maart werd gebruikt om de verschillende partijen de gelegenheid te geven hun verkiezingsprogramma bekend te maken.

(3) Vermits de verkiezingscampagne slechts een onderdeel is van dergelijke programma's, geven wij er de voorkeur aan geen dichtheidscijfers te bespreken; deze slaan immers op het ganse programma.

Vooral de partijvoorzitters kwamen aan het woord. Vanaf 28 maart kwamen de aktuele thema's aan bod, zonder dat nog politieke mandatarissen aan het woord kwamen. Het wordt immers moeilijk de informatieve opdracht van radio en TV te verzoenen met de sfeer van deze laatste weken. Ook wanneer bij gelegenheid van een optreden voor de media geen propaganda zou worden gevoerd en gesteld dat men politieke persoonlijkheden kan vinden die een paar weken voor de verkiezingen de stress van de campagne opzij kunnen zetten om aan de informatieve opdracht mee te werken, dan nog zou het voor de BRT moeilijk zonet onmogelijk zijn de rol van non-agens in de verkiezingscampagne te blijven spelen. In de ogen van het publiek is het feit van op radio of TV geïnterviewd te worden zonder meer een propaganda voor de persoon en zijn ideeën, omdat aan het medium macht, overwicht, kwaliteit, waarachtigheid en wat dies meer zij, worden toegekend onafgezien van de persoon die het medium hanteert of van de persoon die door het medium ten tonele wordt gevoerd.

Het medium is in die zin een Ding-an-sich. Willens-nillens doet men aan politieke beïnvloeding wanneer men in volle verkiezingscampagne van de vele politieke persoonlijkheden die men zou kunnen interviewen, één of een paar persoonlijkheden gaat interviewen in verband met één of ander probleem. Voor de luisteraar is deze persoon omdat hij op radio of TV is geweest machtiger, belangrijker, beter en meer te vertrouwen want het machtige, belangrijke, goede en waarachtige medium heeft hem of haar genomen en niet de anderen. Daarom dus gedurende de laatste drie weken natuurlijk wel aandacht voor de politieke aktualiteit, maar gebracht buiten de partijen en de te verkiezen personen om — dat voor de radio — of door het tegenover elkaar plaatsen van alle mogelijke standpunten en persoonlijkheden in beschrijvende, noterende reportagestijl, zoals het op TV is gebeurd.

Panorama (TV)

Donderdag 10/3 - 20.40 u — Phone-In met L. Tindemans (23'3'').

Donderdag 17/3 - 20.40 u — Gesprek met W. Claes over het alternatief van de BSP (5'50'').

Donderdag 24/3 - 20.40 u — De show begint: de partijen bereiden hun campagne voor. Campagnevergaderingen bij BSP, PVV, VU en CVP met interviews met de verantwoordelijken over de kosten: K. Van Miert (BSP), G. Monard (CVP), J. Turf (KP), E. Beyssen (PVV), T. Van Overstraeten (VU). Gevolgd door een interview met E. Clysters (assistent KU-Leuven) over de kosten van de gemeenteraadsverkiezingen (25'13'').

Donderdag 31/3 - 20.40 u — Klezen in de Kempen: de campagne in het arrondissement Turnhout (meetings, bals, plakken, e.d.) (23'3'').
BSP-bal met de heren Adriaenssens en Van Gael; BSP-meeting Geel met voorzitter W. Claes.
CVP-Informatie-avond te Lille met de heer Dupré; CVP-arrondissementeel congres Turnhout: voorzitter Martens, de heer Verdonck.

KP-propaganda in stempellokaal Turnhout.

VU op jaarmarkt. VU op meeting : de heer Van Elzen en voorzitter Schiltz.

Amada op Bell te Geel.

PVV-bal : P. De Clercq.

Donderdag 7/4 - 20.40 u — Verkiezingen in Wallonië : regionalisering en economische crisis (26'36"). Meetings, feestjes e.d. met RW, FDF, PSB, PSC, PCB en de kleinere partijen.

Alleen te horen (uittreksels uit radio-uitzending) : A. Damseaux (PRLW), C. Renard (PCE), G. Gramme (PSC), P.H. Gendebien (RW).

Uit meetings : L. Outers (FDF), Ch. Lebalue (PSC), M. Hansenne (PSC), A. Cools (PSB), Anoniem vertegenwoordiger van Mouvement Chrétien pour la Paix, F. Perin (PRLW), J. Gol.

Donderdag 14/4 - 20.40 u — Verkiezingen in Brussel (25").

— Rechtstreeks vanuit Schaarbeek : FDF-meeting.

— De Vlaamse partijen : de Rode Leeuwen-meeting (Lydia De Pauw en Rik Bonnijns); VU te Zaventem : Bob Maes, Vic Ancliaux; CVP te Asse : P. De Keersmaecker, J. Chabert; PVV te Liedekerke : A. De Winter.

— De Franstalige partijen : Mundeleer (PL), Van Ael (PSC), Cudell (PSB), Defosset (FDF).

B. DE VERKIEZINGSCAMPAGNE IN ANDERE INFORMATIEVE PROGRAMMA'S

De Nieuwsprogramma's.

Zowel het radio- als het TV-nieuws brachten regelmatig verslag uit over het verloop van de verkiezingscampagne. Zo werd er o.a. in het journaal werk gemaakt van de persconferenties die de verschillende partijen hebben gegeven : VU (15-3 en 22-3), BSP (17-3), KP (23-3), PVV (23-3), CVP (24-3). Van deze gebeurtenissen werd alleen melding gemaakt. Aan de duidingsprogramma's werd de taak van het situeren, interviewen en voor de kijker verduidelijken van het op de persconferenties gebodene, overgelaten. In het TV-journaal waren verder ook stemmingsbeelden met uittreksels van toespraken van de partijcongressen : PVV (26-3), BSP (27-3), CVP (27-3), VU (3-4).

Confrontatie — Ieder zijn waarheid.

Nadat in Confrontatie van zondag 13-3 de heren L. Tindemans en W. Declercq waren geïnterviewd en op 20-3 de heren W. Claes en H. Schiltz, kwamen in « Ieder zijn waarheid » van 3-4 de partijvoorzitters met elkaar in discussie. We kregen dus een politiek debat van één uur tussen de heren W. Claes (BSP), F. Grootjans (PVV), W. Martens (CVP), H. Schiltz (VU) en L. Van Geyt (KP).

Besluit.

Het verkiezingsgebeuren is opvallend goed georganiseerd en op zorgvuldige wijze door radio en TV gevolgd. Opvallend omdat gedurende de weinige weken die daarvoor beschikbaar waren, het ganse programma-

schema is moeten omgewerkt worden om alle partijen zoveel mogelijk dezelfde gunstige uitzendingsvoorwaarden aan te bieden. Dat geldt zowel voor de eigen politieke tribunes van de partijen, als voor de programma's die de BRT op eigen initiatief aan de verkiezingen heeft gewijd. Het is inderdaad niet eenvoudig voor vijf partijen, precies op hetzelfde uur en zoveel mogelijk onder dezelfde omstandigheden zo dicht mogelijk bij de verkiezingen zendtijd uit te trekken van gelijke duur. Het evenwicht van het zendschema moet immers bewaard blijven : kijkers en luisteraars zitten ook op andere dan politieke programma's te wachten.

De zorgvuldige wijze waarop de radio en de televisie deze campagne hebben weergegeven, komt tot uiting in de beheersing en de afstandelijkheid waarmee het hele jachtige intrigerende verkiezingsgebeuren werd aangepakt.

Alleen op deze manier werd het mogelijk de informatieve opdracht tot een goed einde te brengen.

Summary : The electoral campaign in the dutch-speaking radio and television.

Although in Radio and TV-programmes the dutchspeaking radio and television (BRT) gives much attention to the election campaign, reporters and journalists manage to stick to the status of non agens, conforming the BRT-constitution.

There is no difficulty to interview political leaders or ask them for collaboration in one or another programme, during the election campaign. The nearer election-day comes, the more difficult it is to stay neutral. In the radio-programmes one simply avoided to interview political leaders the last weeks before election-day.

As for the TV-programmes, one managed to give the campaign with all pro's and con's, the typical detail and the striking events in pure documentary style.





Strategie van de vrouwenbeweging bij parlamentsverkiezingen

door Mia NYSMANS,

Licentiate politologie, K.U.Leuven.

★

« De Politiek » vooral op het hoogste niveau, was tot vandaag grotendeels afgesloten van de vrouw, of de vrouw van de politiek. Dit bewustzijn is gerijpt via een lang sociaal en psychologisch emancipatieproces, en is vooral ten gevolge van de officiële partijopstelling van de feministen en de leuze gelanceerd door de Nationale Vrouwenraad, concreet gesteld bij de parlamentsverkiezingen van 10 maart 1974.

In 1971 werden 13 vrouwelijke parlamentsleden verkozen of gekoopt, 8 kamerleden en 5 senatoren. Dit aantal verdubbelde bij de verkiezingen van 1974 en groeide tijdens de legislatuur aan tot 29. Sinds de verkiezingen van 1977 zijn er 31 vrouwelijke mandatarissen, 15 in de Kamer van Volksvertegenwoordigers en 16 in de Senaat. Het ziet er dus naar uit dat 1974 een stap heeft gezet naar politieke emancipatie van de vrouw, een stap die in 1977 bevestigd is kunnen worden, maar slechts nauwelijks vergroot. Daarom zijn de verkiezingen van 1974 zo interessant als voorbeeld van een stap in de vrouwenemancipatie langs verkiezingen. Achtereenvolgens zal dan ook de strategie van de vrouwenbeweging bij de verkiezingen van 1974 en het toen bekomen resultaat worden onderzocht.

I. Vrouwelijke propaganda-actie.

Karakteristiek voor de propaganda van de parlamentsverkiezingen van 1974, is de focus van partijen, drukingsgroeperingen en organisaties, op « de vrouw ». Programmapunten werden toegespitst op de sociale, economische, juridische, kulturele en politieke situatie van de vrouw; vrouw-op-de-lijst acties werden ondernomen en « Stem op een vrouw » was de leuze. Wat de partijprogramma's betreft, blijkt dat alle

partijen, zonder uitzondering (1) belangstelling uitten voor een « gelijkberechtigde » situatie van de vrouw. Naast partijprogramma's waren het akties en propaganda van diverse aard die het probleem van « de vrouw als niet-aanwezige staatsburger » in het licht stelden. De slogan gelanceerd door de Nationale Vrouwenraad : « Stem op de partij die je wil, maar stem op een vrouw » was één van de specifieke gevoerde sensibilisatieakties. Meer extreem was de oprichting van de Verenigde Feministische Partij welke in haar programmaformulering duidelijk een stap verder ging dan de klassieke partijen en zelfs een in absolute cijfers gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen voorstaat op alle politieke echellons.

De actie- en propagandamiddelen aangewend door partijbesturen, ondersteunende organisaties, vrouwengroeperingen en kandidaten, vertoonden een meer konventioneel karakter : gaande van pamfletliteratuur, persoonlijk contact, openbare meetings tot sociaal dienstbetoon. Ook werd de noodzaak van permanente actie, bewustwording, politieke vorming, sensibilisatie en integratie, meer dan ooit gevoeld.

De reële invloed van deze akties kan moeilijk exact worden vastgesteld omdat begrippen als « meeting », « persoonlijk contact », vatbaar zijn voor interpretatie. Bovendien zijn deze aktiemiddelen slechts een van de beslissende elementen voor de stemkeuze naast andere beïnvloedende variabelen als sociale lidmaatschappen en referentiegroepen, de beleidsopgaven en het gevoerde beleid, persoonlijke sympathie, plaats op de lijst, soort propaganda dat gevoerd wordt, etc. Met andere woorden, het juiste effect meten van deze druktingsactiviteiten, is onbegonnen werk daar deze niet isoleerbaar zijn doch een complex geheel vormen met partijstrategie, propaganda, tegenpropaganda en de andere meer bestendige factoren van de verkiezingsdeterminant.

Aan de hand van een inhoudsanalyse van partijprogramma's en verkiezingsmateriaal, werd getracht op kwantificeerbare wijze, te ontdekken welk beeld er gevormd wordt van de vrouw door partijen, kandidaten, en druktingsgroeperingen. Vooraleer tot data en konklusies hieromtrent over te gaan is het wenselijk de werkmethode te expliciteren.

Wat het propaganda materiaal betreft, kon gebruik gemaakt worden van een nationale steekproef bestaande uit postinwerpsels rond de parlementaire verkiezingsstrijd van 1974 (2). Op deze dossiers werd gestemd om te peilen hoe de vrouw zich aanbiedt of aangeboden wordt in de propaganda door partijen, groeperingen en kandidaten zelf.

(1) Dit in tegenstelling met wat G. TEGENBOS schrijft (*Res Publica*, 1974, 3. p. 448) : « VU et PVV reppen met geen woordt over vrouwenemancipatie. »

(2) Afdeling Politologie KU Leuven, Werkmethode bij de steekproef van de verkiezingscampagne 1974, Leuven, 1974.

De kwantificering van deze propagandagegevens impliceerde een opsplitsing van de inhoudsanalyse naar 4 operationele categorieën toe, namelijk : een neutrale categorie, een traditionele, een emancipatorische en een manipulatieve categorie. Tot een veralgemening van deze categorieën werd besloten na een gamma van rollen, toegewezen of opgedrongen « vrouwelijke karakteristieken » en taken naast elkaar te plaatsen, welke onmiddellijk relevant schenen uit lektuur, pamfletliteratuur, foto's, tekeningen, enz. (3). Tot de neutrale categorie worden de pamfletten gerekend met als wezenlijke eigenschap gewoon objectief mededelende informatie te verstrekken zonder opzettelijk aanleiding te geven deze in een of andere richting te doen interpreteren. Van dergelijke kiespropaganda kan men dus niet afleiden of men de vrouw nog in haar goed omlijnd vrouwenpatroon wil stoppen, en evenmin of haar emancipatiekansen voor de boeg liggen. De traditionele categorie kan omschreven worden als een syntese van karakteristieken die als « typisch vrouwelijke » bestempeld worden. Het betreft hier adjektieven als : huishoudelijk, onmondig, steun voor de man, charme, moederhart in de politiek, emotioneel, minder kompetent, ontbreken van charisma, teder, kan niet abstraheren, niet ambitieus, wisselvallig. De emancipatorische categorie ziet de vrouw als een vrij, ontvoegd, onafhankelijk individu. Als emancipatorische karakteristieken worden beschouwd : vastberadenheid, dynamisch, kompetent, actief, verantwoordelijk, respect afdwingend, bredere interesse dan louter het huishouden en opvoeding (4).

De manipulatieve categorie kwantificeert de pamfletten met een manipulatief karakter, in de zin van « het gebruiken van de vrouw voor mannelijke doeleinden en ambitie ». Een voorbeeld : een man die als goede huisvader en echtgenoot uitpakt met zijn sympatiek, charmante echtgenote en dit om indruk te maken op zoveel kiezende echtparen, die hun stem liefst moeten uitbrengen op deze propaganda kandidaat. Het manipulerende aspect kan evenzeer gezien worden vanuit de vrouwelijke kandidaten. Bv. wanneer zij samen met haar begrijpende, fiere geëmancipeerde echtgenoot en meelevende kinderen, poseert in de hoop hierdoor de kiezers te imponeren.

(3) WEISSTEIN, N., *Kinder, Küche, Kirche, comme loi scientifique : la psychologie construit la femme, Partisans Libération des femmes*, 1970.

FREEMAN, J., *Growing up girlish*, in *Transaction*, 8, 1970, 1.

KRUTHOF, C., *De vrouw het tweede geslacht* ; in *Kultuurleven*, 1, 1972, 56-63.

KRUTHOF, C., *Dolle Mina of de bevrijding van de vrouw*, in *Kultuurleven*, 2, 1972, 255-266.

(4) Inspiratie hierbij waren : « De vrouw in de kou », « Tele-Zeg, november 1974 », brochures van de vrouwendag te Gent, 1974, en hoger vermelde literatuur.

Het propaganda materiaal uit de steekproef werd gekwantificeerd naar aantal kwarto-of postkaartenheden.

Welke zijn de resultaten van deze propaganda analyse ?

Tabel I situeert de vrouw in de kwartopropaganda per partij. In absolute termen werden 1.432 kwarto eenheden gewijd aan vrouwenpropaganda, d.i. 5,98 % van de totale kwarto propaganda. Enig voorbehoud wordt gemaakt om de resultaten procentueel te evalueren vermits ze niet allemaal een precieze representatie geven van de reële situatie. Om het concreet te stellen, Amada welke volgens de tabel 18,75 % van haar propaganda aan de vrouwen wijdt, zou naast de VFP-PFU bovenaan staan, boven alle partijen uit. Door alleen het percentage naar voor te halen, zou men de indruk krijgen dat Amada bij haar eerste verkiezingsdeelname fel begaan was met de vrouw en de vrouwenproblematiek door het feit dat ze bijna 1/5 van haar verkiezingsmateriaal eraan besteedde. Terug vertaald in de oorspronkelijke absolute gegevens, betreft het hier slechts 3 kwarto exemplaren, wat echt weinig is in het totale pakket van postinwerpsels dat in 1974 werd verdeeld. Vandaar dit voorbehoud. Dit geldt eveneens ten aanzien van de Verenigde Feministische Partij. Hier wordt het percentage vrouwenpropaganda apart vermeld gezien hun informatie en propaganda exclusief op vrouwen gericht is. Hun evidente 100 % vrouwen campagne is dan ook moeilijk vergelijkbaar met andere partijen.

Het pakket vrouwenpropaganda in de andere partijen ligt procentueel merkkelijk lager : bovenaan CVP-PSC met 7,71 % ; onmiddellijk gevolgd door de liberalen met 7,26 %. Een sterk parallelisme is merkbaar tussen de globale hoeveelheid propaganda per partij en de hoeveelheid vrouwenpropaganda binnen de partijen. Met uitzondering van de feministische partij en Amada, gaat het grootste gedeelte (26,97 %) van de totale kwarto exemplaren naar de kristen-demokraten welke ook het hoogste percentage vrouwenpropaganda hebben. Parallel verlopen eveneens de cijfers bij de liberalen en socialisten, KP-PC, FDF-RW. Een uitzondering hierop is de Volksunie. Waar VU procentueel een groter aandeel heeft in de globale kwarto propaganda (14,57 %) dan KP-PC en FDF-RW, is haar aandeel vrouwenpropaganda lager dan dat van andere partijen. Algemeen kan uit deze kwarto propaganda gegevens besloten worden dat de omvang vrouwenpropaganda zeer gering is.

Het onderscheid tussen kwarto en postkaart formaat, werd gemaakt omwille van praktische overwegingen : propagandafolders waren moeilijk onder te brengen onder 1 standaardafmeting. Achteraf bleek in dit schijnbaar formele onderscheid eveneens een verschil te zitten in de aard van de propaganda zelf. De postkaartenheden geven meestal een persoonlijke

TABEL I

Aandeel vrouwenpropaganda in verkiezingscampagne 1974

Partij	Totaal volume kwarto		Volume vrouwenpropaganda kwarto			Totaal volume postkaart		Volume vrouwenpropaganda postkaart		
	Absoluut	%	Absoluut	% van de vrouwenpropaganda	% van het totale volume	Absoluut	%	Absoluut	% van de vrouwenpropaganda	% van het totale volume
CVP-PSC	6.459	26,97	498	34,77	7,71	768	52,17	150	62,50	19,53
PVV-PLP	5.303	22,14	385	26,88	7,26	336	22,83	45	18,75	13,39
BSP-PSB-RL	5.098	21,28	284	19,83	5,57	186	12,64	17	7,08	9,14
VU	3.489	14,57	103	7,19	2,95	103	7,00	18	7,50	17,47
KP-PC	1.042	4,35	45	3,14	4,31	—	—	—	—	—
FDF-RW	1.456	6,08	49	3,42	3,36	75	5,10	10	4,17	13,33
VFP-PFU	23	0,10	23	1,61	1,00	—	—	—	—	—
AMADA	16	0,07	3	0,21	18,75	—	—	—	—	—
Anderen	1.066	4,45	42	2,93	3,84	4	0,27	—	—	—
Totaal	23.952	100,00	1.432	100,00	5,98	1.472	100,00	240	100,00	16,30

campagne weer, terwijl de kwartopropaganda meestal uitgegeven is door partijbesturen of aktiegroeperingen.

Wat de postkaartpropaganda betreft (zie tabel I), stelt men vast dat 3 partijen : de kommunisten, Amada en de feministische partij, niet voorkomen in de steekproef. Steunend op de onderstelling dat postkaartpropaganda persoonsgebonden is, dient de oorzaak van de afwezigheid van deze drie partijen te worden gezocht in het feit dat elk van deze partijen zich als één gesloten partijblok wil manifesteren. De feministische partij heeft deze stelling effectief vertolkt, namelijk, het is haar bedoeling een solidair vrouwenblok te vormen, ook in de kiescampagne. Ook Amada bundelde haar kiesinformatie rond de partij als zodanig. Welke ook de motieven zijn, al of niet van ideologische aard, het is voor deze nieuwkomers in het elektorale spel een moeilijke opgave om als partij een doorbraak te vinden naar het publiek toe. Het niet personifiëren is bovendien een middel om de interne eenheid binnen de partij te vrijwaren. Ook bij de kommunisten valt er geen gepersonifieerde propaganda te onderkennen. Een mogelijke verklaring dient gezocht in hun antikapitalistische ideologie die het kapitalisme van een omvangrijke propaganda aanklaagt. Een andere plausible verklaring is de twijfel van de kandidaten zelf aan het effect van een persoonlijke campagne gezien het gering aantal kommunistische verkozenen en gezien het KP kiezerskorps het minst van alle kiezerskorpsen per voorkeur stemt (5).

Uit tabel I blijkt verder dat 16,30 % van de globale postkaartcampagne besteed was aan vrouwen ; dit is in relatieve cijfers het dubbele van de aandacht die de kwartopropaganda aan de vrouwen besteedde. Een duidelijke topvorming is merkbaar : 62,50 % van de vrouwen propaganda situeert zich bij de CVP-PSC, dus bijna 2/3 ; 18,75 % bij de liberalen, 7,08 % bij de socialisten en 7,50 % bij de VU. We zien eveneens dat procentueel in de meeste partijen een grotere vrouwen-campagne gevoerd werd van postkaarten dan van kwartoformaat.

Naast de kwantiteit is de kwaliteit van de propaganda een belangrijke en wellicht nog meer tekenende variabele. Deze dient dan ook onderzocht. Tabel II beoogt een overzicht te geven van het beeld dat gevormd werd van de vrouw in de kiespropaganda (6). De totale omvang van de vrouwenpropaganda bedraagt in de steekproef 1681 eenheden. Het grootste gedeelte hiervan situeert zich bij de drie grote nationale partijen. Wat de aard van de propaganda betreft, blijkt meteen

(5) DEWACHTER, W., *De wetgevende verkiezingen als proces van machtverwerving in het Belgisch politiek bestel*, Antwerpen, 1967, pp. 270-279 : evolutie van het aantal voorkeurstemmen sinds 1919.

(6) In tabel II werd geen onderscheid gemaakt tussen kwarto en postkaartenheden.

het emancipatorisch hoogtepunt bij de socialisten : namelijk 72,22 % of bijna 3/4 van hun vrouwencampagne weerspiegelt een emancipatorisch beeld van de vrouw. De socialistische vrouwenpropaganda uitte

TABEL II

Inhoud van de vrouwenpropaganda

		Traditioneel	Neutraal	Emancipatorisch	Manipulatief	Totaal
CVP-PSC	1	138	192	282	56	648
	2	21,3 %	26,54 %	43,52 %	8,64 %	
	3	8,21 %	10,23 %	16,78 %	3,33 %	38,55 %
BSP-PSB-RL	1	33	27	221	25	306
	2	10,78 %	8,42 %	72,22 %	8,17 %	
	3	1,96 %	1,60 %	13,15 %	1,49 %	18,20 %
PVV-PLP	1	58	136	188	52	434
	2	13,36 %	31,34 %	43,32 %	11,98 %	
	3	3,45 %	8,09 %	11,18 %	3,09 %	25,88 %
VU	1	35	42	33	11	121
	2	28,93 %	34,71 %	27,27 %	9,09 %	
	3	2,08 %	2,5 %	1,96 %	0,65 %	7,19 %
FDF-RW	1	3	11	43	2	59
	2	5,08 %	16,64 %	72,88 %	3,39 %	
	3	0,18 %	0,65 %	2,56 %	0,12 %	3,51 %
KP-PC	1			45		45
	2			100 %		
	3			2,68 %		2,68 %
AMADA	1			3		3
	2			100 %		
	3			0,18 %		0,18 %
VFP	1			23		23
	2			100 %		
	3			1,37 %		1,37 %
X	1			42		42
	2			100 %		
	3			2,49 %		2,49 %
Totaal :		267	388	880	146	1681
% van totaal eenheden		15,88 %	23,08 %	52,35 %	8,69 %	100 %

1. Totaal aantal eenheden per partij ; 2. % vrouwen propaganda per partij ; 3. % van de totale vrouwenpropaganda.

zich vooral in de partijbladen en speciale programmabrochures waarin hun voorstellen en eisen als progressief naar voor kwamen, wat dus meteen die emancipatorische piek verklaart. Dit was nog meer uitgesproken het geval bij de kommunisten en Amada. Een duidelijke emancipatie optiek voor de linkse partijen dus. Ook bij de andere

partijen, met uitzondering van de Volksunie, is dergelijke progressieve trend waar te nemen, zij het niet in diezelfde mate. In de manipulatieve categorie zien we een vrij grote overeenkomst tussen alle partijen. Kommunisten, feministische partij en Amada uitgezonderd, schommelen alle partijen rond de 8 %. Dit ligt lager dan men normaal zou verwacht hebben. Van de propaganda betreffende de vrouw, situeert zich 23,08 % in de neutrale categorie. De Volksunie voert voor 34,71 % een neutrale vrouwenpropaganda. Dit relatief hoge percentage korrelleert met het eveneens hoge aantal vrouwenpropaganda van postkaartformaat welke louter de identiteit, foto, plaats op de lijst, weergeven en als zodanig neutraal overkomen. Ook de liberalen halen een relatief hoge neutrale vrouwenpropagandascore: 31,34 %. Daarop volgen CVP-PSC met 26,54 %, het FDF-RW met 18,64 % en tenslotte de socialisten met 8,42 %.

Bekijken we de verschillende politieke partijen onderling met hun respectievelijk aandeel in de categorieën, dan konstateren we dat het FDF-RW er het meest emancipatorisch uitkomt op stuk van haar vrouwenpropaganda: ze behaalt de hoogste emancipatorische en de laagste manipulatieve en traditionele score. Ook in de verkiezingsuitslagen van 1974 schijnt het FDF-RW haar emancipatorisch image te kunnen handhaven: 4 vrouwelijke verkozenen op 46 of 8,70 %, wat samen met CVP-PSC, volgend op het 20 % van de kommunisten, het hoogste percentage oplevert.

Uiteindelijk blijkt uit deze kwantitatieve propaganda analyse volgens kwalitatieve categorieën dat de helft van de vrouwen campagne een emancipatorisch karakter vertoont. In 52,32 % van de vrouwen campagne wordt de vrouw gezien als een volwaardig, gelijkberechtigd persoon die eigen capaciteiten heeft en gebruikt, en die niet hoeft geïdentificeerd te worden langs haar man en familie. De 15,88 % traditionele verkiezingspubliciteit leunt dicht aan bij het specifieke rollenpatroon zoals het jaren is voorgehouden.

Een algemene bemerking bij deze propaganda analyse is dat er relatief weinig vrouwenpropaganda gevoerd werd bij de parlementsverkiezingen van 10 maart 1974 (7). Deze geringe omvang betreft hoofdzakelijk folders, foto's van postkaart formaat en weerspiegelt dus vooral een persoonlijke campagne. Indien er wel uitgebreide propaganda verstrekt werd, ging het meestal om propaganda uitgaande van vrouwenorganisaties of betreft het een eisenpakket t.a.v. de vrouw, welke in elke partij terug te vinden was.

(7) Het betreft hier enkel de postinwerpsels weerhouden in de steekproef; affiches en ander verkiezingsmateriaal werden niet meegerekend.

II. Een aparte partijopstelling.

Specifiek in de campagne van 1974 was enerzijds de leuze van de Nationale Vrouwenraad : « Stem op de partij die je wil, maar stem op een vrouw », en anderzijds de aparte partijopstelling van de feministische partij. Waar het eerste in de vrouwenbeweging unaniem positief aanvaard werd, creëerde het laatste heel wat controverses. Wat de vrouwelijke kandidaatstelling betreft, konstateren we twee strategieën : de integrale partijstrategie van de Verenigde Feministische Partij-Parti Féministe Unifié (VFP-PFU) enerzijds, de kandidatenstrategie van de vrouwen binnen de andere partijen anderzijds. Vooruitlopend op de analyse van de verkiezingsresultaten, kan reeds worden vermeld dat het effect van beide strategieën sterk verschillend is. Waar de feministische partij geen zetel en bovendien vrij weinig stemmen behaalde, is het aantal vrouwelijke parlementairen in de bestaande partijen verdubbeld en is eveneens een merkwaardige toename van de voorkeurstemmen uitgebracht op vrouwen, zichtbaar. Buiten situationele hinderende factoren als gebrek aan voorbereiding, tijd, lijsten in alle arrondissementen, bekendheid, geld en dus campagnemiddelen, radio- en TV zendtijd, zijn meer fundamentele overwegingen oorzaak van het gering verkiezingsresultaat van VFP-PFU, namelijk 18.511 stemmen voor de Kamer (0,35 %) en 14.282 stemmen voor de Senaat (0,28 %), of gemiddeld 0,31 % van het totaal uitgebrachte geldige stemmen. Juist door haar aparte partijopstelling distantieert de VFP-PFU zich van een ruimer publiek. Een cruciaal probleem voor een nieuwe partij is een doorbraak vinden naar het kiezerspubliek dat argwanend staat tegenover een nieuw en extreem fenomeen. Dit is niet alleen een probleem voor de feministische partij, maar geldt voor elke nieuwkomende partij in de Belgische politiek. Bovendien is het zo dat een nieuwe partijvorming die wil slagen, bereid moet zijn een decennium lang hard te werken en weinig succes maar veel tegenstand en odium te oogsten. De Volksunie had een periode van 14 jaar (1954-1968) nodig om haar partijdoorbraak, opbouw en erkenning als volwaardige partij, verwezenlijkt te zien.

De feministische partij trachtte haar strategie toe te spitsen op de vrouwen, de helft van het electoraat. Ze wendde zich precies tot dat deel van het electoraat dat de laagste graad van politieke participatie kent, en pas goed sinds 1948 mag stemmen en dat tot nog toe voor zover men heeft kunnen vaststellen (o.a. Fraeys) erg volgzaam is.

Naast de faktor van recente partijopstelling, was een meer inhoudelijk aspect mee de oorzaak van deze electorale misrekening. Het programma, louter vrouwenemancipatieeisen, was te eng en te extreem om meteen een groot aantal kiezers uit hun traditionele partijkeuze los te weken.

Niet alleen omwille van de benadering van het probleem, maar ook omwille van een grotere aanvaardbaarheid door het publiek, lijkt een kandidatenstrategie (gemengde lijsten) meer efficiënt. Een van de oorzaken van de opstelling van de feministische partij betreft hun stelling over de permanente machtsstrijd tussen mannen en vrouwen. De replikerende vraag echter is of deze machtsstrijd niet bestendig wordt door een aparte vrouwenpartij. Juist door hun uitdrukkelijke partij-affirmatie, waarbij mannelijke kandidaten worden uitgesloten, worden twee polen geschapen. Dit lijkt niet de aangewezen methode om emancipatieproblemen, welke niet alleen de vrouw maar gans de samenleving betreffen, op te lossen.

De vraag kan gesteld of het effect van de feministen niet positiever is als drukkingsgroepering dan als partij. Het voordeel van een militerende drukkingsgroepering ligt in haar intimidatie. Dit intimidatie-effect verdwijnt bij een kleine partij als de VFP-PFU gezien hun sterkte nu openlijk gekend is. Omwille van de zwakke verkiezingsuitslag van de feministische partij, bestaat de kans dat in de toekomst eisen, drukking en aktiemiddelen van deze partij niet meer au serieux worden genomen, noch door de overheid, noch door het kiezerspotentieel dat zijn stem niet graag verloren ziet gaan.

De verkiezingsuitslagen van 1977 wijzen inderdaad uit dat de feministische partij aan stemmen en kiezers heeft ingeboet. Waar VFP-PFU voor de Senaat 14.282 of 0,28 % van het totaal aantal stemmen haalde in 1974 is in 1977 een significante achteruitgang vast te stellen: slechts 3.413 geldige stemmen werden geregistreerd (0,06 %). Een nog drastischer teruggang is merkbaar in de Kameruitslagen: van 18.511 stemmen in 1974 naar 2.481 in 1977, waarbij ze met 0,04 % van het totaal aantal uitgebrachte stemmen, duidelijk als kwantitatief zwakste partij gerangschikt staat.

Naast deze contra argumenten dient anderzijds gewezen op een mogelijk positief effect van de feministische partij. Het zou kunnen dat hun akties en partijvorming in 1974 een drukking betekenden ten aanzien van de andere partijen om vrouwen op de lijst te plaatsen, alhoewel, dit effect mag niet overschat worden gezien de partijvorming van de feministische partij juist voor de verkiezingen gebeurde terwijl de meeste partijlijsten reeds waren samengesteld. De VFP-PFU betekent alleszins een bijdrage, zij het een zeer beperkte bijdrage tot sensibilisatie en politieke emancipatie van de vrouw. Het is bovendien niet uitgesloten dat de dysfuncties van deze bijdrage groter zijn dan de positieve functies.

III. De strategie van kandidaatstelling van vrouwen binnen de bestaande partijen.

Gedurende de verkiezingscampagne van 1974 was binnen de klassieke politieke partijen een trend merkbaar om « een vrouw » op de lijst te plaatsen. Alle partijen bleken in meer of mindere mate aanhangers te zijn van dit modeverschijnsel; allen sierden ze hun lijsten met een vrouwelijke kandidate hetzij om zich te verschuilen achter een up-to-date imago, gezien de algemeen heersende vrouwenproblematiek; hetzij om niet achter te blijven op hun rivaliserende partijen; hetzij onder invloed van ondersteunende organisaties (8). Een feit is dat bij de verkiezingen van 1974 een effectieve actie werd gevoerd om het aantal vrouwelijke kandidaten te vergroten. In hoever deze actie beantwoord werd; in welke partijen de vrouwen het best aan bod kwamen; en of de vrouwelijke kandidaatsparticipatie verschillend is voor Kamer en Senaat, wordt verder behandeld in relatie met het aantal vrouwelijke verkozenen.

Vooruitlopend op de analyse van de verkiezingsgegevens, kan reeds gezegd worden dat het aantal vrouwelijke kandidaten voor Kamer en Senaat merkelijk is toegenomen: 322 vrouwelijke kandidaten versus 196 in 1974.

Van meer politiek belang dan het louter op de kandidatenlijst staan is het aantal verkiesbare plaatsen ingenomen door vrouwen. Het bezetten van plaatsen in nuttige volgorde kan afhankelijk gesteld worden van verschillende factoren, o.a. invloed van drukkingsgroeperingen, persoonlijk engagement en handig manoeuvreren van de vrouwelijke kandidaten zelf, de competitie van ondersteunende intrapartijorganisaties om elk hun afgevaardigde naar een verkiesbare plaats te pousseren, het bijna automatisch openstellen van strijdplaatsen voor uittredende (tot nu toe hoofdzakelijk mannelijke) kandidaten. Of vrouwen de facto strijdplaatsen innamen of tot de nuttige volgorde behoorden bij de verkiezingen van 1974, zal blijken uit de konklusies van de lijststrategieën van de partijen. Vooruitlopend op de interpretatie van de verkiezingsresultaten van 1974 kan reeds worden vermeld dat de verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten een indikator kan zijn voor de al of niet strategische plaatsen ingenomen door vrouwen.

Om het effect van de strategie van de vrouwen binnen de bestaande partijen te ontleden, althans wat de vrouwenparticipatie betreft, werd aan de hand van de uitslagen van de parlementsverkiezingen zoals deze

(8) De Katholieke Arbeiders Vrouwen (KAV) voor de CVP-PSC, en de Socialistisch Vooruitziende Vrouwen (SVV) voor de BSP-PSE.

door de Dienst der Verkiezingszaken (9) zijn gepubliceerd, getracht verkozenen en kandidaten. Deze gegevens werden dan gerelateerd tot de mannelijke participierenden. Bovendien werd een vergelijking gemaakt tussen de resultaten van de verkiezingen van 1971 en deze van 1974; en tussen de gegevens van Kamer en Senaat.

Uit tabel III blijkt dat in 1971 in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, 8 vrouwen werden verkozen of procentueel uitgedrukt 3,77 %. Dit gering percentage staat in nauw verband met het gering aantal vrouwelijke kandidaten: 89 of een totaal van 1.282 kandidaten of 6,94 %. De vrouwelijke kandidaten waren hoofdzakelijk gelokaliseerd op de lijsten van CVP-PSC nl. 23, liberalen nl. 20 en Volksunie nl. 17. De socialistische en de kommunistische vrouwen kandideerden duidelijk minder: resp. 9 en 6 vrouwelijke kandidaten. Bij het FDF-RW werd slechts 2,65 % van kandidaatsplaatsen bezet door vrouwen, wat vergeleken met Volksunie (12,14 %) op een lagere participatiegraad wijst.

Belangrijk lijkt de verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten per partij. Deze data kunnen enig idee geven van de verkiesbare plaatsen, dus van de eigenlijke strategie van de partijen. Men zou kunnen stellen dat « hoe hoger deze verhouding, hoe meer vrouwen een strijdplaats innamen of in de nuttige volgorde stonden, hoe meer de partijen de vrouw als volwaardig politiek wezen waarden ». Dit is een hypotese want ook een andere argumentering is gedeeltelijk valabel, namelijk dat een vrouw verkozen werd op basis van haar voorkeurstemmen.

De konkrete verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten in 1971 blijkt vrij gelijkaardig te zijn in de verschillende partijen, voor de verkiezingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, namelijk tussen 13,04 % (CVP-PSC) en 10,00 % (PVV-PLP). Globaal is de verhouding 8 op 89 of 8,99 %.

In verband met het woord « participatie » dient opgemerkt dat het hier enkel gaat om een kwantitatieve weergave, namelijk, het aantal vrouwen, verkozen of kandidaat. Het kwalitatieve aspekt, de aard van participeren, het al of niet ageren, de mate van actie enz. (10) ligt buiten beschouwing.

(9) Dienst Verkiezingszaken: Uitslagen der verkiezingen van 7 november 1971 z.p. (Brussel), z.d. (1972), 194 blz + 20 tabellen.

Dienst verkiezingszaken: Uitslagen der verkiezingen van 10 maart 1974, z.p. (Brussel), z.d. (1974), 226 blz + 20 tabellen.

(10) DUVERGER, M., *La participation des femmes à la vie politique*. Parijs, 1955, pp. 95-126.

GOOSSENS, G., *De parlementaire activiteiten van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, eindverhandeling*, Leuven, 1976, 120 blz.

TABEL III
Vrouwelijke verkozenen en kandidaten in Kamer en Senaat in 1971

Partij	Kamer 1971						Senaat 1971						
	Vrouwelijke verkozenen			Vrouwelijke kandidaten			Vrouwelijke verkozenen			Vrouwelijke kandidaten			
	Absoluut	% van de partij verkozenen	% van de vrouwelijke verkozenen	Absoluut	% van de partij kandidaten	% van de vrouwelijke kandidaten	Absoluut	% van de partij verkozenen	% van de vrouwelijke verkozenen	Absoluut	% van de partij kandidaten	% van de vrouwelijke kandidaten	
CVP-PSC	3	4,48	37,50	13,04	10,85	25,84	1	1,64	20,00	14,29	7	6,23	18,92
PVV-PLP	2	5,88	25,00	10,00	9,40	22,47	2	6,90	40,00	20,00	10	8,47	27,03
BSP-PSB-RL	1	1,64	12,50	11,11	4,25	10,11	—	—	—	—	4	3,96	10,81
VU	2	9,52	25,00	11,76	12,14	19,10	—	—	—	—	6	8,57	16,22
FDF-RW	—	—	—	—	2,65	3,37	2	10,53	40,00	33,33	6	11,54	16,22
KP-PC	—	—	—	—	3,28	6,74	—	—	—	—	1	1,27	2,70
Anderen	—	—	—	—	5,24	12,36	—	—	—	—	3	5,36	8,11
Totaal	8	3,77	100,00	8,99	6,94	100,00	5	2,81	100,00	13,51	37	6,41	100,00

Voor de Senaat waren er nagenoeg evenveel (vrouwelijke kandidaten (6,94 %) als voor de Kamer. De verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten ligt evenwel hoger in de Senaat dan in de Kamer. In de Senaat werden 5 van de 37 vrouwelijke kandidaten verkozen of 13,51 %, terwijl deze verhouding voor de Kamer 8,99 % bedraagt.

Uit tabel IV : vrouwenparticipatie bij Kamer- en Senaatsverkiezingen in 1974, blijkt dat er 14 vrouwen verkozen werden in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, wat 6,6 % is van het totaal aantal volksvertegenwoordigers. Van deze 14 vrouwelijke Kamerleden zijn er 6 kristendemokraten, 3 socialisten, 2 FDF-RW Kamerleden, 2 Volksunie en 1 KP-PC.

Wat het aantal vrouwelijke kandidaten betreft, stellen we duidelijk een vermeerdering vast t.o.v. 1971. Opvallend is dat alle partijen vrouwelijke kandidaten registreerden. Een derde van deze kandidaten nemen de VFP-PFU voor hun rekening. Daarna volgen CVP-PSC en PVV-PLP met elk respectievelijk 13,68 % en 13,25 %. In de andere partijen schommelt het aantal plaatsen ingenomen door vrouwen tussen de 8,55 % (BSP-PSB) en 4,27 % (Amada).

In de relatie vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten zijn geen uitschieters merkbaar ; de percentages schommelen tussen het 18,75 % van de kristen democraten en de 11,11 % van Volksunie. De kommunisten komen evenwel met hun 5,98 % achterop vergeleken met de andere partijen. Ook dient hierbij aangestipt dat de liberalen ondanks hun 30 kamerleden, ondanks hun 31 vrouwelijke kandidaten, geen vrouwelijke verkozenen hebben. Hieruit mag gekonkludeerd worden dat ze vrij algemeen onstrategisch geplaatst waren. In totaal werden voor de Kamer 5,98 % van de vrouwelijke kandidaten verkozen.

Uit de kandidaatsanalyse voor de Senaat konstateren we dat er in totaal 88 vrouwelijke kandidaten geregistreerd werden of 13,77 %. Hiervan werden er 12 verkozen of gekoöpteerd. Wat de verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten betreft, zien we dat bij de CVP-PSC 46,16 % van de vrouwelijke kandidaten verkozen werden, bij de socialisten 33,33 % ; bij het FDF-RW 22,22 % en bij de liberalen 7,14 %. Merkwaardig is het cijfer van de liberalen : ze hebben namelijk, volgend op de feministen, het hoogst aantal vrouwelijke kandidaten waarvan slechts een verkozen werd. De poging om een hogere vrouwenparticipatiescore te behalen, blijkt dus uiteindelijk slechts een schijnparticipatie, vermits de verkiesbare plaatsen voorbehouden bleven voor mannen.

Bij vergelijking van de uitslagen en van Kamer en Senaat wordt vastgesteld dat procentueel het aantal verkozenen in Kamer en Senaat hetzelfde is, 6,60 % versus 6,67 %. In absolute cijfers telt de Kamer

TABEL IV

Vrouwelijke verkozenen en kandidaten in Kamer en Senaat in 1974

Partij	Kamer 1974							Senaat 1974						
	Vrouwelijke verkozenen				Vrouwelijke kandidaten			Vrouwelijke verkozenen				Vrouwelijke kandidaten		
	Absoluut	% van de partij verkozenen	% van de vrouwelijke verkozenen	% van de verkozenen-kandidaten	Absoluut	% van de partij kandidaten	% van de vrouwelijke kandidaten	Absoluut	% van de partij verkozenen	% van de vrouwelijke verkozenen	% vrouwelijke verkozenen-kandidaten	Absoluut	% van de partij kandidaten	% van de vrouwelijke kandidaten
CVP-PSC	6	8,33	42,86	18,75	32	13,01	13,68	6	9,09	50,00	46,16	13	10,57	14,77
BSP-PSB-RL	3	5,08	21,43	15,00	20	8,13	8,55	3	6,00	25,00	33,33	9	7,32	10,28
PVV-PLP	—	—	—	—	31	12,60	13,25	1	3,70	8,33	7,14	14	11,38	15,91
FDF-RW	2	8,00	14,29	12,50	16	14,16	6,84	2	9,52	16,67	22,22	9	15,79	10,23
KP-PC	1	25,00	7,14	5,88	17	9,09	7,26	—	—	—	—	9	10,00	10,23
VU	2	9,09	14,29	11,11	18	12,24	7,69	—	—	—	—	9	12,33	10,23
VFP-PFU	—	—	—	—	78	100	33,33	—	—	—	—	20	100	22,73
AMADA	—	—	—	—	10	31,25	4,27	—	—	—	—	2	28,57	2,27
Anderen	—	—	—	—	12	9,37	5,13	—	—	—	—	3	7,14	3,41
Totaal	14	6,60	100,00	5,48	239	16,44	100,00	12	6,63	100,00	13,64	88	13,77	100,00

2 vrouwen meer. De verdeling over de partijen ziet er als volgt uit : CVP-PSC, BSP-PSB, FDF-RW hebben eenzelfde aantal vrouwelijke vertegenwoordigsters in de Kamer als in de Senaat, resp. 6, 3, 2. Terwijl de Volksunie geen vrouwelijke senator heeft, stuurde ze wel 2 vrouwen naar de Kamer. De liberalen haalden 1 vrouwelijke zetel in de Senaat, maar geen in de Kamer. Het omgekeerde geldt voor de kommunisten. Het aantal vrouwelijke kandidaten ligt duidelijk hoger voor de Kamer dan voor de Senaat, resp. 234 versus 88. Hierbij dient wel rekening gehouden dat het totaal aantal kandidaten ook sterk verschillend is in Kamer en Senaat, 1.423 versus 652. Procentueel zijn er dan 16,44 % vrouwelijke Kamerkandidaten tegenover 13,77 % Senaatskandidaten. De VFP-PFU en Amada buiten beschouwing, zijn procentueel de meeste vrouwelijke kandidaten te lokaliseren bij het FDF-RW en het minst bij de socialisten. Bij het FDF-RW werden voor de Kamer 14,16 % en voor de Senaat 15,79 % van de kandidaatsplaatsen ingenomen door vrouwen. De cijfers voor de socialisten zijn resp. 8,55 % en 7,32 %. Of dit relatief lage percentage te wijten is aan de apatie van socialistische vrouwen of aan de mannelijke partijoligarchie in de socialistische partijbesturen, blijft een open vraag. De cijfers van de andere partijen lopen vrij parallel in Kamer en Senaat en vertonen onderling procentueel slechts kleine verschillen. De verhouding vrouwelijke verkozenen - vrouwelijke kandidaten ligt hoger in de Senaat dan in de Kamer : 13,64 % versus 5,98 %.

Nemen we de gegevens van de opvolgsters (11) in rekening, dan blijkt dat er voor de Kamer in 1974 in totaal (d.i. kandidaten en opvolgsters) 352 vrouwelijke participierenden zijn op een totaal van 2.400 of 14,67 % en in de Senaat 150 op 1.308 of 11,67 %.

Gezien de gegevens betreffende de vrouwelijke respectievelijk mannelijke kiezers bij de verkiezingen van 1974 niet gekend zijn, wordt verwezen naar de telling van 1968 om een verhouding aan te stippen tussen het globaal aantal vrouwelijke kiesgerechtigden en het aantal vrouwelijke kandiderenden. In 1968 werden 2.916 408 mannelijke versus 3.253 759 vrouwelijke kiezers geregistreerd. Toetsen we het aantal kandidaten van 1974 aan de gegevens van 1968, dan blijkt dat 3.705 kiezers op een totaal van 6.170 167 kandideerden voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers en Senaat, hetzij als kandidaat, hetzij als opvolger ; d.i. 0,06 %. Opgesplitst naar vrouwelijke en mannelijke kiezers ziet de verhouding er als volgt uit : 502 vrouwen op 3.253 759 of 0,01 % tegenover 3.203 mannen op 2.916 408 of 0,10 %.

(11) NIJSMANS, M., *Akties gevoerd rond « Vrouwen in het Parlement »*, Leuven, 1976, tabellen, p. 61-72.

Tabel V geeft een overzicht van de vrouwenparticipatie bij de parlementsverkiezingen van resp. 1971 en 1974. Uit een vergelijking van beide verkiezingsresultaten blijkt dat het aantal vrouwelijke mandatarissen verdubbeld is t.o.v. 1971. Waar er in 1971 3,33 % vrouwelijke parlementairen waren, zijn er in 1974 6,62 %. De toename is zichtbaar bij de meeste partijen, vooral bij de KP-PC die van 0 % naar 20,00 % gestegen is; de CVP-PSC van 3,13 % naar 8,70 %, de socialisten van 0,91 % naar 5,50 %. De Volksunie is konstant gebleven op 5,26 % en de liberalen kennen een achteruitgang, namelijk van 6,35 % in 1971 naar 1,75 % in 1974.

Wat de kandidaatstelling betreft is de aangroei eveneens frappant. Waar de vrouwen in 1971 6,78 % van de kandidaten uitmaakten, is dat 15,42 % in 1974. Dus meer dan een verdubbeling. Ook zonder de feministische partij zou het aantal hoger liggen: nl. 224 op 1987 of 11,25 %, wat 4,5 % meer is dan in 1971. Als we echter de gegevens over de verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten van 1971 en 1974 vergelijken, konstateren we een hogere verhouding in 1971 dan in 1974: 10,32 % versus 8,07 %. Het is inderdaad zo dat gevoerde vrouwenacties en campagne gedeeltelijk een « pseudo-vrouwenparticipatie » hebben in de hand gewerkt, namelijk vrouwelijke kandidaten rekruteren als lijstsiersels. Anderzijds dient gewezen op het mogelijk positief effect van de gevoerde drukking en propaganda, namelijk de effectieve verdubbeling van vrouwelijke parlementsleden en de ontwikkeling van een politieke sensibilisatietendens bij de vrouwen.

De verhouding vrouwelijke verkozenen-vrouwelijke kandidaten van 1974, nl. 8,07 %, kan lichtjes naar omhoog getild worden als we de feministische partij terzijde laten. Het resultaat is dan 26 verkozenen uit 224 vrouwelijke kandidaten of 11,61 % wat 1 % beter is dan in 1971.

In verband met de twee strategieën, kan gekonkludeerd worden dat, beschouwd als verkiezingsstrategie, namelijk met het oog op het winnen van het vertrouwen van het kiezerspubliek en als zodanig van stemmen en zetels, een kandidatenstrategie (gemengde lijsten) meer adequaat is dan een aparte partijstrategie. De nadelen aangetoond van de feministische partij, namelijk, extreme opstelling, psychologisch moeilijk overkomen bij de kiezer, eng programma, weinig kans op een zetel en dus weinig kans op de realisatie van het gesteld programma en een minder rooskleurig toekomstperspectief, impliceren de voordelen van de kandidatenstrategie.

TABEL V

Vrouwelijke verkozenen bij de parlementsverkiezingen van 1971 en 1974

Partij	Kamer en Senaat 1971							Kamer en Senaat 1974						
	Vrouwelijke verkozenen				Vrouwelijke kandidaten			Vrouwelijke verkozenen				Vrouwelijke kandidaten		
	Absoluut	% van de partij verkozenen	% van de vrouwelijke verkozenen	% vrouwelijke verkozenen-kandidaten	Absoluut	% van de partij kandidaten	% van de vrouwelijke kandidaten	Absoluut	% van de partij verkozenen	% van de vrouwelijke verkozenen	% vrouwelijke verkozenen-kandidaten	Absoluut	% van de partij kandidaten	% van de vrouwelijke kandidaten
CVP-PSC	4/128	3,13	30,77	13,33	30/ 313	9,58	23,81	12/138	8,70	46,15	26,67	45/ 367	12,20	13,98
BSP-PSB-RL	1/110	0,91	7,69	1,69	13/ 313	4,15	10,32	6/109	5,50	23,08	20,69	29/ 362	9,12	9,00
PVV-PLP	4/ 63	6,35	30,77	13,33	30/ 330	9,09	23,81	1/ 57	1,75	3,85	2,22	45/ 369	12,20	13,98
VU	2/ 40	5,00	15,38	8,70	23/ 210	10,95	18,25	2/ 38	5,26	7,69	7,41	27/ 220	12,27	8,39
FDF-RW	2/ 43	4,65	15,38	22,22	9/ 165	5,45	7,14	4/ 46	8,70	15,38	16,00	25/ 170	14,71	7,76
KP-PC	0/ 6	—	—	—	7/ 262	2,67	5,56	1/ 5	20,00	3,87	3,85	26/ 277	9,39	8,07
VFP-PFU	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98/ 98	100	30,43
AMADA	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12/ 39	30,77	3,73
Anderen	—	—	—	—	14/ 266	5,26	11,11	—	—	—	—	15/ 77	8,49	4,67
Totaal	13/390	3,33	100,00	10,32	126/1.859	6,78	100,00	26/393	6,62	100,00	8,07	322/2.035	15,42	100,00

IV. Het middel van de voorkeurstem.

De verkiezingen van 1971 en 1974 zijn een duidelijke bevestiging van de lineaire evolutietendens van voorkeurstemmen sinds 1950 (12). In 1974 werden voor 45,13 % naamstemmen uitgebracht. Verklaringen voor dit groeiend voorkeurstemmenfenomeen kunnen geformuleerd worden, het zijn slechts hypotesen die nog niet operationeel getoets of geverifieerd werden; namelijk de afwezigheid van controversiële strijdpunten in de verkiezingsgestalte (13); een meer ontwikkeld politiek bewustzijn bij de kiezer; de invloed van de toenemende gepersonifieerde propaganda, enz.

Wat ook de hypotesen zijn, de voorkeurstem biedt alleszins de mogelijkheid voor de kiezer om boven de loutere partijkeuze uit te gaan en met meer inhoud te stemmen. De voorkeurstem impliceert de mogelijkheid om de, met de kiezer of categorie van kiezers geïdentificeerde kandidaat, direkt of indirekt te verkiezen. Ook al wordt de voorkeurskandidaat noch rechtsstreeks, noch onrechtsstreeks verkozen, het aantal behaalde voorkeurstemmen kan een drukking betekenen om diezelfde kandidaat bij de volgende verkiezingen binnen de nuttige volgorde te plaatsen.

Voor de gegevens betreffende de voorkeurstemmen uitgebracht bij de verkiezingen van 1971 en 1974 werd gesteund op de lijsten en cijfers gebundeld door de Dienst der Verkiezingszaken. Tabel VI geeft de voorkeurstemmen weer voor de Kamer en de Senaat bij de verkiezingen van 1971 en 1974.

Uit de tabel blijkt dat in 1971 41,70 % van de uitgebrachte stemmen naamstemmen zijn. Van deze voorkeurstemmen waren er 212 442 op een vrouw uitgebracht, d.i. 4,85 %. Allerhande hypotesen voor dit vrij laag percentage kunnen geformuleerd worden: te weinig vrouwelijke kandidaten, strategisch slecht geplaatst op de lijst, onvoldoende propaganda, wantrouwen van het publiek t.o.v. eventuele vrouwelijke politici, onpopulaire kandidaten, het traditioneel kopstemmen, enz. Een tweede bemerking bij deze tabel is de opvallend lage score van kommunisten en socialisten.

In 1974 werden 45,13 % van de geldige stemmen als voorkeurstemmen genoteerd. Het aandeel van de vrouwenvoorkeurstemmen daarin be-

(12) DEWACHTER, W., De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerking in het Belgisch politiek bestel, pp. 270-279: evolutie van de voorkeurstemmen.

(13) DEWACHTER schetst de stijgende evolutie van voorkeurstemmen en verklaart okkasionele dalingen in de kurve door de aan strijdpunten sterk verbonden profilatie van partijen in de verkiezingsgestalte (bv. koningskwestie, schoolkwestie) welke aanleiding geeft tot het uitbrengen van relatief meer lijststemmen.

TABEL VI

Voorkeursstemmen bij de Kamer- en Senaatsverkiezingen in 1971 en 1974

Partij	Kamer en Senaat 1971					Kamer en Senaat 1974				
	Geldige stemmen	Voorkeurstemmen (VS)				Geldige stemmen	Voorkeurstemmen			
		Absoluut	%	Op vrouwen	% van de partij voorkeurstemmen		Absoluut	%	Op vrouwen	% van de partij voorkeurstemmen
PVV-PLP . . .	1.620.386	826.849	51,03	48.598	5,88	1.576.286	827.427	52,49	52.272	6,32
KP-PC	327.115	85.384	26,10	1.075	1,26	337.684	98.709	29,23	10.832	10,97
VU	1.179.426	481.827	40,85	31.987	6,64	1.081.502	467.285	43,21	62.564	13,39
CVP-PSC . . .	3.135.046	1.655.691	52,81	89.527	5,39	3.351.177	1.875.706	55,97	173.556	9,25
BSP-PSB-RL .	2.863.874	920.493	33,19	17.603	1,85	2.786.406	970.718	34,84	37.719	3,89
FDF-RW . . .	1.192.014	291.830	24,48	22.369	7,67	1.165.040	419.940	36,05	61.439	14,63
VFP-PFU . . .	—	—	—	—	—	32.793	10.579	32,26	10.579	100
Anderen . . .	175.176	83.893	47,89	1.553	1,85	112.351	42.606	37,92	2.364	5,55
Totaal	10.493.037	4.375.967	41,70	212.442	4,85	10.443.239	4.712.970	45,13	411.325	8,73

Percentage van de geldige stemmen

2,02

3,95

droeg 8,73 % of in absolute cijfers 441 325. Uiteraard bijt de VFP-PFU met haar 100 % hier de spits af. De percentages van de op vrouwen uitgebrachte stemmen in de andere partijen varieert van 3,89 % (BSP-PSB) tot 14,6 % (FDF-RW). De Volksunie haalde 13,39 %. Een relatief hoge score ook haalden de kommunisten: 10,97 %. Het zijn de grote nationale partijen die in deze tabel het laagst geklasseerd staan. De CVP-PSC haalde 9,25 % en de liberalen 6,32 %.

Vergelijken we de data van 1971 en 1974 dan kan besloten worden dat in 1974 meer kandidaatsgebonden werd gestemd. De vrouwenvoorkeurstemmen zijn zowel procentueel als in absolute cijfers verdubbeld t.o.v. 1971; namelijk waar de vrouwen in 1971 212 442 naamstemmen wonnen of 4,8 % van alle voorkeurstemmen, groeit hun aantal in 1974 tot 411 325 of 8,7 % van het totaal. De oorzaken van dit resultaat hebben wellicht verband met de gevoerde vrouwen campagne. De directe kausaliteit is echter moeilijk aan te tonen.

Het gemiddelde aantal voorkeurstemmen per vrouw bij de parlementsverkiezingen van 1971 bedroeg 1688. Het gemiddelde aantal per mannelijke kandidaat was 2.402. In 1974 zijn er meer vrouwenstemmen uitgebracht, een verdubbeling. Maar het feit dat het aantal vrouwelijke kandidaten méér dan verdubbeld is, heeft tot gevolg dat het gemiddeld aantal voorkeurstemmen per vrouw lager ligt dan in 1971 nl. 1.277. Het gemiddelde aantal mannenstemmen daarentegen is lichtjes gestegen. De 4 301 645 op 1763 mannelijke kandidaten uitgebrachte stemmen leverde een gemiddelde van 2.440 stemmen per kandidaat op.

Wat uit deze gegevens kan afgeleid worden, is dat het gemiddeld aantal voorkeurstemmen op vrouwen gedaald en dat op mannen gestegen is t.o.v. 1971, we stellen vast dat de 126 vrouwelijke kandidaten in 1971 een sterkere stemmenkapaciteit genoten dan in 1974. De elektorale efficiëntie van de vrouwelijke kandidaten (nl. de mate van het verwerven van voorkeurstemmen) ligt lager dan in 1971. Vermits het gemiddelde per mannelijke kandidaat nagenoeg hetzelfde, zelfs gestegen is vergeleken met 1971, zien we dat er geen uitwendige verschuiving heeft plaatsgegrepen ten koste van mannelijke voorkeurstemmen.

Verschillende niet-geverifieerde hypotesen kunnen ook hier als verklaring voor de gemiddelde voorkeurstemmenvermindering overwogen worden: onstrategische plaatsen van veel vrouwelijke kandidaten, onbekendheid van in extremis geronselde vrouwen plus het feit dat bijna een derde van de kandidaten op de VFP-PFU lijst stonden (nl. 98 van de 322), terwijl anderzijds hoofdzakelijk lijststemmen op deze partij werden uitgebracht (nl. 22.214 van de in totaal 32 793 stemmen). Wat het gemiddeld aantal vrouwenvoorkeurstemmen automatisch verlaagt.

Besluit.

Het bewustzijn van de politiek afwezigheid van de vrouw is gerijpt via een lang emancipatieproces en werd concreet en problematisch gesteld bij de parlementsverkiezingen van 1974. Effectieve acties werden ondernomen om de vrouwelijke participatie op het hoogste politiek niveau te vergroten.

Twee uiteenlopende verkiezingsstrategieën werden hierbij onderkend, namelijk de aparte, integrale partijstrategie van de feministische partij enerzijds, de kandidatenstrategie van de vrouwen binnen de bestaande partijen anderzijds. Waar de VFP-PFU, als elektorale nieuwkomer te kampen had met doorbraakproblemen resulteerden de drukking, acties en campagne in de kandidatenstrategie in een sterke toename van vrouwelijke kandidaatstellingen binnen de klassieke partijen, in een bijna verdubbeling van de voorkeurstemmen uitgebracht op vrouwelijke kandidaten binnen de bestaande partijen, en bovendien in een effectieve verdubbeling van het aantal vrouwelijke mandatarissen.

De exakte relatie tussen de vrouwen campagne en hun effect, is moeilijk te bepalen gezien de complexiteit van de verkiezingsdeterminant. Een feit is dat in de gevoerde vrouwenpropaganda een effectieve poging werd gedaan om het traditioneel beeld van de vrouw te doorbreken; dat de lijstsamenstellingen en uiteindelijke verkiezingsuitslagen van 1974, vergeleken met voorgaande verkiezingen, uniek waren, zij het dan nog in beperkte mate, en als zodanig een eerste stap betekenen naar politieke emancipatie van de vrouw via het parlementair verkiezingsmiddel.

Deze voor de vrouwenbeweging hoopgevende vooruitzichten werden echter bij de verkiezingen van 1977 niet naar verwachtingen verwerkt. Het nauwelijks status quo resultaat werd ten gevolge van de kandidatenstrategie van vrouwen binnen de bestaande partijen, behouden. De Verenigde Feministische Partij heeft haar problemen van strategie- en programma-aanvaardbaarheid, niet kunnen oplossen en is derhalve, zoals sinds 10 maart 1974 te verwachten, haveloos uit haar tweede, en wellicht laatste, verkiezingsstrijd gekomen.

Wat uit de stembusuitslagen van 1974 algemeen kan gekonkludeerd worden is dat de mannenparticipatie in de parlementsverkiezingen nog duidelijk dominerend is; dat anderzijds 1974 een stap was in de richting van politieke vrouwenparticipatie en een breekpunt kan betekenen in de verdeling van machtsposities tussen mannen en vrouwen. In deze beginnende evolutie van vrouwenparticipatie, heeft het electoraat geopteerd voor een kandidatenstrategie in tegenstelling tot de aparte VFP-PFU strategie. Ook al heeft deze kandidatenstrategie een

hogere overlevings- en zelfrealisatiekansen dan de integrale strategie, ze vergt, vooral in haar beginstadium, permanente acties en sensibilisatie om effect te ressorteren en om de 1974 resultaten uit hun eventueel voorbijgaand « modeverschijnsel » op te trekken, te verduurzamen en uit te breiden.

Summary : The strategy of the feminist movement at parliamentary elections

The problem of political apathy and poor representation of women in the Belgian parliament has been focused and seriously challenged with the 1974 parliamentary elections. Two different strategies hereby have been developed : on the one hand a separate, exclusive feminist party ; on the other hand a strategy of female candidates on the more conventional ballots. The effects of both strategies are quite remarkable : whereas the newcoming feminist party was struggling with breakthrough problems, the female candidate strategy strongly effected the amount of female candidates, elected women, as well as the votes given to women, compared to previous elections. The accurate relationship between the women's campaign and its election effect can hardly be determined for the election determinant is too complex. The propaganda however, was an attempt to change the traditional image of women and to increase the political participation and emancipation of women via the instrument of parliamentary elections. The 1977 results, however, hardly equated the optimistic prospects of 1974 : the feminist party didn't survive its second participation and the candidate strategy urgently needs permanent action and political sensibilisation.



**Gedaan
met geven en
toegeven**

Volksunie

sociaal en federaal

Uw énige vlaamse waarborg





**Bruxelles
gagnera**

**P.S.C.
bruxellois**

méér dan ooit

TINDENMANS



CVP

omdat mensen belangrijk zijn.

Les élections législatives du 17 avril 1977

Analyse des résultats

par William FRAEYS,

Ingénieur Commercial ULB



Nous terminions notre analyse des récentes élections communales d'octobre 1976 en écrivant : « En conclusion, nous croyons pouvoir dire que si les électeurs avaient voté comme ils l'ont fait le 10 octobre pour élire un Parlement, celui-ci aurait été relativement peu différent des Chambres actuelles avec cependant une représentation RW amoindrie au profit des sociaux chrétiens, et dans une moindre mesure des socialistes et du FDF » (1).

La première et principale conclusion que l'on peut tirer des résultats des élections législatives du 17 avril 1977, est que le corps électoral belge a très largement confirmé les tendances dégagées aux élections communales. Sur les 393 sièges du Parlement, 38 seulement changent de famille politique, avec une perte de 12 sièges pour le RW, un gain de 12 pour les sociaux chrétiens, de 5 pour les socialistes et de 2 pour le FDF. En octobre, les résultats du PVV n'indiquaient pas de recul tandis que la transformation du PLP en PRLW n'était pas encore accomplie et que dès lors un élément expliquant l'avance libérale en Wallonie n'existait pas. En tout état de cause et sous réserve de nuancer cette première conclusion lors de l'analyse effectuée au niveau de chaque région, on ne peut certainement pas parler d'un bouleversement politique de l'échiquier belge et l'on peut confirmer la constatation si souvent faite que les grandes tendances décelées lors d'un scrutin communal se retrouvent au plus prochain scrutin législatif et vice versa. L'électeur belge n'a rien d'une girouette.

La structure de notre analyse sera fort semblable à celle des études relatives aux dernières élections législatives ; c'est-à-dire : examen des résultats « en voix » et « en sièges » pour l'ensemble du pays, puis

(1) *Res Publica*, vol. XVIII, 1976, n° 3 et 4, p. 443.

chapitres particuliers consacrés aux cantons wallons, flamands et bruxellois pris séparément. Nous attirerons l'attention sur le recul global des partis « communautaires » et, pour la région wallonne, nous tenterons de comparer la situation des partis traditionnels avant la naissance et le développement du Rassemblement Wallon et après son considérable recul.

Dans deux cas particuliers, la comparaison des résultats ne peut s'effectuer avec une précision absolue en raison d'une part de l'existence en 1974 d'une liste de cartel qui ne se retrouve pas en 1977 (FDF-PLDP à Bruxelles) et d'autre part de la constitution en 1977 d'un cartel qui n'existait pas en 1974 (PSB-RW dans le Luxembourg).

Pour permettre des comparaisons complètes aux niveaux régional et national, nous procéderons à des répartitions de voix entre les listes formant ces cartels. Quoique ces répartitions ne puissent prétendre à une précision absolue, elles se rapprochent très fortement de la réalité. Nous justifierons les critères utilisés dans les chapitres consacrés aux régions bruxelloise et wallonne.

I. Les résultats au niveau national.

Pour l'ensemble du pays, 6.316.292 électeurs étaient inscrits sur les listes électorales, soit quelque 6.000 de moins qu'en 1974. Remarquons que pour la première fois, le nombre d'électeurs appelés aux urnes est en diminution par rapport au scrutin précédent. Il s'agit évidemment là du reflet de la démographie déclinante de la population belge. A ce niveau le phénomène n'est encore qu'anecdotique, mais il indique le point d'inflexion d'une tendance qui avait, jusqu'ici, été ascendante.

Le nombre de bulletins déposés s'élève à 6.005.195 à la Chambre et à 6.012.062 au Sénat. La différence est de 6.867 alors qu'elle n'était que de 40 en 1974.

Ceci indique qu'il a dû y avoir lors du dépouillement des erreurs matérielles plus nombreuses qu'il y a trois ans (2). A contrario, la proportion de bulletins déposés par rapport aux électeurs inscrits est nettement plus forte qu'en 1974. Elle atteint 95,07 % contre 90,35 % pour la Chambre et 95,18 % contre 90,34 % pour le Sénat. Cette plus forte participation électorale s'était déjà manifestée aux élections communales d'octobre 1976. Elle nous paraît due à deux phénomènes : une meilleure application du vote par procuration, mais surtout au fait que les listes électorales étaient plus « récentes » en 1977 qu'en

(2) Les journaux se sont fait l'écho d'un certain laisser-aller dans quelques bureaux.

1974 et que dès lors le nombre d'électeurs décédés entre l'établissement des listes et le jour du scrutin est moindre (3).

Comme aux communales également, le pourcentage des bulletins blancs et nuls est moindre qu'il y a trois ans. Pour la Chambre, il atteint 7,18 % contre 7,94 % et pour le Sénat 8,09 % contre 9,23 %. Il ne nous est pas possible de dire si cette diminution des bulletins blancs et nuls correspond à un regain de désir de participation au vote, à une meilleure information de l'électeur ou si elle résulte d'une attitude moins stricte dans la recherche des causes de nullité des bulletins de la part des bureaux de dépouillement. Nous ne sommes pas encore revenus aux pourcentages très faibles de blancs et nuls connus jusqu'en 1961 (5 % environ), mais il est réconfortant de constater que le phénomène d'augmentation de ce pourcentage est nettement enravé, sinon inversé.



Une fois de plus, les résultats globaux pour la Chambre et pour le Sénat sont fort proches et les différences ne justifient pas une double analyse. Certes d'arrondissement à arrondissement des différences peuvent se faire jour, causées notamment par la personnalité des candidats. Ainsi à Anvers le CVP recueille 42,11 % des voix à la Chambre contre 39,80 % au Sénat : la candidature de M. Tindemans explique évidemment le phénomène.

A Gand-Eeklo — malgré un recul important — la liste PVV menée à la Chambre par M. Willy Declercq totalise 19,97 % contre 18,57 % au Sénat.

Bien que le phénomène soit moins prononcé chez les socialistes, M. Spietels et ses colistiers obtiennent au Sénat 38,98 % des voix dans l'arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron, contre 36,88 % pour les candidats PSB à la Chambre. De son côté, M. W. Claes permet à la liste socialiste de Hasselt d'atteindre 27,22 % à la Chambre contre 22,66 % au Sénat.

Ces différences locales, jouant d'ailleurs en sens divers, n'infirmant pas le phénomène global de résultats fort semblables pour les deux Assemblées. Nous nous bornerons dès lors à faire l'analyse des résultats de la Chambre.

1. *Les résultats en voix.*

L'analyse des résultats exprimés en voix est évidemment plus correcte pour celles des familles politiques qui présentent des candidats dans l'en-

(3) Cf *Res Publica*, op. cit., pp. 432-438.

semble du pays. Pour les listes régionales (RW-FDF-Volksunie) ou pour celles qui ne se présentent que dans certains arrondissements les pourcentages exprimés au niveau national sont influencés par l'importance relative de la ou des circonscriptions où les listes en question présentent des candidats. Ces anomalies sont, en partie, corrigées par les analyses au niveau de chaque région.

*
* *

Aux élections de 1977, les listes d'*extrême gauche* (Amada, LRT et diverses petites listes marxistes-léninistes) ont fait un effort de multiplication de présentation. Elles n'ont guère rencontré de succès, totalisant quelque 40.000 voix et 0,73 % pour l'ensemble du pays. Leur présence est cependant l'une des explications du recul des *communistes* qui de 3,23 % des voix tombent à 2,72 %. Ce pourcentage est l'un des plus faibles atteint par le parti communiste depuis la guerre. En outre, le recul communiste est légèrement supérieur à l'avance des listes d'*extrême gauche*. Globalement, il n'y a donc aucune poussée vers l'ensemble de cette part de l'éventail politique.

Les *socialistes* progressent très légèrement passant de 26,66 % à 26,91 % (4) des voix. Ce mouvement enregistré au niveau national est la résultante d'une nette avance du PSB en Wallonie, d'un très léger progrès en Flandre et d'un recul à Bruxelles. Il permet aux socialistes de ne plus se trouver à leur minimum historique depuis l'instauration du suffrage universel.

Les *sociaux chrétiens* sont incontestablement les vainqueurs des élections du 17 avril 1977, comme ils l'avaient été en Wallonie et en Flandre de celles du 10 octobre 1976. Ils totalisent 35,94 % des voix de l'ensemble du pays, contre 32,34 % en 1974 et progressent dans les trois régions. Les sociaux chrétiens ont récupéré quelque 6 % par rapport à leur minimum d'après guerre (1971). Ils sont cependant encore fort loin de leur maximum (47,68 % en 1950).

Les *libéraux* sont en recul si l'on totalise l'ensemble de leurs voix et si l'on prend comme référence le résultat qu'ils obtenaient en 1974, en leur attribuant une part des voix du cartel PLDP-FDF de Bruxelles. Les résultats n'ont donc pas ici une précision absolue. Le total des voix libérales représente 15,56 % des suffrages valables contre 16,44 % en 1974. Ce recul légèrement inférieur à 1 % cache cependant des mouvements en sens divers : avance du PRLW en Wallonie et recul du PVV

(4) Y compris les voix du cartel PSB-RW du Luxembourg que nous attribuons aux socialistes.

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1977 ET DE 1974

Résultats pour la Chambre des Représentants

Ensemble du pays

	1977		1974	
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%
Electeurs inscrits	6.316.292		6.322.227	
Bulletins déposés	6.005.195	95,07	5.712.005	90,35
Blancs et nuls	430.965	7,18	453.474	7,94
Votes valables	5.574.230	92,82	5.258.531	92,06
1. Extrême gauche	40.749	0,73	19.794	0,38
2. Communistes (et UDP)	151.421	2,72	169.632	3,23
3. Socialistes*	1.500.193	26,91	1.401.725	26,66
4. Sociaux chrétiens	2.003.605	35,94	1.700.855	32,34
5. Libéraux**	867.524	15,56	864.512	16,44
6. Rassemblement Wallon*	166.978	2,99	308.064	5,86
7. Volksunie	559.634	10,04	536.286	10,20
8. F.D.F.**	237.280	4,26	201.729	3,84
9. Divers	46.846	0,85	55.934	1,05

* Sur base d'une répartition des 33.862 voix du cartel PSB-RW du Luxembourg en 1977 à raison de 80 % pour le PSB et 20 % pour le RW.

** Sur base d'une répartition des 262.694 voix du cartel FDF-PLDP de l'Arrondissement de Bruxelles en 1974 à raison de 75 % pour le FDF et 25 % pour les libéraux.

en Flandre ce qui représente un renversement de l'évolution constante des dix dernières années.

*
**

Nos commentaires seront plus brefs pour les trois formations régionales en raison du fait que les résultats exprimés au niveau national ont moins de sens que ceux atteints dans la région propre à chacun et que nous commenterons plus largement.

Le *Rassemblement wallon* est le grand battu des élections de 1977. Il passe de 5,86 % à 2,99 % (5) des suffrages, perdant près de la moitié de ses électeurs. Ce recul était déjà tout à fait net lors des élections communales. Il a été amplifié par l'éclatement du parti et le ralliement de certains de ses dirigeants principaux au PLP pour transformer celui-ci en PRLW.

La *Volksunie* recule très légèrement. Elle passe, au niveau national, de 10,20 % à 10,04 %. Ce recul confirme le tassement de ce parti entamé en 1974. Il n'a cependant rien de comparable en ampleur avec l'effondrement du *Rassemblement wallon*.

Le *FDF* progresse de quelque 0,42 % par rapport à son résultat estimé de 1974. Celui-ci est en effet établi en répartissant les voix du cartel FDF-PLDP qui se présentait à Bruxelles en 1974.

(5) Y compris les voix du cartel RW-PSB que nous attribuons au RW.

Les *listes diverses* enfin connaissent le traditionnel insuccès que leur réserve l'électeur belge qui répugne à voter « inutile ». Ensemble, elles recueillent 0,85 % des suffrages. Les « écologistes » totalisent 23.213 voix, tandis que les listes « féministes » frisent le ridicule avec moins de 5.000 voix et que les listes d'extrême droite n'ont aucun écho.

*
**

Les élections de 1974 avaient été caractérisées par un recul des partis communautaires et celles de 1977 confirment le mouvement pour deux de ces partis (RW et Volksunie), tandis qu'elles l'infirmement pour le FDF. On assiste dès lors à une remontée du pourcentage cumulé des socialistes et sociaux chrétiens qui totalisent ensemble 62,85 % contre 59,00 % en 1974. Bien qu'ayant dépassé leur minimum de 1971 de quelque 5,57 %, ils se trouvent encore loin du niveau qu'ils atteignaient avant la création du PLP (78,19 % en 1961) et la survenance des partis communautaires.

Le total des trois partis traditionnels augmente de son côté, passant de 75,44 % à 78,41 %. A contrario, le déclin des listes communautaires, entamé en 1974, se poursuit. L'ensemble formé par le RW, le FDF et la Volksunie qui est lui représentatif statistiquement puisqu'il y a des candidats de l'un au moins de ces partis dans chaque arrondissement tombe de 22,34 % en 1971 à 19,90 % en 1974 et à 17,29 % en 1977.

On constatera enfin que le pourcentage recueilli par l'ensemble des listes qui n'ont aucun élu est particulièrement peu élevé.

*
**

Nous mesurons traditionnellement l'ampleur moyenne des mouvements de voix d'une élection à l'autre en utilisant le « taux de mobilité externe » (6).

Les élections de 1977 indiquent un déplacement de voix plus élevé que celles de 1974, puisque le taux de mobilité externe atteint 4,76 contre 3,50. Elles restent cependant à classer parmi les scrutins à faible mouvement de voix. Le tableau établi pour tous les scrutins depuis 1919 montre en effet que sur 17 comparaisons de deux élections successives 10 ont connu des taux de mobilité plus élevés qu'aujourd'hui.

Le taux de mobilité national cache cependant certains mouvements compensatoires de région à région. C'est vrai pour les libéraux et dans une

(6) Le taux de mobilité externe est la demi-somme des valeurs absolues des différences de pourcentages par rapport aux votes valables obtenus par les divers partis (ou groupes de partis) lors de deux élections successives.

moindre mesure pour les socialistes. Il est donc normal que les taux de mobilité régionaux soient plus élevés que le taux national.

Le taux est peu élevé pour la région flamande et quasi égal à celui dégagé entre 1971 et 1974 : 4,42 contre 4,43. Il est le plus élevé en Wallonie : 9,60 contre 5,04 aux élections antérieures. C'est évidemment le profond recul du Rassemblement wallon qui explique ce phénomène. A Bruxelles, le taux de mobilité s'établit à 8,57 contre 7,59, trois ans plus tôt.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS

Pourcentages de voix par groupes de partis

	Sociaux chrétiens et socialistes	Trois partis traditionnels	Partis communaux	Communistes	Partis non représentés
1961	78,19	90,59	3,56	3,08	2,77
1965	62,73	84,34	9,05	4,57	2,04
1971	57,28	73,74	22,34	3,11	0,81
1974*	59,00	75,44	19,90	3,23	1,43
1977**	62,85	78,41	17,29	2,72	1,58

* En attribuant aux libéraux 25 % des voix du cartel FDF-PLDP de Bruxelles et 75 % au FDF.

** En attribuant 80 % des voix du cartel PSB-RW du Luxembourg au PSB et 20 % au RW.

Taux de mobilité externe (Chambre des Représentants)

En % des votes valables - Ensemble du pays

Entre les élections de	Taux de mobilité	Entre les élections de	Taux de mobilité
1921 et 1919	3,18	1954 et 1950	6,82
1925 et 1921	7,04	1958 et 1954	4,55
1929 et 1925	4,65	1961 et 1958	4,61
1932 et 1929	2,65	1965 et 1961	16,94
1936 et 1932	16,85	1968 et 1965	6,45
1939 et 1936	9,87	1971 et 1968	6,69
1946 et 1939	21,60	1974 et 1971	3,50
1949 et 1946	8,99	1977 et 1974	4,76
1950 et 1949	9,81		

2. La composition des Assemblées.

Nous avons dit en débutant que la composition du Parlement était fort peu différente de celle des Chambres dissoutes. Le tableau indique qu'à la Chambre les communistes perdent 2 des 4 sièges qu'ils détenaient. Il s'agit essentiellement d'un « accident technique » dû au mécanisme de dévolution des sièges : le Parti communiste a raté le « quorum » de quelques voix dans le Hainaut, sans cela il aurait maintenu son nombre de sièges.

Les socialistes gagnent 3 sièges, tandis que les sociaux chrétiens en gagnent 8 (le PSC 2 et le CVP 6).

Les libéraux se maintiennent globalement, mais la structure interne de leur groupe s'est modifiée. Le PRLW obtient 14 sièges contre 9, le PVV 17 contre 21 et le PL 2 contre 3.

Le FDF gagne 1 siège, tandis que le RW en perd 8 passant de 13 à 5 élus. La Volksunie, malgré un recul assez modéré perd 2 sièges pour en conserver 20.

Composition de la Chambre et du Sénat

	Chambre		Sénat	
	1977	1974*	1977	1974*
Communistes	2	4	1	1
Socialistes	62	59	52	50
Sociaux chrétiens	80	72	70	66
Libéraux	33	33	26	30
FDF	10	9	8	7
RW	5	13	7	11
Volksunie	20	22	17	16

* Composition issue des élections de 1974, avant changement de groupe de quelques parlementaires.

Composition des Conseils Culturels

	Communauté française	Communauté néerlandaise
Communistes	2	1
Socialistes	67	47
Sociaux chrétiens	45	105
Libéraux	28	31
FDF	18	—
RW	12	—
Volksunie	—	37
	172	221

Au Sénat les mouvements sont assez similaires, mais avec cependant un recul moindre du RW et une perte de 4 sièges pour les libéraux. Les sociaux chrétiens gagnent 4 sièges, les socialistes 2 et, contrairement à son résultat en voix, la Volksunie gagne un siège. Les hasards de la dévolution du dernier siège et la répartition des sénateurs provinciaux et cooptés expliquent ces différences entre les deux Assemblées.

Ce qui différencie la composition des Chambres actuelles par rapport à celles de 1974, c'est que les sociaux chrétiens et les libéraux ont la majorité simple dans les deux Assemblées alors qu'ils ne l'avaient qu'au Sénat, tandis que socialistes et sociaux chrétiens obtiennent, de justesse, la majorité des deux tiers qu'ils n'avaient plus atteinte depuis 1965.

Aux Conseils culturels, il faut constater que les sociaux chrétiens sont quasi maîtres du jeu du côté néerlandophone avec 105 sièges sur 221, tandis que les socialistes sont les plus forts du côté francophone où une coalition PSC-PRLW n'atteindrait pas la majorité.

II. Les résultats par régions.

1. Les cantons wallons.

Les cantons wallons comprennent les 4 provinces wallonnes et l'arrondissement de Nivelles. Les électeurs inscrits s'élevaient à 1.997.584, soit 31,62 % du total des électeurs. Ce nombre est en baisse de quelque 20.000 personnes par rapport à 1974 et la part relative de cette région diminue légèrement. Elle était en effet de 31,91 %, il y a trois ans.

La participation électorale atteint 94,82 % contre 89,25 % en 1974. Elle est en hausse comme elle l'est dans les 3 régions du pays.

La proportion de bulletins blancs et nuls est au contraire plus élevée en 1977 (7,91 %) que ce qu'elle était en 1974 (7,51 %). Dans ce domaine la Wallonie se différencie des deux autres régions où les bulletins blancs et nuls sont en diminution.

Pour l'analyse des résultats de 1977, nous avons été obligé de procéder à une répartition des voix du cartel PSB-RW de la Province de Luxembourg. Ce cartel a recueilli 33.862 voix, soit 1,94 % de l'ensemble des votes valables de la région wallonne. Nous estimons que le PSB doit représenter environ 80 % des voix du cartel et nous étayons notre thèse sur le raisonnement suivant : en 1974 les socialistes représentaient 63 % du total des voix PSB et RW, or dans l'ensemble de la Wallonie le PSB progresse tandis que le RW perd près de la moitié de ses voix.

D'autre part le cartel recule de 11,20 % par rapport au total des deux listes dans l'arrondissement de Neufchâteau-Virton et seulement de 7,35 % dans celui d'Arlon-Marche-Bastogne. Dans le premier le candidat tête de liste, le seul à pouvoir espérer être élu, était RW et dans le second, socialiste. Ceci nous incite à croire que la proportion de voix socialistes est plus élevée qu'en 1974. Nous l'estimons à environ 80 %. Vu la faible influence relative du nombre total de voix du cartel rapporté à l'ensemble de la Wallonie, une erreur de notre part ne peut porter que sur quelques centièmes de pour-cent.

*
**

Ceci étant, on constate un profond échec des listes *d'extrême gauche* qui recueillent à peine 0,37 % des suffrages, tandis que les *communistes*

reculent également de 0,37 %. Le recul communiste est particulièrement net dans le Hainaut, où la formule UDP semble définitivement condamnée.

Les *socialistes* progressent de 1,88 % pour atteindre 38,71 %. Ils se situent ainsi à 4,28 % au-dessus de leur minimum absolu (1971) mais encore bien au-dessous de leur maximum d'après guerre (49,42 % en 1954). Le PSB progresse le plus nettement dans le Hainaut (+ 3,22 %). Il avance à Liège (2,32 %), tandis qu'il est stationnaire à Namur.

Le progrès des *sociaux chrétiens* est de 3,10 %, soit supérieur à celui des socialistes. Nous avons déjà souligné le phénomène lors des élections communales. Le PSC avec 25,66 % des voix dépasse son minimum d'après guerre de 4,74 %, sans pour autant rejoindre son maximum de 1958 (35,07 %). Les sociaux chrétiens progressent dans toutes les provinces wallonnes. Leur avance est la plus nette à Namur (3,42 %), tandis qu'elle est plus forte encore dans l'arrondissement de Nivelles (5,84 %).

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1977 ET DE 1974

Résultats pour la Chambre des Représentants
Cantons wallons

	1977		1974	
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%
Electeurs inscrits	1.997.584		2.017.382	
Bulletins déposés	1.894.205	94,82	1.800.534	89,25
Blancs et nuls	149.779	7,91	135.157	7,51
Votes valables	1.744.426	92,09	1.665.377	92,49
1. Extrême gauche	6.475	0,37	—	—
2. Communistes (et UDP)	93.818	5,38	95.714	5,75
3. Socialistes*	675.280	38,71	613.277	36,83
4. Sociaux chrétiens	447.482	25,66	375.683	22,56
5. PRLW (PLP)	329.057	18,86	250.646	15,05
6. Rassemblement Wallon**	164.961	9,46	308.064	18,50
7. Volksunie	1.121	0,06	969	0,06
8. Divers	26.232	1,50	21.024	1,25

* Y compris 80 % des 33.862 voix du cartel PSB-RW du Luxembourg (1977).

** Y compris 20 % des 33.862 voix du cartel PSB-RW du Luxembourg (1977).

Le PRLW recueille 18,86 % des voix, soit 3,81 % de plus que le PLP en 1974. Ce parti n'existait pas encore sous cette forme aux élections communales et il est certain que le ralliement de certaines personnalités du RW est une des causes du progrès de cette formation. Les libéraux renversent ainsi la tendance au recul entamée en 1971, mais ne rejoignent pas, et de loin, leur maximum de 26,68 % atteint en 1968. Le PRLW avance dans toutes les provinces, mais les succès les plus nets sont réalisés à Liège (+ 5,52 %) et à Namur (+ 5,20 %).

Le *Rassemblement wallon* perd 9,04 % des voix, revenant de 18,50 % à 9,46 %. Cela représente près de la moitié de ses électeurs. C'est évidemment le grand perdant du scrutin et son évolution constitue le seul mouvement électoral profond des élections de 1977. Ce parti se retrouve ainsi au-dessous de son résultat de 1968 et à 11,54 % de son maximum (1971). Il recule partout en Wallonie, mais plus à Nivelles (— 12,34 %), à Namur (— 10,83 %) et à Liège (— 10,53 %) que dans le Hainaut (— 7,07 %). Ce recul profond du RW avait déjà été constaté lors des élections communales.

Les *listes diverses* totalisent 1,50 %, c'est-à-dire à peine plus qu'en 1974.

Pour terminer cette analyse des résultats dans les cantons wallons, il n'est pas inutile de faire une comparaison entre les élections de 1965, de 1971 et celles de 1977. En 1965, les listes wallonnes (Parti Wallon des Travailleurs et Front Wallon) ne représentaient que 3,16 % des suffrages, tandis que le grand transfert des voix vers le nouveau PLP avait eu lieu. Les élections de 1971 marquent le sommet du RW, tandis que celles de 1977 sont caractérisées par son effondrement. Il est intéressant de voir comment les autres partis ont perdu et regagné des voix qui, temporairement, sont allées vers le RW. Il n'est évidemment pas question de donner à ces chiffres une précision absolue parce que des transferts directs entre partis traditionnels ont pu avoir lieu sans que le passage ne s'effectue via le RW.

**Développement et déclin du Rassemblement Wallon
et influence sur les autres partis**
Cantons wallons (en % des votes valables)

	<i>Listes wallonnes RW</i>	PSB	PSC	<i>Parti libéral PLP (PRLW)</i>	Communistes
1961	0,19	47,04	30,48	11,65	6,34
1965	3,16	35,21	24,56	25,40	9,53
1971	21,00	34,43	20,53	17,52	5,82
1977	9,46	38,71	26,10	18,86	5,38
Différences 71-65	+ 17,84	— 0,78	— 4,03	— 7,88	— 3,71
Différences 77-71	— 11,54	+ 4,28	+ 5,57	+ 1,34	— 0,44

On constate que le RW progresse de 17,84 % de 1965 à 1971, tandis qu'il recule de 11,54 % depuis cette dernière date. Le PSB avait reculé de 0,78 %, mais progresse depuis lors de 4,28 %. Le PSC qui avait perdu 4,03 % en regagne 5,57 %. Ces deux partis se retrouvent donc à un niveau meilleur qu'en 1965. Les libéraux au contraire avaient perdu 7,88 % et le PRLW n'en récupère que 1,34 %. Ils sont donc nettement au-dessous de leur résultat de 1965, mais il est juste

d'ajouter qu'ils sont encore bien au-delà du résultat du Parti libéral avant sa transformation en PLP (11,65 % en 1961).

Les communistes sont au contraire en régression continue.

On peut donc dire que le PSB avait beaucoup moins souffert que les autres listes de la montée du RW et qu'il récupère une part des suffrages relativement peu inférieure à ce que reprend le PSC qui avait été beaucoup plus meurtri par le succès du RW.

Si l'on se reporte à 1961, ni le PSC ni le PSB n'ont néanmoins récupéré la totalité des voix qu'ils ont perdues au profit du PLP.

2. Les cantons flamands.

Les cantons flamands qui groupent les 4 provinces flamandes, l'arrondissement de Louvain et les cantons flamands de l'arrondissement de Bruxelles (Asse, Hal, Lennik, Meise et Vilvorde) comptaient 3.572.560 électeurs inscrits, soit quelque 50.000 de plus qu'en 1974. A l'inverse des régions wallonne et bruxelloise, la Flandre voit encore augmenter quelque peu le nombre des électeurs. La cause réside dans le fait que la démographie flamande décrût plus tard que celle de Wallonie.

Les électeurs flamands représentent 56,56 % du corps électoral belge contre 55,70 % en 1974.

La participation électorale a atteint 95,85 % des électeurs inscrits contre 91,47 % trois ans plus tôt. Le nombre de bulletins blancs et nuls est en baisse sensible puisqu'il passe de 8,24 % à 6,86 %.



Les listes d'*extrême gauche* (Amada principalement) recueillent 0,92 % des voix en léger progrès par rapport à 1974. Leur résultat n'est quelque peu significatif que dans l'arrondissement d'Anvers. Les *communistes* pâtissent de cette avance de l'*extrême gauche* puisqu'ils régressent de 0,38 %. Ils ne sont pas à leur minimum absolu, mais ils n'en sont guère éloignés. Ensemble communistes et *extrême gauche* passent de 2,31 % à 2,18 % des suffrages indiquant ainsi toute absence de transfert de voix dans cette direction.

Les *socialistes* progressent très légèrement, passant de 22,26 % à 22,44 %. Ils décollent ainsi de leur niveau minimum de toute la période du suffrage universel. Les résultats socialistes ne sont pas homogènes à travers l'ensemble de la région flamande : ils progressent dans les deux Flandres et à Anvers, tandis qu'ils reculent dans le Limbourg et dans l'arrondissement de Louvain. Le résultat du BSP semble légèrement meilleur qu'aux élections communales où nous avons perçu soit un statu quo, soit un léger recul.

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1977 ET DE 1974

Résultats pour la Chambre des Représentants
Cantons flamands

	1977		1974	
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%
Electeurs inscrits	3.572.560		3.521.442	
Bulletins déposés	3.424.461	95,85	3.220.997	91,47
Blancs et nuls	234.782	6,86	265.356	8,24
Votes valables	3.189.679	93,14	2.955.641	91,76
1. Extrême gauche	29.389	0,92	19.794	0,67
2. Communistes	39.997	1,26	48.391	1,64
3. Socialistes	715.534	22,44	657.995	22,26
4. Sociaux chrétiens	1.400.731	43,92	1.180.195	39,93
5. PVV	462.691	14,51	510.601	17,27
6. Volksunie	518.725	16,26	495.926	16,78
7. Listes francophones	15.676	0,49	15.241	0,52
8. Divers	6.936	0,20	27.498	0,93

Comme en Wallonie, les *sociaux chrétiens* apparaissent comme les vainqueurs du scrutin. Passant de 39,93 % à 43,92 %, ils gagnent près de 4 %. Ils se situent aujourd'hui à 6,12 % au-dessus de leur minimum absolu, mais sont encore très loin de leur record historique (60,37 % en 1950). Le progrès du CVP est général dans toute la région flamande, mais il est particulièrement net dans l'arrondissement de Louvain (+ 5,99 %) et à Anvers (+ 5,43 %). Il est le plus faible dans le Limbourg (+ 1,43 %). Le résultat législatif du CVP confirme et amplifie le résultat communal d'octobre 1976.

La surprise électorale vient surtout des *libéraux*. Le PVV recule en effet de 2,76 %, passant de 17,27 % à 14,51 %. Ce recul rompt une série d'élections où les libéraux avaient régulièrement progressé. Ce parti est cependant encore au-dessus du niveau atteint par le Parti libéral avant sa transformation en PVV (11,79 % en 1971). Dépassé par la Volksunie, il redevient cependant le quatrième parti de Flandre. Le recul du PVV est général, mais particulièrement net à Louvain (— 6,00 %) et en Flandre orientale (— 4,39 %) province où se présentait un des leaders les plus en vue de ce parti ; M. W. Declercq conduisait en effet la liste PVV dans l'arrondissement de Gand-Eeklo où il perd 7,37 % des voix. Ni les résultats des élections communales, ni les sondages quant à la popularité des hommes politiques ne laissaient prévoir le recul libéral.

La *Volksunie* recule très légèrement, passant de 16,78 % à 16,26 %, elle perd un peu plus de 0,50 % et se situe à 2,51 % au-dessous de son maximum de 1971. Le recul de la Volksunie est important en Flandre occidentale (— 2,52 %), moindre à Anvers (— 1,57 %), tandis que ce

parti progresse au Limbourg (+ 1,30 %) en Flandre orientale et à Louvain. Le résultat de la Volksunie confirme celui des élections communales dont nous écrivions qu'il devait être fort proche de celui de 1974.

Les listes francophones ou wallonnes totalisent 0,49 % des voix, en léger recul par rapport à 1974. En particulier « Retour à Liège » totalise 1.421 voix contre 1.810 en 1974 et le FDF est en recul dans l'arrondissement de Louvain (1,55 % contre 2,11 %).

Les listes diverses ne recueillent que 0,20 %. C'est dire leur échec total.

3. Les cantons bruxellois.

Les huit cantons bruxellois constituent la plus petite entité électorale qui comprend les 19 communes de l'agglomération de Bruxelles-Capitale (7), auxquelles s'ajoutent diverses communes de la région flamande, dont cinq des six communes « à facilités ».

Ces cantons totalisent 746.148 électeurs inscrits, soit quelque 37.000 de moins qu'en 1974. Dans le cas présent, ce déclin n'est pas dû uniquement à la baisse de la natalité, mais aussi aux mouvements de population qui se soldent par une émigration nette de citoyens belges. Les huit cantons bruxellois représentent en 1977, 11,82 % du corps électoral total, contre 12,39 % en 1974.

La participation électorale a été supérieure à celle d'il y a trois ans : 92,01 % contre 88,14 % et le nombre de bulletins blancs et nuls est en régression : 6,76 % contre 7,67 %.

Les listes d'extrême gauche (Amada et LRT) y totalisent 0,76 % des votes valables, tandis que les communistes passant de 4,00 % à 2,75 % y régressent de 1,25 %. Pas plus à Bruxelles qu'ailleurs, il n'y eut donc poussée vers l'extrême gauche.

Les socialistes présentaient deux listes, en 1977 comme à chaque scrutin depuis 1968. La liste de la Fédération bruxelloise (liste Simonet) subit un recul important. De 18,46 % elle passe à 14,86 %. Elle se trouve ainsi au plus bas de toute l'histoire électorale depuis 1919. Son minimum précédent avait été de 17,73 % en 1968. La liste des socialistes flamands (Rode Leeuwen) progresse très légèrement : 2,23 % contre 2,01 %. Depuis qu'ils se présentent séparément les socialistes flamands obtiennent toujours de 2 à 2,5 % des suffrages. Ensemble les socialistes totalisent donc 17,09 % contre 20,47 % en 1974. Ils ont totalisé jusqu'à 45,07 % des voix dans les cantons bruxellois

(7) Cantons de Bruxelles, Anderlecht, Ixelles, Molenbeek, St-Gilles, St-Josse, Schaerbeek et Uccle.

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1977 ET DE 1974

Résultats pour la Chambre des Représentants
Cantons bruxellois

	1977		1974	
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%
Electeurs inscrits	746.148		783.403	
Bulletins déposés	686.529	92,01	690.474	88,14
Blancs et nuls	46.404	6,76	52.961	7,67
Votes valables	640.125	93,24	637.513	92,33
1. Extrême gauche	4.885	0,76	—	—
2. Communistes	17.606	2,75	25.527	4,00
3. Socialistes		17,09		20,47
PSB	95.124	14,86	117.670	18,46
BSP	14.255	2,23	12.783	2,01
4. Sociaux chrétiens		24,27		22,74
PSC	90.348	14,11	95.308	14,95
CVP	65.044	10,16	49.669	7,79
5. Libéraux*		11,84		15,78
PVV	15.666	2,45	17.717	2,78
PLP (Delforge)	—	—	19.854	3,11
PL (PLDP)*	60.110	9,39	63.046	9,89
6. FDF	223.621	34,93	189.136	29,67
7. Volksunie	39.788	6,22	39.391	6,18
8. Divers	13.678	2,14	7.412	1,16

* Sur base d'une répartition des voix du cartel FDF-PLDP de 1974 à raison de 75 % pour le FDF et 25 % pour les libéraux.

(1954). Le recul socialiste, s'il était perceptible aux élections communales, était beaucoup moins net qu'il ne l'est aux législatives.

Globalement pris, les *sociaux chrétiens* passent de 22,74 % à 24,27 %. Ce gain est cependant dû exclusivement au CVP qui progresse de 2,37 %, tandis que le PSC recule de 0,84 %. Le mouvement de recul du PSC était plus net lors des élections communales. Bruxelles était en effet la seule région du pays à enregistrer un recul des sociaux chrétiens.

Les résultats *libéraux* et *FDF* doivent faire l'objet d'un commentaire particulier en raison du fait qu'en 1974 le FDF et une partie des libéraux (PLDP) se présentaient en cartel et qu'il n'est de comparaison possible que si l'on procède à une « estimation » des voix FDF et des voix libérales dans le total des 252.182 voix du cartel. Ce chiffre électoral représentant 39,56 % des votes valables des huit cantons, on voit l'importance des estimations à établir.

On dispose de deux données de référence pour établir cette estimation :

- les votes de préférence de la liste de cartel en 1974,
- les résultats séparés du FDF et des libéraux en 1971 et en 1977.

La liste de cartel FDF-PLDP totalisait 140.149 voix de tête de liste dans l'arrondissement de Bruxelles, tandis que les votes de préférence

se répartissaient à raison de 62,3 % en faveur de candidats FDF et de 37,6 % de candidats libéraux. Il ne nous est pas possible de dire combien de votes de tête de liste étaient des votes FDF et combien provenaient d'électeurs libéraux. Nous pensons cependant qu'une forte majorité provenaient d'électeurs FDF. La liste était d'ailleurs conduite par M. Defosset, président du FDF, et les candidats en ordre utile étaient en majorité FDF. Il nous paraît dès lors logique que les électeurs libéraux aient plus largement voté pour des candidats particuliers de leur tendance et moins en tête de liste.

Le second élément de référence indique que dans les huit cantons bruxellois le FDF obtenait, en 1971, 34,49 % des voix, tandis que le PLP Bruxelles et la liste Lib. Lob. (Mundeleer) totalisaient 12,46 %. Le FDF représentait donc 73,5 % du total des listes qui formeraient le cartel trois ans plus tard. Aux élections de 1977, la part du FDF dans le total FDF et Parti libéral représente 78,8 %.

Sur base de ces éléments nous avons estimé, mais nous insistons bien sur le caractère approximatif de cette estimation, que le FDF devait représenter quelque 75 % des voix du cartel de 1974. S'il en était ainsi, le FDF aurait recueilli 29,67 % (8) et le PLDP 9,89 % des suffrages valables dans les huit cantons bruxellois. C'est sur cette base que notre tableau est établi et que nous axons notre commentaire.

Les *libéraux* présentaient une liste francophone (Parti libéral) qui recueille 9,39 % des voix contre les 9,89 % estimés du PLDP en 1974 et une liste flamande (PVV) qui obtient 2,45 % des voix contre 2,78 % en 1974. Il y avait en outre en 1974 une liste mixte (M. Delforge) qui obtenait 3,11 %. Prise globalement la tendance libérale recule donc assez sensiblement de 1974 à 1977, passant de 15,78 % à 11,84 %. Ce recul libéral ne s'était pas dessiné aux élections communales. Rappelons en outre que le PLP a obtenu jusqu'à 33,45 % des suffrages dans les huit cantons bruxellois (1965).

Le FDF progresse incontestablement dans les cantons bruxellois puisqu'il passe du résultat estimé de 29,67 % en 1974 à 34,93 % en 1977. Par rapport à 1971, maximum historique de ce parti, le FDF progresse de 0,44 %. La poussée FDF était déjà perceptible aux élections communales. Nous avons cependant estimé que tout en progressant par rapport à 1974 ce parti ne rejoignait pas son maximum de 1971. On vient de voir qu'aujourd'hui il le dépasse légèrement.

La *Volksunie* recueille 6,22 % des voix contre 6,18 % en 1974. Elle progresse ainsi très légèrement, mais ce mouvement est continu depuis la création de ce parti, qui se trouve donc à son maximum à Bruxelles.

(8) 75 % de 39,56 %.

Les listes diverses totalisent 2,14 % des voix. Parmi celles-ci, la liste « écologiste » recueille 1,21 %.

*
**

Pour terminer cette analyse des résultats électoraux dans les huit cantons bruxellois, soulignons que les listes flamandes (Volksunie, CVP, BSP et PVV) totalisent 21,06 % en 1977, en progrès de 2,30 % par rapport à 1974. Il n'est pas possible de dire quel est le pourcentage exact des listes flamandes dans les 19 communes, ni si elles ont avancé par rapport à 1974. Les résultats ne sont en effet pas publiés séparément pour les 19 communes d'une part et pour les autres communes des huit cantons d'autre part et les évolutions peuvent ne pas être parallèles dans les unes et les autres.

III. Conclusions.

Nous pensons pouvoir tirer de l'analyse des résultats des élections du 17 avril 1977 un certain nombre de conclusions.

1. Ces élections marquent une grande stabilité du corps électoral flamand et un recul profond du Rassemblement wallon au profit principalement du PRLW et du PSC et dans une moindre mesure du PSB.

2. Les résultats législatifs confirment très largement les enseignements du scrutin communal d'octobre 1976, sauf en ce qui concerne le recul des libéraux flamands et l'avance des libéraux wallons, mais dont le parti n'avait pas encore accueilli des personnalités ayant quitté le RW.

3. Il n'y a aucune poussée vers la gauche perceptible dans le mouvement électoral d'avril 1977. Les listes d'extrême gauche ne connaissent guère d'audience, les communistes reculent et si les socialistes avancent en Wallonie, ils reculent à Bruxelles et se maintiennent à leur niveau antérieur en Flandre. Après trois ans d'opposition et en pleine crise économique ce statu quo socialiste a de quoi surprendre.

4. Le redressement social chrétien transcende les trois régions et apparaît comme la continuation d'un mouvement entamé en 1974 et continué aux communales. Les prises de position en matière éthique expliquent-elles cette remontée des sociaux-chrétiens, ou bien leurs positions centristes en matières économique et sociale sont-elles la cause essentielle de leur succès ? Nous n'avons pas d'élément péremptoire pour trancher dans un sens ou dans l'autre, mais nous penchons pour la deuxième raison.

5. Les partis fédéralistes ou communautaires de Flandre et de Wallonie régressent une nouvelle fois. Le FDF faisant exception. L'explication doit-

elle être cherchée dans le fait que les partis traditionnels ont abandonné leurs thèses unitaristes et prônent largement la régionalisation, faisant ainsi perdre aux partis communautaires une partie de leur raison d'être, ou la population est-elle beaucoup moins tentée qu'on ne le croit par le relâchement des liens qui faisaient la Belgique ? Seuls des sondages portant sur un grand nombre de personnes interrogées pourraient l'indiquer et encore les réponses ne seraient sans doute pas homogènes dans tout le pays.

La profondeur du recul du R'W nous paraît s'expliquer en outre par la politique hésitante, faite de volte-face menée par ce parti depuis son entrée au Gouvernement. L'électeur belge n'est de plus pas attiré par des formations qui connaissent des déchirements internes.

6. On a beaucoup souligné que ces élections étaient celles du parti dominant par région : PSB en Wallonie, CVP en Flandre et FDF à Bruxelles. Certes ces trois partis sont les plus importants dans ces régions, mais ils sont beaucoup moins « dominants » qu'ils ne l'ont été dans l'histoire du suffrage universel en Belgique. Le CVP qui totalise aujourd'hui 43,92 % des voix des cantons flamands, y a recueilli jusqu'à 60,37 % (1950) et les socialistes qui atteignent en 1977 38,71 % des votes valables des cantons wallons, ont été jusqu'à 49,42 % en 1954 et ont même dépassé 51 % en 1925. Quant à Bruxelles, si le FDF y recueille aujourd'hui 34,93 %, rappelons cependant que le PSB y a atteint 45,07 % en 1954. Certes dans un pays unitaire ces pourcentages élevés frappaient moins qu'aujourd'hui, il ne faut cependant pas nier qu'ils ont été une réalité politique.

*
*
*

Nous terminions notre analyse des élections de 1971 en nous demandant si le recul des partis traditionnels était arrivé à son terme ou si les partis communautaires allaient encore progresser. Pour la Wallonie d'une part, la Flandre de l'autre, deux scrutins législatifs et une élection communale semblent bien indiquer que la progression des listes communautaires est brisée. En sera-t-il demain de même à Bruxelles ?

Summary : Analysis of the Parliamentary Elections of 1977.

The Parliamentary Elections of 17 April 1977 revealed a great stability of the body of electors and largely confirmed the result of the communal elections of 1976. On the 393 seats in Parliament (House of Representatives and Senate), only 38 went to another political family.

Nevertheless, this stability does not exclude movements ; in this context should be noted the severe set-back of the « Rassemblement Wallon » which loses nearly half of its voters. Its defeat principally benefits the Liberals and the Christian Democrats and, to a lesser extent, the Socialists.

In the Flemish region, the Socialists strengthen their position, whereas the Christian Democrats gain ground. Unexpected is the Liberals's set-back. The « Volksunie » slightly recedes.

In Brussels, FDF is undeniably successful and even exceeds its 1971 result.

Communists are losing ground all over the country.

In these elections which have been characterized by rather limited vote variations, the « communal tickets » (i.e. those based upon a single cultural group) recede, on the whole, to the benefit of the traditional parties which received a serious blow in 1971, but showed signs of a recovery as soon as 1974.





De personale keuze bij de parlementsverkiezingen van 17 april 1977 *

door Mark DEWEERDT,
in samenwerking met de Afdeling Politologie
van de KU - Leuven

★

I. Het gebruik van de voorkeurstem.

Iets meer dan de helft van het Belgisch kiezerskorps heeft bij de parlementsverkiezingen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 17 april 1977 zijn voorkeur voor een bepaalde kandidaat laten blijken. Van de 5.575.062 geldige stemmen werden er 2.801.974 of 50,26 % op de titelvoerende kandidaten uitgebracht. Meteen bereikte het voorkeurstemmenaantal, zowel in absolute als in relatieve cijfers, een nieuw (voorlopig ?) rekord en vertegenwoordigt het voor het eerst sinds 1919 meer dan de helft van het totale aantal stemmen (tabel I).

Ten opzichte van 1919 is het absolute aantal voorkeurstemmen bijna vertienvoudigd (+ 872,68 %) en het relatieve aantal meer dan driedrievoudigd (+ 204,65 %). Deze evolutie is echter niet rechtlijnig verlopen (1). Na een geringe stijging van 1919 tot 1929 en een sterke

* De cijfergegevens van de verkiezingen van 1977 zijn afkomstig van de desbetreffende processen-verbaal, die bereidwillig ter inzage werden gesteld door het ministerie van Binnenlandse Zaken. Wij betuigen hiervoor onze oprechte dank. Eventuele verschillen tussen onze gegevens en deze vermeld in het artikel van W. Fraeys, zijn het gevolg van het gebruik van ander basismateriaal : de berekeningen van de heer W. Fraeys steunen op de officieuze verkiezingsresultaten. Een aantal onnauwkeurigheden in de processen-verbaal kon door ons worden gekorrigeerd. Gegevens betreffende de verkiezingen vóór 1977 zijn overgenomen uit W. DEWACHTER, *De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel, 1967*, blz. 270-279, en uit *De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen bij de verkiezingen van 1961, 1965, 1968, 1971 en 1974*, Dokumentatiebundel nr 2, Afdeling Politologie van de KU Leuven. Voor een aantal andere gegevens werd geput uit niet-gepubliceerde documentatie van de Afdeling Politologie van de KU Leuven.

(1) Een uitvoerige beschrijving hiervan in : W. DEWACHTER, *op. cit.*, blz. 274-275.

toename in de periode 1929-1939, bracht de Tweede Wereldoorlog een breuk in de stijgingstrend mee. Na de daling van 1950, ging het gebruik van de voorkeurstem, de verkiezingen van 1958 uitgezonderd, pijlsnel de hoogte in. Gaven de verkiezingen van 1974 nog een toename met 4,10 procentpunten te zien, bij de verkiezingen van 17 april 1977 tekent zich een stabilisering af. Het absolute aantal voorkeurstemmen bij de Kamerverkiezingen klom, onder invloed van de stijging van het aantal

TABEL I
De personale keuze bij de parlementsverkiezingen sinds 1919

Verkiezing	Kamer		Senaat	
	Absoluut	%	Absoluut	%
1919	288.068	16,36	151.754	9,62
1921	300.875	15,57	163.975	8,80
1925		(*)	233.725	11,51
1929	369.235	16,55	249.525	11,45
1932	481.000	20,59	344.428	15,04
1936	557.861	23,61	425.871	18,52
1939	639.271	27,33	495.725	21,64
1946	535.189	22,62	415.404	17,76
1949	1.146.496	22,78	914.879	18,36
1950	1.007.486	20,38	778.499	15,84
1954	1.362.463	26,40	1.048.099	20,50
1958	1.386.187	26,14	1.081.997	20,57
1961	1.737.393	32,99	1.326.781	25,39
1965	2.023.118	39,04	1.656.919	32,38
1968	2.151.621	41,55	1.736.896	33,97
1971	2.415.967	45,74	1.957.468	37,56
1974	2.620.951	49,84	2.092.155	40,35
1977	2.801.974	50,26	2.244.221	40,65

(*) Gegevens over de Kamerverkiezingen van 1925 zijn niet beschikbaar.

geldige stemmen met ruim 300.000 eenheden, weliswaar met 181.023 de hoogte in (+ 6,91 %), maar in procenten uitgedrukt betekent dit een toename van slechts 0,42 procentpunten (+ 0,84 %).

Bij de Senaatsverkiezingen werd de voorkeurstem door vier kiezers op de tien gebruikt. Van de 5.521.176 geldige stemmen zijn er 2.244.221 of 40,65 % op de titelvoerende kandidaten uitgebracht. Ook hier vertegenwoordigen de voorkeurstemmen de hoogste absolute en relatieve score sinds 1919 (tabel I).

De Senaatsverkiezingen hebben sinds 1919 telkens een lager aantal voorkeurstemmen dan de Kamerverkiezingen opgeleverd. Tot 1965 bedroeg dit verschil ongeveer 6 %, sinds 1968 ca. 8 % en in 1977 bijna 10 %. Als verklaring voor het lager aantal voorkeurstemmen bij de Senaatsverkiezingen, wees W. Dewachter op het triviale feit dat er minder

kandidaten zijn voor de Senaat dan voor de Kamer (2). Omwille van dit verklaringsgegeven wordt bij de behandeling van de voorkeurstemmen naar arrondissement en naar partij enkel over de voorkeurstemmen bij de Kamerverkiezingen gesproken.

II. De voorkeurstemmen naar arrondissement en provincie.

Het gebruik van de voorkeurstem vertoont opmerkelijke verschillen van het ene arrondissement tot het andere en van de ene provincie tot de andere (tabellen II en III) : in Oudenaarde, Aarlen — Marche-en-Famenne — Bastenaken, Neufchâteau — Virton, Tongeren — Maaseik en Hasselt brachten op 17 april 1977 tweemaal zoveel kiezers als in Bergen een voorkeurstem uit.

De gebieden met veel voorkeurstemmen zijn, voor wat de verkiezingen van 1977 voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers betreft, de provincie Luxemburg met een uitloper in het arrondissement Dinant-Philippeville, Limburg met een uitloper in het arrondissement Leuven, de arrondissementen Oudenaarde, Aalst, Dendermonde, Kortrijk en Brugge. Gent-Eeklo, Roeselare-Tielt, Veurne-Oostende-Diksmuide en Doornik-Aat-Moeskroen geven een gemiddeld percentage voorkeurstemmen te zien. Een matig tot gering gebruik van de voorkeurstem komt voor in de provincie Antwerpen met een uitloper in het arrondissement Sint-Niklaas, de provincie Luik, de arrondissementen Brussel, Nijvel, Namen en Ieper, de provincie Henegouwen (behalve Doornik-Aat-Moeskroen).

In een aantal gevallen vormt de arrondissementsgrens de grens tussen gebieden met een sterk resp. matig gebruik van de voorkeurstem. Dit houdt uiteraard verband met het feit dat de aantrekkingskracht van de kandidaten beperkt blijft tot het arrondissement, daar de voordracht van kandidaten arrondissementeel gebeurt. De hoge score van het arrondissement Antwerpen in vergelijking met vorige verkiezingen, kan goeddeels worden verklaard door het grote aantal naamstemmen van L. Tindemans. Oudenaarde dankt zijn eerste plaats grotendeels aan het « voorkeurstemmenduel » tussen H. de Croo en J. Verroken. Toch is het opvallend dat er talrijke gevallen zijn waar de gebieden met een zelfde mate van voorkeurstemmen de arrondissementen-, en zelfs de provinciegrenzen, doorkruisen. Voorbeelden hiervan zijn Limburg, het centrale deel van de beide Vlaanderen, de Borinage en de Ardennen. Een verklaring hiervoor is te vinden in de lokalisatie van de partijstemmen.

(2) W. DEWACHTER, *op. cit.*, blz. 274.

TABEL II
De voorkeurstemmen naar arrondissement (Kamer)*

Arrondissement	1961	1965	1968	1971	1974	1977
Antwerpen	22,35 (25)	25,88 (28)	31,87 (25)	35,92 (24)	43,25 (22)	48,97 (17)
Mechelen	23,77 (23)	28,66 (23)	34,42 (20)	42,62 (18)	44,51 (19)	43,97 (21)
Turnhout	16,45 (30)	26,46 (26)	34,17 (27)	42,04 (19)	47,78 (18)	40,73 (25)
Gent-Eeklo	25,84 (21)	34,48 (21)	41,40 (16)	48,31 (15)	53,41 (13)	51,62 (12)
Dendermonde	34,50 (12)	38,19 (17)	38,34 (18)	49,34 (13)	54,91 (9)	56,26 (9)
Oudenaarde	44,63 (8)	48,88 (9)	53,60 (5)	68,44 (1)	69,19 (3)	69,96 (1)
Sint-Niklaas	21,81 (27)	29,72 (22)	33,25 (24)	41,61 (20)	42,04 (24)	40,91 (24)
Aalst	49,19 (1)	55,83 (5)	55,76 (4)	64,48 (4)	66,65 (4)	63,77 (6)
Brugge	47,56 (4)	50,15 (8)	44,85 (12)	53,21 (10)	58,32 (7)	53,96 (11)
Kortrijk	33,83 (13)	41,64 (14)	42,23 (13)	51,53 (11)	53,57 (12)	54,63 (10)
Veurne- Oostende- Diksmuide	46,05 (7)	51,76 (7)	49,99 (10)	55,02 (7)	53,02 (14)	50,23 (14)
Rooselare-Tielt Ieper	28,50 (19)	35,78 (19)	41,81 (15)	48,17 (16)	49,95 (16)	51,38 (13)
Hasselt	30,35 (17)	41,81 (13)	41,39 (17)	45,62 (17)	43,85 (21)	38,91 (29)
Tongeren- Maaseik	49,00 (2)	58,29 (3)	56,14 (3)	65,07 (2)	71,31 (1)	66,38 (5)
Leuven	46,16 (6)	59,72 (1)	60,05 (1)	65,03 (3)	64,22 (5)	66,53 (4)
Brussel	46,60 (5)	44,01 (12)	46,32 (11)	54,03 (8)	53,85 (11)	59,54 (8)
Nijvel	30,13 (18)	48,13 (11)	50,84 (9)	48,41 (14)	52,64 (15)	49,21 (16)
Bergen	31,74 (15)	40,01 (16)	37,88 (19)	34,40 (25)	40,29 (26)	42,62 (22)
Charleroi	19,39 (29)	20,19 (30)	22,22 (30)	25,15 (30)	27,83 (30)	32,85 (30)
Zinnik	23,05 (24)	28,26 (25)	30,58 (26)	32,13 (28)	38,35 (27)	40,38 (26)
Thulin	27,04 (20)	28,33 (24)	30,49 (27)	32,49 (27)	37,68 (29)	40,38 (27)
Doornik-Aat- Moeskroen	22,21 (26)	23,07 (29)	25,92 (29)	29,72 (29)	32,18 (29)	40,08 (28)
Luik	25,56 (21)	36,20 (18)	35,00 (21)	40,12 (23)	43,88 (20)	49,36 (15)
Hoei-Borgworm	21,04 (28)	26,12 (27)	28,11 (28)	34,39 (26)	40,90 (25)	42,49 (23)
Verviers	32,32 (14)	42,79 (15)	37,28 (20)	40,99 (21)	48,84 (17)	47,84 (19)
Aarlen-Marche- en-Famenne- Bastenaken	31,66 (16)	34,81 (20)	42,20 (14)	40,58 (22)	42,80 (23)	47,53 (20)
Neufchâteau- Virton	40,80 (10)	59,35 (2)	59,50 (2)	63,24 (5)	69,88 (2)	68,30 (2)
Namen	41,70 (9)	48,26 (10)	52,68 (6)	59,09 (6)	62,02 (6)	67,37 (3)
Dinant- Philippeville	38,41 (11)	52,03 (6)	50,96 (8)	50,00 (12)	54,89 (10)	48,96 (18)
	48,46 (3)	56,89 (4)	52,21 (7)	53,51 (9)	55,64 (8)	61,56 (7)

* Er moge aan herinnerd worden dat een aantal arrondissementen sinds 1961 wijzigingen qua grootte heeft ondergaan (vastlegging van de taalgrens; samenvoeging van gemeenten in 1977). (in % van het totale aantal geldige stemmen; tussen haakjes de rangorde van elk arrondissement).

Gebieden met een hoog voorkeurstemmengebruik zijn deze waar de CVP en de PSC veel stemmen behalen (Limburg, Luxemburg). Daar waar de PSB en de PCB hun beste resultaten boeken (Henegouwen, Luik) ligt het gebruik van de voorkeurstemmen veel lager. Het differentieel gebruik van de voorkeurstem naar de partijen toe, waarover verder wordt gehandeld, is daar zeker niet vreemd aan.

Ten slotte dient nog opgemerkt dat de lokalisatie van het gebruik der voorkeurstemmen niet conjunctureel gebonden is. Hoewel de rangorde

TABEL III
De voorkeurstemmen naar provincie (Kamer)*

Provincie	1961	1965	1968	1971	1974	1977
Antwerpen	21,55 (9)	26,52 (9)	32,80 (8)	38,43 (7)	44,70 (7)	46,32 (7)
Brabant	42,19 (3)	45,76 (4)	48,67 (4)	47,94 (6)	51,50 (6)	50,46 (6)
Henegouwen	23,21 (8)	28,05 (8)	29,51 (9)	32,48 (9)	36,89 (9)	41,02 (9)
Limburg	47,52 (1)	59,03 (1)	58,16 (1)	65,44 (1)	67,69 (1)	66,46 (2)
Luik	25,52 (7)	30,93 (7)	32,95 (7)	36,95 (8)	42,68 (8)	45,55 (8)
Luxemburg	41,21 (4)	54,45 (2)	56,47 (2)	61,40 (2)	66,39 (2)	67,89 (1)
Namen	42,26 (2)	53,86 (3)	51,43 (3)	51,31 (5)	55,17 (4)	53,52 (4)
Oost-Vlaanderen	32,84 (6)	39,93 (6)	43,83 (6)	52,57 (3)	56,04 (3)	54,68 (3)
West-Vlaanderen	37,57 (5)	44,42 (5)	44,28 (5)	51,34 (4)	52,84 (5)	51,38 (5)

* Er moge aan herinnerd worden dat enkele provinciegrenzen sinds 1961 wijzigingen hebben ondergaan (vastlegging van de taalgrens; samenvoeging van gemeenten in 1977).
(In % van het totale aantal geldige stemmen; tussen haakjes de rangorde van elke provincie).

van de ene verkiezing op de andere verschillen vertoont, kan toch een aantal konstanten worden vastgesteld. Zo blijkt uit tabel II de traditioneel hoge score van Oudenaarde, Aalst, Hasselt, Tongeren - Maaseik, Aarlen - Marche-en-Famenne - Bastenaken en Neufchâteau - Virton. Bergen, Thuin, Zinnik en Charleroi boeken daarentegen sinds 1961 de laagste scores. Terloops kan er op gewezen worden dat het maximale gebruik van de voorkeurstem sinds 1961 voorkwam in 1974, toen 71,31 % van de Hasseltse kiezers een naamstem uitbracht. Het gebruik was het laagst in het arrondissement Turnhout bij de verkiezingen van 1961 (16,45 %).

III. De voorkeurstemmen naar politieke partij.

De mate waarin de kiezers een voorkeurstem uitbrengen verschilt van partij tot partij. Deze vaststelling geldt niet enkel voor de verkiezingen van 1977, zij is merkbaar sinds 1919 (tabel IV).

Op 17 april 1977 stemde het liberale kiezerskorps het meest van alle per voorkeur, namelijk voor 59,51 %. Daarmee wordt het kristen-demokratische kiezerspubliek van de eerste plaats, die het sinds 1965 bekleedde, verdrongen, hoewel zijn voorkeurstemmengebruik (58,31 %) niet erg veel verschilt van dat der liberale kiezers. Op de derde plaats komt de Volksunie, wier kiezers voor iets meer dan de helft (51,83 %) een voorkeurstem uitbrachten. Op een respectabele afstand van de VU komt het kiezerskorps van de BSP-PSB (39,70 %), gevolgd door de FDF/RW-kiezers (36,84 %). Met 30,14 % voorkeurstemmen komt de KPB-PCB op de zesde plaats.

De stemmen van de andere partijen zijn voor 36,73 % voorkeurstemmen. Voor de belangrijkste onder hen is dit percentage: Partei der

Deutschsprachigen Belgier (PDB) : 58,07 ; RAL : 44,00 ; AMADA : 35,07 ; de Ecologie-lijsten in Wallonië en Agalev in Antwerpen behalen 25,74 % voorkeurstemmen. De voorkeurstemmenpercentages voor de verscheidene partijen volgen in hun evolutie getrouw het algemeen evolutieschema : lichte stijging van 1919 op 1929, sterke stijging van 1929 op 1939, aanzienlijke daling tot 1950, om vanaf dat keerpunt en tot 1974 zeer sterk toe te nemen. De stagnering van het totale aantal voorkeurstemmen bij de verkiezingen van 1977 is de resultante van een procentuele daling van het voorkeurstemmengebruik bij CVP-PSC, FDF/

TABEL IV

Evolutie van de voorkeurstemmen naar partij
(Kamer van volksvertegenwoordigers ; in procenten)

Verkiezing	Katholieken	Socialisten	Liberalen	Vlaams Nationa- lijsten	FDF-RW	Kommu- nisten
1919	24,53	6,51	20,26	10,03		
1929	23,27	6,54	25,45	15,62		10,29
1939	38,08	12,88	31,78	28,74		14,05
1950	26,80	10,40*	26,54*	(a)		9,68
1958	32,21	14,46*	36,78*	28,49		12,25
1961	42,05	19,06	46,76	32,57		17,42
1965	47,53	27,25	46,43	39,45	27,29**	21,14
1968	53,98	28,32	50,23	38,08	25,48	20,10
1971	58,13	36,18	54,88	45,48	26,06	27,73
1974	61,72	39,24	57,20	48,40	38,45	31,21
1977	58,31	39,70***	59,51	51,83	36,84***	30,14

* Omwille van de socialistisch-liberale verkiezingskoalitie in Limburg en Luxemburg werd geen rekening gehouden met deze provincies.

** Hierin zijn verrekend de voorkeurstemmen van het FDF in het kiesarrondissement Brussel (31,77 %), van het Front Démocratique Wallon in Nijvel (40,18 %), van het Front Wallon in alle arrondissementen van de provincie Henegouwen (17,96 %) en van de Parti Wallon des Travailleurs in de arrondissementen Luik en Verviers (20,65 %).

*** Omwille van de koalitie tussen PSB en RW in Luxemburg werd geen rekening gehouden met deze provincie.

(a) Percentage van de Vlaamse Concentratie in 1949 : 40,50. De 8.238 voorkeurstemmen van Van Dieren in Brussel vertegenwoordigen hiervan 7,93 %.

RW en KPB-PCB, en een stijging bij BSP-PSB, PVV-PRLW-PL en VU. De globale stijgingstrend kwam bij de diverse partijen niet in dezelfde mate aan bod. Waar de socialistische kiezers in 1919 bijna vier maal minder dan de katholieke per voorkeur stemden, doen zij dit in 1977 slechts ongeveer 1,5 keer minder. Toch blijft het verschil tussen de BSP-PSB en de PVV-PRLW-PL, CVP-PSC en VU, wier kiezers voor meer dan de helft een voorkeurstem uitbrengen, nog aanzienlijk. Deze vaststelling geldt ook voor FDF/RW en KPB-PCB. Laatstgenoemde kon overigens slechts een miniem deel van haar achterstand inlopen.

IV. De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen.

Zoals bij vorige parlementsverkiezingen het geval was, publiceerden de meeste kranten na 17 april 1977 een « hitparade » van de parlementsleden op basis van het aantal behaalde voorkeurstemmen. Reeds in 1967 heeft W. Dewachter er op gewezen dat de *absolute aantallen* voorkeurstemmen een slechte indicator van voorkeur zijn (3). Zij laten de grootte van het arrondissement, de grootte van de partij en de respectieve sterkte van de partijen in de verscheidene arrondissementen volledig doorspelen, daar waar deze konstant zouden moeten worden gehouden. Terecht schrijft Knack: « Te lang hebben de mensen zich blind gestaard op absolute aantallen voorkeurstemmen » (4). Minder gerechtvaardigd is de bewering: « Waarnemers (...) vergelijken nu plichtsgetrouw het aantal opgehaalde voorkeurstemmen van iemand, met het aantal uitgebrachte stemmen in zijn arrondissement » (5). Hoewel Knack ook deze berekeningswijze in vraag stelt, wordt zij toch als grondslag gebruikt bij de opstelling van een lijst van de meest populaire politici. Deze rekenmethode dient nochtans te worden afgewezen.

Inderdaad, het in relatie brengen van de voorkeurstemmen tot het totaal aantal geldige *stemmen in het arrondissement*, houdt weliswaar rekening met het eerste bezwaar tegen het gebruik van absolute aantallen (grootte van het arrondissement), maar blijft de voorkeurstemmen in de kleine partijen tot zeer gering in omvang herleiden, en de sterkte van de diverse partijen in het arrondissement veronachtzamen. Het percentage van de voorkeurstemmen tot het *arrondissementeel kiescijfer* van de partij ontkomt wel aan de drie bezwaren tegen het gebruik van het absoluut aantal voorkeurstemmen, maar schenkt ook geen volledige bevrediging. Deze werkwijze houdt immers geen rekening met de sterkere binnenpartijdige competitie om de voorkeurstemmen in de grote kiesarrondissementen, met de grotere sociale afstand tussen kandidaat en kiezer in de grote arrondissementen en met het machtsaspect van een groot aantal voorkeurstemmen.

Omdat ook een rangordekombinatie van absolute en relatieve cijfers te veel aan informatie verliest om nuttig te kunnen worden gebruikt, zocht W. Dewachter naar een combinatie van absolute en relatieve cijfers, die wel de voordelen maar niet de nadelen van deze cijfers inhoudt. Deze werd grotendeels gevonden in de 500-voorkeurschaal.

(3) W. DEWACHTER, Over het rekenen met de voorkeurstemmen in de wetgevende verkiezingen, in *Política*, 1967, 3, blz. 205-217. Dit artikel geeft een omstandige uiteenzetting van de hier ontwikkelde beschouwingen en de voorgestelde rekenmethode.

(4) Knack, 27 april 1977, blz. 18.

(5) Idem.

Volgens deze berekeningswijze wordt de schaalwaarde van de kandidaten als volgt vastgesteld :

$$\text{Schaalwaarde} = \frac{\text{absoluut aantal voorkeurstemmen van de kandidaat}}{500} + \frac{\text{absoluut aantal voorkeurstemmen van de kandidaat} \times 100}{\text{arrondissementeel kiescijfer van de partij}}$$

Een soortgelijk meetinstrument is de 1000-voorkeurschaal, waarbij het absoluut aantal voorkeurstemmen niet door 500 maar door 1000 wordt gedeeld. Op basis van de verkiezingsuitslagen van 10 maart 1974 werden korrelaties berekend tussen de resultaten van de 500- en de 1000-voorkeurschaal enerzijds en de grootte van het kiesarrondissement en de elektorale sterkte van de partij anderzijds.

Het resultaat ervan is hieronder aangegeven.

	Voorkeurschaal	
	500	1000
Grootte van het kiesarrondissement . . .	— 0.16	— 0.26
Elektorale sterkte van de partij . . .	— 0.15	— 0.27

In geen van beide schalen zijn, blijkens deze berekeningen de grootte van het kiesarrondissement en de elektorale sterkte van de partij volledig konstant gehouden. Groot is de fout echter niet, gezien de kleine waarde van de korrelatiecoëfficiënten voor de 500-voorkeurschaal. Deze houdt duidelijk meer variabelen konstant dan de 1000-voorkeurschaal en is bijgevolg te verkiezen, hoewel zij — althans volgens de cijfers van 1974 — een licht boni blijkt te geven aan de kleine partijen, gezien de negatieve korrelaties met de grootte van het arrondissement of partij.

Een rekenkundig en statistisch perfekt meetinstrument is de 500-voorkeurschaal zeker niet. Haar belangrijkste argument is dat zij duidelijk heel wat beter is dan de tot nog toe bestaande en gebruikte metingen. Een bijkomend voordeel is dat zij vergelijkingen toelaat naar verschillende soorten verkiezingen en naar tijd.

In tabel V zijn de op 17 april 1977 verkozen leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (aangeduid met de letter K) en de rechtstreeks verkozen senatoren (aangeduid met de letter S) gerangschikt naar hun schaalwaarde op de 500-voorkeurschaal. Om enige vergelijking met vorige verkiezingen mogelijk te maken, zijn in tabel VI de scores van de eerste twintig gerangschikten der parlementsverkiezingen van 1961, 1965, 1968, 1971 en 1974 opgenomen (6).

(6) Een volledig overzicht hiervan in : *De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen bij de verkiezingen van 1961, 1965, 1968, 1971 en 1974.*

TABEL V

De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen

(K) L. Tindemans	325,01	(K) D. Claeys	60,75
(S) J. Chabert	160,81	(S) H. Lahaye	60,75
(K) W. de Clercq	133,54	(K) G. Monard	60,63
(K) W. Claes	121,73	(S) W. Jorissen	60,54
(K) W. Martens	120,38	(K) M. Plasman	59,83
(S) R. de Backer-Van Ocken	119,02	(K) L. Vansteenkiste	59,83
(K) Ch. Cornet d'Elzius	107,20	(K) M. Remacle	59,68
(S) A. Humblot	106,96	(S) C. Smitt	59,63
(K) H. Schiltz	106,01	(K) V. Verberckmoes	59,40
(S) F. Vangronsveld	105,03	(S) W. Persyn	58,50
(S) M. Toussaint	103,03	(S) E. Cooreman	57,86
(K) P. vanden Boeynants	102,32	(S) Y. du Monceau de Bergendal	56,84
(S) E. Cuvelier	101,71	(K) A. Bertouille	56,77
(K) D. van Renterghem-D'Haeseleer	101,25	(S) J. de Graeve	56,35
(S) A. Lavens	93,62	(K) D. Coens	56,12
(K) H. de Croo	92,74	(K) L. Defosset	55,50
(K) M. Eyskens	90,92	(K) H. Boel	55,19
(K) J.P. Grafé	86,66	(K) A. Kempinaire	55,10
(S) J. Daems	84,74	(S) R. Vandekerckhove	54,97
(K) F. van Acker	83,88	(K) M. Bode	54,29
(K) J. Verroken	83,48	(K) W. Kulpers	53,94
(K) J. Lonsens	83,35	(K) L. Remacle	53,85
(K) M. Bourry	79,24	(S) R. Windels	53,52
(K) Fr. François	77,90	(S) G. Spitaels	53,25
(S) W. Verleysen	77,26	(K) A. Lernoux	52,79
(K) A. Califice	76,83	(K) M. Olivier	52,65
(S) H. Cugnon	75,68	(K) F. Grootjans	52,64
(S) Ch. Hanin	75,50	(K) G. Sprockeels	52,03
(K) J. Michel	74,35	(K) E. Vansteenkiste	51,52
(S) A. Lagasse	73,91	(K) P.H. Gendebien	51,37
(S) G. Nommerency	73,60	(S) J. van Offelen	51,36
(S) J. Pede	72,56	(K) M. Rutten	51,34
(S) M. Coppieters	72,01	(S) P. de Clercq	51,27
(S) W. Vernimmen	71,19	(S) A. Lagae	51,17
(K) R. van Elslande	70,92	(S) J. Gillet	51,16
(K) L. Dhoore	70,06	(K) L. Kelchtermans	50,85
(K) H. Simonet	70,00	(S) J. Bascour	49,52
(K) F. Colla	69,92	(S) G. Cudell	49,07
(K) Ch. Poswick	69,69	(S) E. Jeunehomme	49,04
(S) H. Hanquet	69,47	(K) R. Denison	48,65
(S) J. Ferir	69,20	(K) R. Bonnel	48,15
(S) G. Gramme	68,42	(K) M. Babylon	48,06
(S) C. de Clercq	68,08	(K) G. Boeykens	48,03
(S) E. Lacroix	68,02	(K) J. Dupré	48,02
(K) A. Damseaux	67,93	(K) H. Piarret	47,77
(K) E. Leburton	67,89	(K) M. Galle	47,42
(S) R. Vannieuwenhuyze	67,84	(K) G. Devos	46,48
(S) E. Vandersmissen	66,67	(S) I. Petry	45,67
(K) A. Laridon	65,57	(S) O. Carpels	44,99
(K) R. Gheysen	63,63	(K) G. Schyns	44,81
(S) J. Verhaegen	63,58	(K) G. Mundeleer	43,79
(K) L. Olivier	63,47	(S) J. van Canneyt	43,66
(K) L. Vanvelthoven	62,58	(K) P. de Keersmaecker	43,55
(K) R. Nols	62,56	(S) M. Vandewiele	43,44
(S) A. de Rore	62,26	(K) N. van der Eecken-Maes	43,37
(K) Ch. F. Nothomb	62,09	(K) P. van der Niepen	43,20
(S) M. van Herreweghe	62,07	(K) E. Knoops	43,03
(K) A. Cools	62,02	(K) A. de Winter	43,00
(K) J. Gol	61,61	(K) V. Anclaux	42,62
(K) J. Delhayé	61,42	(K) M. Wathélet	41,89

De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen (vervolg van Tabel V)

(K) W. Desaeyere	41,69	(K) Y. Yliffeff	28,66
(S) F. Delmotte	41,36	(S) O. van Ooteghem	28,45
(S) A. Boogaerts	40,94	(K) A. Ducobu	28,43
(K) V. Barbeaux	40,68	(K) A. d'Alcantara	28,24
(K) G. Nyffels	40,56	(K) L. de Grève	27,98
(K) R. Otte	39,44	(S) J. Hoyaux	27,70
(K) R. Urbain	39,10	(K) J. Somers	27,52
(K) R. Devos	38,81	(S) E. Duvieusart	27,38
(K) E. Vankeirsbilck	38,78	(S) M. Stassart	26,92
(K) J. Caudron	38,77	(K) P. Deschamps	26,82
(K) J. Valkeniers	38,66	(S) P. Bertrand	26,80
(K) Gh. Willems	37,98	(S) H. de Bruyne	26,64
(S) P. Mainil	37,60	(S) P. Akkermans	28,38
(S) C. Goor	37,26	(S) F. Vanderborght	26,31
(S) H. Parotte	36,80	(K) R. Gondry	26,23
(K) R. Hulet	36,26	(K) L. Outers	26,21
(K) O. de Mey	36,16	(K) L. Hurez	26,15
(S) F. Cuveller	36,15	(K) G. Mathot	25,87
(K) J. Poortmans	35,60	(K) J. van Dessel	25,50
(K) R. Jérôme	35,32	(S) J. Vergeylen	25,25
(K) W. Burgeon	35,03	(K) F. Tanghe	24,16
(K) L. Bauwens	35,00	(S) L. Lindemans	23,83
(K) G. Temmerman	34,90	(K) J. Ramaekers	23,32
(S) F. Houben	34,82	(K) L. Sels	23,27
(K) E. Desutter	34,09	(K) E. Flamant	22,94
(K) C. Moors	34,09	(S) A. Canipel	22,93
(K) A. Scokaert	33,92	(K) H.F. van Aal	22,76
(S) E. Lecocq	33,41	(S) H. Goemans	22,32
(K) A. Dequae	33,32	(S) M. Capoen	21,90
(S) M. Bury	32,93	(K) L. van Geyt	21,79
(K) L. Tobback	32,75	(K) B. Risopoulos	21,66
(K) R. Delizée	32,74	(K) R. Moreau	21,45
(S) L. Claes	32,71	(S) A. van Nevel	21,21
(S) R. Basecq	32,56	(S) F. Janssens	21,08
(S) A. de Muyter	32,56	(K) R. de Wulf	21,00
(K) A. van Lent	32,47	(K) A. Bertrand	20,46
(K) F. Baert	32,42	(K) P. Rouelle	20,35
(K) J. Picron	32,40	(K) M. Levaux	19,83
(S) J. de Seranno	32,35	(K) L. Tyberghien-Vandenbussche	19,80
(S) J. Kevers	32,17	(S) A. Poffé	19,35
(K) M. Vreven	32,08	(S) A. Verblst	19,20
(S) W. Calewaert	32,01	(K) P. van Grembergen	19,19
(S) P. de Stexhe	32,01	(K) R. Marchal	19,17
(K) E. Gilne	31,66	(K) A. Diegenant	19,15
(S) T. Smeers	31,34	(K) G. Desir	18,96
(K) A. Claes	30,92	(K) J. Adriaenssens-Huybrechts	18,68
(K) J. Belmans	30,88	(K) R. Uyttendaele	18,57
(K) L. Hanotte	30,57	(K) J. Defraigne	18,53
(K) E. Raskin*	30,36	(K) R. Peeters	18,42
(K) G. Verhaegen	30,34	(S) C. Verhasselt	18,14
(K) W. Geldolf	30,14	(K) A. Rutten	17,63
(S) L. Croux	29,82	(K) R. Beauchier	17,35
(K) J. Henckens	29,83	(S) J. Pirmolin	17,35
(K) F. Persoons	29,58	(S) A. Lagneau	17,18
(S) R. Gillet	29,30	(S) J. Dulac	17,05
(S) F. Boey	29,18	(K) K. Poma	16,47
(K) R. van Rompaey	29,13	(S) R. Dussart	15,87

* De heer Raskin nam ontslag als Kamerlid ten voordele van de heer J. Gabriëis (voorkeurstemmenvoet 52,09) en werd provinciaal senator.

De parlementsleden naar hun voorkeurstemmen (vervolg van Tabel V)

(K) G. Pierard	15,66	(K) R. Steyaert	8,97
(K) P. de Vlies	15,56	(K) G. Delruelle	8,60
(K) P. de Kerpel	15,23	(S) M. Busiau	8,45
(K) J. Perdieu	14,90	(K) H. Brouhon	8,37
(K) A. Magnée	14,77	(S) L. Radoux	8,10
(K) J. Desmarets	14,68	(K) J. Mangelschots	8,06
(S) A. Meunier	14,61	(K) K. Blanckaert	7,95
(K) L. Danschutter	14,41	(K) E. Baldewijns	7,91
(K) A. Deneir	14,14	(S) M. Payfa	7,82
(S) L. Mathieu-Mohin	14,08	(K) F. Dupont	7,78
(K) P. Peeters	14,05	(K) B. Cools	7,17
(K) M. Harmegnies	13,75	(K) J. Colin	6,94
(S) F. Donnay	13,48	(K) G. Onkelinx	6,85
(S) Ch. Bailly	13,45	(K) A. Smets	6,70
(S) G. Turf-De Munter	13,39	(K) H. Deruelles	6,69
(S) R. Gijs	13,33	(K) S. Kubla	6,41
(S) Ch. Em. van de Put	13,25	(K) H. Weckx	5,82
(S) B. Maes	13,20	(S) M. Panneels-Van Baelen	5,81
(S) J. Lepaffe	13,19	(K) A. Baudson	5,79
(K) A. Coppieters	12,92	(K) G. Clerfayt	5,58
(K) A. Spaak-Danis	12,92	(K) J.M. Dehousse	5,39
(S) W. Leemans	12,65	(K) A. Degroeve	5,26
(K) L. Tibbaut	12,60	(K) F. Cauwenberghs	5,20
(S) M. de Padt	12,49	(K) T. Declercq	4,96
(K) L. Lenaerts	12,34	(K) Y. Biefnot	4,90
(K) M. Hansenne	12,12	(K) F. Helguers	4,81
(K) F. Hubin	11,97	(K) F. Swaelen	4,78
(K) C. Boerhaeve-Derycke	11,14	(K) A. van der Biest	4,55
(K) Ph. Maystadt	11,00	(K) J. van Cauwenberghe	4,40
(K) F. Demeulenaere-Dewilde	10,86	(K) A. Mook	4,40
(K) B. Anselme	10,84	(K) R. Mattheyssens	4,08
(K) R. Leclercq	10,72	(K) J. van Elewyck	4,04
(S) J. van den Eynden	10,34	(K) L. Detlège	3,96
(K) G. Brénez	10,30	(K) Cl. Dejardin	3,72
(K) H. Suykerbuyk	10,20	(K) G. Dielens	3,72
(K) F. Guillaume	10,17	(K) L. Bernard	3,13
(K) W. Demeester-De Meyer	10,11	(K) J. Demeyere	3,10
(K) L. van den Brande	9,60	(K) A. de Beul	2,96
(K) W. Content	9,73	(K) P. Havelange	2,91
(K) M. de Wewele	9,60	(K) G. Brasseur	2,64
(S) J. Wijninckx	9,20	(K) L. Hancké	2,55
(K) G. Schrans	9,15	(K) M. Malnguet-Banneux	2,10

Het onderzoek naar de determinanten van de voorkeurstemmen is nog onvoldoende ver gevorderd om min of meer sluitende verklaringen inzake de motivering van de voorkeurstem te geven. Factoren die een invloed kunnen hebben op het behalen van voorkeurstemmen zijn de sociale afstand, het aantal kandidaten, de lokale elektorale positie, de politieke activiteit, de persoonlijke propaganda, de partijpropaganda (eventueel tegen het gebruik van de voorkeurstem), politieke akkulturatie en rijpheid, participatie-moeheid, politieke socialisatie. Voor twee factoren is enig bewijsmateriaal voorhanden. Tussen het in 1970 door 69 Nederlandstalige leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verstrekte dienstbetoon (uitgedrukt in zitdaguren per maand) en de door hen in 1971

TABEL VI

**De eerste twintig parlementsleden naar hun voorkeurstemmen
bij de verkiezingen van 1961, 1965, 1968, 1971 en 1974
(meetinstrument : 500-voorkeurschaal)**

1961		1965	
(K) P.H. Spaak	145,6	(S) N. Hougardy	122,6
(K) P. vanden Boeynants	141,8	(K) L. D'Haeseleer	119,6
(K) L. D'Haeseleer	113,1	(S) O. Vanaudenhove	111,2
(S) O. Vanaudenhove	101,1	(K) P. vanden Boeynants	101,6
(S) A. Versé	74,5	(K) J. van Offelen	88,1
(S) M. van Hemelrijck	68,6	(K) P.H. Spaak	84,9
(S) E. Machtens	68,3	(S) M. Toussaint	77,1
(K) J. van Offelen	67,4	(S) H. Lahaye	77,0
(S) P. Nothomb	66,0	(S) J. Piers	76,0
(K) J. Evrard	64,3	(S) E. Cuvellier	71,2
(S) N. Hougardy	63,0	(K) J. Verroken	70,0
(K) J. Verroken	62,3	(S) A. de Clerck	65,6
(K) L. Martens	62,1	(S) G. de Paep	64,7
(S) A. Bogaert	61,1	(K) E. de Gent	64,3
(K) A. Saintralnt	57,4	(K) F. Colla	63,1
(K) F. Vandamme	56,7	(S) G. Eyskens	62,9
(K) J. Piers	54,5	(K) E. Jeunehomme	60,6
(S) E. de Schaetzen	50,7	(K) D. Claeys	59,1
(K) J. Meyers	50,3	(S) R. Vreven	58,5
(K) E. Charpentier	48,7	(K) L. Martens	58,4
1968		1971	
(K) P. vanden Boeynants	281,10	(K) P. vanden Boeynants	154,94
(K) W. de Clercq	111,68	(K) W. de Clercq	140,09
(K) L. D'Haeseleer	109,47	(K) L. D'Haeseleer	121,46
(S) O. Vanaudenhove	106,39	(S) O. Vanaudenhove	112,67
(S) M. Toussaint	106,07	(S) F. Vangronsveld	105,85
(S) N. Hougardy	103,66	(S) M. Toussaint	94,87
(S) J. Piers	92,82	(S) A. Lagasse	93,61
(S) C. Héger	87,61	(S) E. Cuvellier	92,72
(K) J. Verroken	84,51	(K) W. Claes	92,53
(S) F. Vangronsveld	83,33	(K) L. Namèche	91,22
(K) J. van Offelen	82,43	(K) C. Hanin	89,96
(K) C. Poswick	79,15	(K) L. Tindemans	88,60
(S) P. Struye	77,63	(K) H. Simonet	86,73
(S) E. Cuvellier	73,19	(S) G. Eyskens	86,07
(S) A. Lagasse	69,18	(K) J. Verroken	85,19
(K) H. Simonet	67,98	(K) H. de Croo	84,30
(S) E. Machtens	66,97	(K) F. Vandamme	81,59
(K) H. de Croo	65,55	(S) W. Verleysen	77,26
(K) G. Devos	63,07	(K) J. de Saeger	76,70
(K) A. Humblot	61,56	(S) E. Machtens	75,17
1974			
(K) L. Tindemans	207,75	(S) E. Cuvellier	95,92
(K) W. de Clercq	168,80	(K) J.P. Grafé	94,65
(S) J. Chabert	147,28	(K) W. Martens	94,22
(K) W. Claes	132,45	(S) P. de Paepe	93,68
(K) P. vanden Boeynants	126,24	(K) H. de Croo	93,19
(K) L. D'Haeseleer	124,75	(S) J. Daems	89,21
(S) F. Vangronsveld	111,98	(S) C. Hanin	87,25
(S) H. Toussaint	104,64	(K) J. Verroken	87,07
(K) L. Namèche	101,60	(K) F. van Acker	84,98
(S) A. Lagasse	97,06	(K) P. Ghijsbrecht	84,59

behaalde voorkeurstemmen (uitgedrukt in de 500-voorkeurschaalwaarde) bestaat een korrelatie van + 0,46 (7).

Signifikanter is de relatie tussen de politieke positie en de behaalde voorkeurstemmen. Onderzoek op de resultaten van de parlementsverkiezingen van 7 november 1971 gaf daarvoor een korrelatiecoëfficiënt van + 0,61 te zien (8). Het feit dat in 1977 de eerste twintig gerangschikte voorkeurstemmenbehalers twaalf ministers of staatssecretarissen uit de periode tussen de verkiezingen van 1974 en 1977 (Tindemans, Chabert, De Clercq, De Backer, Cornet d'Elzuis, Humblet, Toussaint, Vanden Boeynants, Lavens, De Croo, Eyskens, Grafé) en drie partijvoorzitters (Martens, Claes, Schiltz) voorkomen, is een duidelijke illustratie van het impact van de politieke positie op het behalen van voorkeurstemmen.

Ten slotte dient nog te worden gewezen op het effect van de voorkeurstemmen. De konklusie van W. Dewachter in 1967, dat het kiezerskorps door het beperkt gebruik van de voorkeurstem zichzelf de macht ontzegt de volgorde van de kandidatenlijsten te wijzigen, is nog steeds geldig (9). Weliswaar kan het gebruik van de voorkeurstem niet meer zo beperkt als in 1967 worden genoemd (van 39,04 % in 1965 liep het op tot 50,26 % in 1977), maar de kiezer blijft zich de mogelijkheid ontzeggen uit de partijkandidaten de volksvertegenwoordigers en de rechtstreeks verkozen senatoren aan te wijzen. Inderdaad, niettegenstaande één op de twee uitgebrachte stemmen een voorkeurstem was, werd bij de verkiezingen van 17 april 1977 geen enkele volksvertegenwoordiger en geen enkele senator buiten de nuttige volgorde aangewezen (10). Wel kreeg in een aantal gevallen een lager gerangschikte kandidaat eerder een zetel toegewezen dan een hoger gerangschikte, doch het uiteindelijke resultaat bleef hetzelfde : de nuttige volgorde, als geheel, bleef behouden. Ook in het gebruik der voorkeurstem bevestigde de kiezer op 17 april 1977 de door de politieke elites samengestelde kandidatenlijsten.

Summary : The preferential vote at the general elections.

At the general elections, the Belgian voter has the possibility to bring out either a vote for a party (a liste-vote) or a vote for a candidate of

(7) M. DEWEERDT, *Funkties en disfunkties van het dienstbetoon door parlementsleden*, blz. 68. Eindverhandeling KU Leuven, 1975.

(8) Afdeling Politologie van de KU Leuven. *Het nut van een miljoenenpropaganda*, blz. 33.

(9) W. DEWACHTER, *De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het Belgisch politiek bestel*, blz. 158-166 en 277-279.

(10) Bij de verkiezingen van 1961, 1965, 1968, 1971 en 1974 werden respectievelijk 5, 2, 4, 2 en 3 kandidaten buiten de nuttige volgorde verkozen.

the party (a preferential vote). At the general elections of April 17, 1977 for the House of Representatives the voters have voted for 50,26 % by preference, whereas for the Senate 40,65 % of them have done so.

The use of preferential votes is varying from one electoral district to another: from 69,96 % in the district of Oudenaarde to 32,85 % in Bergen. There is also a difference from one political party to another. The highest percentage is obtained by the PVV-PLP (liberal party) : 59,51 % ; the lowest by the KPB-PCB (communist party) : 30,14 %. The preferential votes individual candidates obtain differ widely, pointing out not only their popularity but also to a certain extend their political power.



Simulatie van een meerderheidsstelsel in België

door Luc HOLVOET,

Assistent aan de afdeling Politologie
van de Katholieke Universiteit te Leuven.

★

Ieder democratisch land heeft zijn eigen wijze om zijn volksvertegenwoordiging aan te duiden en ook zijn eigen manier om het land te regeren. Dat tussen beide -nl. het toewijzen van de zetels aan verschillende partijen en wijze waarop een regering is samengesteld en aan de macht komt — een sterke band bestaat is voor ieder die ietwat met verkiezingssystemen vertrouwd is, duidelijk (1). In ons land wordt sedert de wet van 23 december 1899 het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging toegepast. De grondwetsherziening van 1921 heeft zelfs dit kiesstelsel grondwettelijk vastgelegd in artikel 48 dat stelt dat « De verkiezingen geschieden volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging dat door de wet wordt vastgesteld » waardoor dit stelsel niet zo maar met een eenvoudige wet te veranderen is.

Het is bijgevolg duidelijk dat het in de volgende bladzijden slechts om een simulatie kan gaan zonder direkte relevantie t.a.v. het Belgische politiek bestel maar waardoor niettemin het belang en de consequenties van een kiesstelsel t.a.v. een gesegmenteerde samenleving als de Belgische kunnen worden aangetoond.

Hiermee is dan ook gezegd dat de grondwettelijke beveiliging van het systeem van evenredige vertegenwoordiging niet zonder belang is daar verkiezingssystemen alles behalve neutraal zijn ten opzichte van de manier waarop het politieke leven zich in een bepaalde natie ontwikkelt.

Achter ieder verkiezingssysteem steekt een bepaalde visie op de parlementaire democratie. Bij de evenredige vertegenwoordiging heeft men

(1) Zie hiervoor M. DUVERGER, *L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique*, Parijs, 1950, pp. 11-68.

een min of meer, alnaargelang het gebruikte systeem van evenredige vertegenwoordiging, korrekte weergave van de opinies die leven bij de verschillende lagen van 's lands bevolking. Een dergelijk systeem kan (2) aanleiding geven tot een menigvuldigheid van relatief kleine partijtjes met de daaruitvoortvloeiende regeringsinstabiliteit. Bij het stelsel van relatieve meerderheid naar Engels voorbeeld — want daar gaat het in deze studie om — worden de onderscheiden opinies zoals die bij het stemmen worden tot uitdrukking gebracht niet op dezelfde wijze gerepresenteerd in het parlement. Dit systeem maakt wel de kansen groter om een stabiele regeringsmeerderheid te verwerven.

We zullen nu verder nagaan hoe de politieke kaarten zouden liggen bij de invoering van een kiesstelsel waarbij de verkozenen worden aangeduid door middel van het enkelvoudig meerderheidsstelsel met één stembuurt en tevens welke consequenties een dergelijk stelsel zou kunnen hebben voor het verder functioneren van ons politiek bestel.

Werkwijze.

De resultaten van de verkiezingen van 17 april 1977, die werden bekomen binnen het stelsel van kiesarrondissementen dat deel uitmaakt van ons systeem van evenredige vertegenwoordiging, moeten worden getransformeerd naar een distriktenstelsel met één verkozenen — hetzij bij relatieve of absolute meerderheid — per distrikt.

Dit houdt in dat ons land moet worden ingedeeld in 212 gelijkwaardige kiesdistrikten die de eenheid vormen waarin het totaal der uitgebrachte stemmen wordt vertaald naar zetels toe (3). Gelijkwaardige betekent in dit geval dat ieder distrikt evenveel inwoners of ook kiezers moet tellen zodat de stem van elke burger in een gelijke verhouding staat tot diegene die wordt verkozen. Voor ons land zou een kiesdistrikt moet overeenkomen met circa 45.500 inwoners. Er doen zich echter problemen voor die het zeer moeilijk maken het land in te delen in 212 dergelijke gelijkwaardige distrikten. Allereerst hebben we hetzelfde aantal te bevestigen zetels per provincie behouden als bij het huidig stelsel van proportionele verdeling; dit betekent dat in de provincie Namen 1 zetel staat voor 47.570 inwoners daar waar in de provincie Henegouwen 41.628 inwoners reeds goed zijn voor een zetel. Daarnaast zijn we verplicht te werken

(2) Van belang in dit verband is het al of niet ingebouwd zijn van sperclausules zoals de 5% regel in de Bondsrepubliek en in mindere mate het quorum België.

(3) D.W. RAE, *The political consequences of electoral laws*, New Haven, 1971, p. 19.

met de kieskantons het laagste niveau waarop de stemmen die de diverse partijen hebben bekomen bekend zijn. In totaal zijn er wel 208 kieskantons, waardoor het cijfer der 212 kiesdistrikten wordt benaderd, maar die zijn allerminst gelijkwaardig. Het kanton Fauvillers in de provincie Luxemburg telt slechts 1.642 inwoners wat ongeveer genoeg is voor één dertigste van een zetel, terwijl het kanton Antwerpen alleen al 274.520 inwoners telt wat goed is voor zes zetels. Vooral deze grote kantons vormen ons grootste probleem omdat we niet in alle gevallen over de mogelijkheid beschikken deze kantons onder te verdelen in gelijke samenhangende kiesdistrikten. We hebben gepoogd om op basis van de verdeling van de stemmenpercentages over de diverse partijen bij de huidige en vroegere parlementsverkiezingen alsook met behulp van de uitslagen van de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 1976 in de gemeenten die deel uitmaken van het kanton, tot een zo nauwkeurig mogelijke toekenning van de zetels op basis van de principes van het meerderheidsstelsel te komen in die kantons waarvan het aantal inwoners recht geeft op meer dan een zetel. Vooral een aantal kieskantons gevormd door de grote steden waar de stemmenpercentages van de onderscheiden partijen dicht bij elkaar liggen leveren problemen op bij de toekenning van de zetels ; voor een paar waaronder het kanton Antwerpen zijn we er wel in geslaagd de deeluitslagen op basis van de wijken te bemachtigen. We zijn er niet ingelukt alle twijfelgevallen op te lossen, daarom worden telkens twee getallen opgenomen nl. het meest waarschijnlijk aantal bekomen zetels en het minst waarschijnlijk maar toch mogelijk aantal zetels.

Ook zijn we er niet in geslaagd, daar we moesten werken met reeds voorafgevormde kieskantons, het inwonersaantal van alle distrikten gelijk te houden. Op die manier moesten 19 % der zetels, toegekend worden in distrikten met meestal iets meer dan 50.000 inwoners en 16 % der zetels in distrikten met een weinig minder dan 40.000 inwoners ; in een zeldzaam geval waren de afwijkingen groter bv het distrikt Halle met 65.199 en Dinant met 30.939 inwoners per zetel.

Het was tevens van belang de kiesdistrikten zo objectief mogelijk uit te tekenen, want de mogelijkheden van het « gerrymanderen » (4) zijn allom bekend. Om een zo groot mogelijk objectiviteit te bereiken werden los van elke referentie naar de uitslag eerst de kiesdistrikten op een kaart uitgetekend waarbij enkel een zo gelijk mogelijke verdeling van het aantal inwoners per distrikt richtinggevend was.

(4) Selektieve uittekening van de kiesdistrikten zodat bepaalde partijen worden bevoorreed.

De resultaten.

De resultaten worden, per provincie, vergeleken met deze die de diverse partijen konden verwerven door middel van het stelsel der proportionele vertegenwoordiging bij de laatste verkiezingen.

In West-Vlaanderen gaan hoogst waarschijnlijk de 23 zetels alle naar de CVP ; er bestaat evenwel een kleine kans dat 1 van de 2 zetels van het distrikt Oostende zou toegewezen worden aan de BSP. Vergelijken met het huidig systeem zou dit voor de CVP een winst van 12 (of 11) zetels betekenen ; voor de BSP een verlies van 6 (of 5) zodat deze partij er in het beste geval nog 1 overhoudt. De stemmen bekomen door de andere partijen zouden dus voor deze partijen verloren gaan. Met slechts 45,21 % der stemmen zou de CVP alle zetels in deze provincie kunnen in de wacht slepen. Vier van deze zetels zouden toegewezen worden bij absolute meerderheid welke zich situeren in het huidig arrondissement Tielt en het kieskanton Harelbeke van het arrondissement Kortrijk.

In Oost-Vlaanderen zijn er 29 zetels te begeben. Hier haalt de PVV één zetel en dit vooral dank zij het vrij hoge percentage dat deze partij bekomt in het kleine kanton Horebeke waardoor de partij in het door ons gevormd distrikt de relatieve meerderheid verwerft. Voor de rest bestaat de grootste kans dat ze alle aan de CVP worden toegekend ; er is wel een mogelijkheid, zij het zeer geringe, dat de BSP in het huidig kieskanton Gent 3 zetels van de zes zou bekomen die zich zouden situeren in de oude stad Gent van voor de fusie.

Bijgevolg mag verwacht worden dat hier de CVP met 40,67 % der stemmen 28 zetels bekomt wat 16 meer is dan nu. De 19,62 % der stemmen van de PVV zouden goed zijn voor 1 zetel terwijl de BSP met 21,02 % waarschijnlijk geen enkele zetel bekomt.

De VU, KP, Amada en Ral bekomen eveneens geen enkele zetel.

Aan de CVP worden drie zetels toegekend bij absolute meerderheid ; zetels die zich situeren in de NW-hoek van de provincie in de omgeving van Eeklo.

In de provincie Antwerpen waar de BSP in Vlaanderen het sterkst vertegenwoordigd is behaalde ze in geen enkel kanton de relatieve meerderheid daar waar ze die traditioneel wel bekwam in de kantons Antwerpen, Boom, Borgerhout en Mechelen. Via het distriktenstelsel toegepast bij ons meerderheidsstelsel behaalt de BSP alleszins nog 3 van de 33 zetels nl. 2 in het huidig kanton Antwerpen en 1 in Borgerhout. In het beste geval is het ook nog mogelijk dat deze partij 6 zetels totaliseert waarbij ze dan ook een zetel bekomt te Mechelen en Ekeren

en de verhouding in het kanton Borgerhout wordt omgekeerd van 2 zetels voor de CVP en 1 voor de BSP naar twee voor de BSP en 1 voor de CVP. Ook hier in deze provincie is het waarschijnlijk dat de CVP 30 zetels verwerft tegen 16 met het systeem der evenredige verdeling en dit met 45,28 % der stemmen. De BSP behaalde nu 8 zetels met 23,54 % der stemmen, in het beste geval zou ze dit benaderen met 6 zetels, in het meest waarschijnlijke geval wordt dit herleid tot 3. Alle andere partijen met als grootste slachtoffers de VU en de PVV bekomen geen enkele zetel.

In deze provincie staat de CVP uitzonderlijk sterk, in 10 van de 19 kieskantons lag haar stemmenpercentage boven de 50 % waardoor ze door middel van ons meerderheidsstelsel reeds 13 zetels bij absolute meerderheid toegewezen krijgt.

Limburg blijft de Vlaamse provincie waar de CVP in haar geheel genomen het sterkst staat. Met 47,90 % bekomt deze partij een komfortabele meerderheid in alle 14 kiesdistrikten; hierdoor verwerft ze juist het dubbele van het aantal zetels dat ze nu bekwam; de andere partijen bekwamen uiteraard geen enkele zetel. In deze homogene CVP provincie bekomt deze partij als gevolg van de lichtere vooruitgang die de partij maakte vergeleken met de andere Vlaamse provincies, minder absolute meerderheden dan men zou kunnen verwachten nl. 3 zetels op de 14.

Met de provincie Luik zijn we in Wallonië aanbeland. In deze provincie bekomt de PSC 3 zetels; twee in de distrikten in het Oosten van de provincie (met de Oostkantons) en één in het door ons gevormde kiesdistrikt bestaande uit de huidige kieskantons Dalhem en Herve. In de andere 19 distrikten gaan de zetels alle naar de PSB. Wel behaalt de PRLW de relatieve meerderheid in het kanton Stavelot en de PSC in het kanton Ferrières doch deze kantons zijn te klein en de meerderheden te gering om een zetel op te leveren voor die partijen. In deze provincie zou de PSB er in slagen 7 van haar 19 zetels bij absolute meerderheid te verwerven en dit terwijl ze over gans de provincie 40,54 % der stemmen bekomt. Deze absolute meerderheden van de PSB situeren zich ten westen van Luik en in de streek rond Borgworm en Hoi. De PSC van haar kant verwerft haar 3 zetels bij een relatieve meerderheid, daar waar ze bij een stelsel van evenredige vertegenwoordiging met 25,07 % der stemmen recht heeft op 6 zetels. De grootste verliezer is hier ongetwijfeld de PRLW die met 19,39 % normaal aanspraak kan maken op 4 zetels en nu geen enkele bekomt.

Luxemburg is duidelijk het PSC bolwerk in Wallonië. Alle vijf de zetels gaan bij het distriktenstelsel naar deze partij en dit met 47,04 % der stemmen. In het kieskanton La Roche en Ardenne bekwam de PRLW

evenwel de absolute meerderheid en in de kantons Vielsalm en Durbuy de coalitie PSB-RW de relatieve meerderheid; die kantons tellen echter te weinig inwoners om de balans in het voordeel van die partijen te doen overhellen. De PSC kan geen enkele van de vijf zetels verwerven bij absolute meerderheid; iets wat ze misschien wel zou bereikt hebben voor 2 van haar zetels indien de distrikten selektief werden uitgetekend; het is namelijk zo dat ze in 9 van de 20 huidige kantons de absolute meerderheid heeft.

In de provincie Namen worden de zetels terug verdeeld tussen twee partijen nl. de PSB en ditmaal de PRLW. Deze laatste partij bekomt 2 op 8 zetels en dit is juist evenveel als ze bekomt bij het stelsel van evenredige vertegenwoordiging. Zij slaagt er in met 23 % der stemmen beide zetels te veroveren doordat ze de sterkste politieke formatie is in een aantal (6 op 14) kieskantons die zich situeren in het zuiden van de provincie en aan de grens met de provincie Luxemburg. De PSC die wel in percentages uitgedrukt met 28,29 % de tweede sterkste partij is en die bij een evenredige vertegenwoordiging 3 zetels bekomt, bekomt er nu geen enkele, ze behaalt wel in, jammer genoeg, twee ver uit elkaar gelegen kieskantons, Couvin en Rochefort de relatieve meerderheid. De PSB wordt ook hier in deze provincie duidelijk de sterkste partij met zes zetels wat het dubbele is van het aantal zetels dat ze nu met haar 33,12 % der stemmen kon bemachtigen, ze slorpt bijgevolg de zetels op waar de PSC bij het huidig systeem kan aanspraak op maken; ze bekomt evenwel geen enkele zetel bij absolute meerderheid.

Met Henegouwen komen we in de Waalse provincie waar het meeste zetels te verdelen vallen. Bij het huidig systeem bekomt de PSB 15 zetels, PSC 7, PRLW 5 en het RW 3. Het invoeren van het meerderheidsstelsel komt enkel de PSB ten goede die de hand weet te leggen op 27 zetels waarvan 7 met een absolute meerderheid. De PSC houdt er nog drie over dank zij haar sterke positie in de kantons Komen en Moeskroen en de zwakte van de PSB in de kantons Edingen, Lens en Chièvres. In deze twee laatste kieskantons nl. Lens en Chièvres is het wel de PRLW die de relatieve meerderheid bekomt maar dit levert deze partij toch niet genoeg stemmen op om in dat distrikt aan de PSC de zetel te ontfutselen.

In de provincie Brabant vallen er 48 zetels te verdelen. De vijf zetels voor Waals Brabant gaan alle naar de PSB die dit resultaat bereikt met slechts 30,87 % der stemmen. Hetzelfde speelt zich af in de distrikten van Vlaams Brabant maar hier is het de CVP die kan aanspraak maken op alle 17 zetels en dit eveneens bij relatieve meerderheid. Daar waar de PSB in alle kantons van Waals Brabant de relatieve meerderheid

bekomt is er in het Vlaamse gedeelte 1 klein kanton nl. Landen waar de CVP niet de relatieve meerderheid bekomt ten voordele van de BSP.

Te Brussel gaan, zoals kan verwacht worden, ongeveer alle zetels naar het FDF. De PSB behaalt alleszins in het kanton Anderlecht nog 2 van de 3 zetels ; er bestaat evenwel een kleine kans dat ze ze alle drie verwerft en dit ten nadele van het FDF die er hier dan geen enkele zou bekomen. Er mag evenwel verondersteld worden dat het FDF 24 van de 26 Brusselse zetels in de wacht sleept en dit alle met een relatieve meerderheid.

Over de gehele provincie beschouwd komen twee partijen als overwinnaars uit de bus nl. de CVP die met ons systeem 17 zetels bekomt tegen normaal 10 en het FDF met 24 tegen normaal 11. De PSB blijft ongeveer status-quo met 7 zetels wat 1 zetel meer is dan bij de evenredige vertegenwoordiging doch haar Vlaamse vleugel de BSP verliest haar 4 zetels waardoor de BSP-PSB in haar totaliteit 3 zetels minder telt. De grote verliezers zijn hier vooral de PSC, PRLW, VU, PVV en BSP.

Het meest in het oogspringend blijft hier toch het resultaat van het FDF dat met 21,24 % van het totaal der uitgebrachte stemmen in de provincie Brabant niet minder dan de helft der zetels weet te bemachtigen.

Mogelijke konsekwenties van het meerderheidsstelsel ten aanzien van het Belgisch politiek bestel.

Uit de tabel kunnen we leren dat vier partijen nl. VU, PL, RW en KP, qua parlementaire vertegenwoordiging van de kaart worden geveegd. Het zwaarst zou de VU getroffen worden ; deze partij komt in grootte qua bekomen stemmenpercentage op de vierde plaats vóór de PVV, PRLW, PSC en FDF die alle wel een of meerdere zetels konden in de wacht slepen. Het zijn vooral de CVP, de PSB en het FDF die van het meerderheidstelsel zouden kunnen profiteren en door de invoering van dit stelsel procentueel aanzienlijk meer zetels in de wacht zouden kunnen slepen dan het stemmenpercentage dat bekomen wordt.

Uit de wijze waarop de zetels verdeeld liggen over de verschillende partijen wordt het zonder meer duidelijk dat het meerderheidsstelsel vooral de regionale verschillen overbeklemtoont en geen rekening houdt met de manier waarop de opinies gespreid liggen bij de bevolking. Zo worden in Vlaanderen, alleen door het feit dat de CVP overal relatief de sterkste politieke groepering is, bijna alle zetels aan deze partij toegekend zonder dat de opinies van iets meer dan de helft van de Vlaamse bevolking in het parlement naar behoren zouden kunnen aan bod komen. Er is zelfs nog meer, aangezien Vlaanderen meer inwoners

telt dan Wallonië en Brussel samen, bestaat een niet geringe kans dat de CVP de absolute meerderheid bekomt in zetels uitgedrukt, waarbij zich dan de situatie voordoet dat één partij met de steun van nagenoeg 1/4 van het kiezerskorps gesitueert in de noordelijke helft van het land het gehele land onder politieke controle zou krijgen.

In Wallonië op zichzelf beschouwd is de toestand wel iets anders. Ook hier zie je duidelijk het regionale element doorwegen. In het geïndustrialiseerde gedeelte gaan ongeveer alle zetels naar de PSB, terwijl in het meer agrarische en bosrijke zuiden en oosten de meeste zetels naar de PSC en een paar naar de PRLW gaan.

Dank zij de concentratie van het FDF in een klein maar dicht bevolkt gebied in het centrum van het land en mede als gevolg van de sterke

TABEL

**Vergelijking van het stemmenpercentage en zetels
bekomen bij het stelsel van evenredige vertegenwoordiging
en het gesimuleerd stelsel van relatieve meerderheid, door de diverse partijen**

Partijen	Stemmen %	Evenredige vertegenwoordiging Zetels		Meerderheidsstelsel* Zetels	
		abs.	%	abs.	%
CVP	26,19	56	26,42	112 (105)	52,83 (49,53)
PSC	9,75	24	11,32	11	5,19
BSP	13,01	27	12,74	3 (10)	1,41 (4,72)
PSB**	13,93	35	16,51	59 (60)	27,83 (28,30)
PVV	8,53	17	8,02	1	0,47
PRLW	5,89	14	6,60	2	0,94
PL	1,12	2	0,94	—	—
VU	10,03	20	9,43	—	—
RW**	2,93	5	2,36	—	—
FDF	4,19	10	4,72	24 (23)	11,32 (10,85)
KP	2,71	2	0,94	—	—
	98,28	212	100,00	212	100,00

* De cijfers tussen haakjes geven het minst waarschijnlijk maar toch mogelijke aantal zetels en percentages aan, het andere cijfer het meest waarschijnlijke.

** Het stemmenpercentage bekomen door het kartel PSB-RW in de provincie Luxemburg werd uit mekaar gehaald en verdeeld over deze twee partijen.

versnippering van de stemmen over een groot aantal partijen, kan ze met slechts 4,10 % van het totaal der uitgebrachte stemmen 11 % der zetels veroveren om zo de derde grootste partij binnen het parlement te worden.

Uit voorgaande is ondertussen wel gebleken dat bij het meerderheidsstelsel naar Engels voorbeeld vooral de concentratie van de stemmen belangrijk is en niet de spreiding van de stemmen alleen over het grondgebied is voldoende wat overduidelijk geïllustreerd wordt uit het feit

dat de Volksunie op die manier met 10,03 % der stemmen geen enkele zetel zou verwerven.

Indien de invoering van een meerderheidsstelsel in België een dergelijke toestand zou kreëren dan zou dit ongetwijfeld uitlopen op een ernstige krisissituatie omdat bij een resultaat zoals bekomen bij onze simulatie er wel een stevige regeringsmeerderheid kan zijn maar daarbij komt echter dat het ene gedeelte van het land in staat wordt gesteld te regeren tegen de andere helft. In zo'n situatie zou de grondwettelijke regel van de regeringspariteit tussen Nederlandssprekenden en Franstaligen geen oplossing bieden omdat het dan nog altijd mogelijk blijft wetten goed te keuren zonder de instemming van de vertegenwoordigers van het zuiden van het land. Zelfs wanneer de CVP nipt niet de meerderheid haalt en niet tot een coalitie kan komen met de relatief kleine PSC dan houdt dit in dat zich ongeveer juist de omgekeerde situatie zal voordoen nl. Wallonië en Franstalig Brussel kan tegen Vlaanderen regeren wat tot dezelfde gevolgen aanleiding zou geven.

Het staat ongetwijfeld vast dat een toestand zoals gekreëerd door het meerderheidsstelsel geen stabiele regering zou opleveren daar het huidige evenwicht dat bestaat tussen de drie konfliktdimensies die het Belgisch politiek leven beheersen onherroepelijk zou verstoord worden; een aantal van de konfliktlijnen komen in mekaars verlengde te liggen waardoor ze elkaar wederzijds versterken wat tot het uiteenspatten van het land kan leiden. Door het feit dat de CVP de absolute meerderheid in het parlement kan veroveren zou zich de levensbeschouwelijke dimensie enten op de kommunautaire wat de reeds wankele vrede tussen het noorden en het zuiden van het land zou doen omslaan in nooit eerder gekende wrijvingen en spanningen.

Wanneer nu toch een meerderheidsstelsel zou ingevoerd worden wat zijn dan de mogelijkheden om te ontsnappen aan deze konsekwenties?

Er kan zich een gedragsverandering voordoen bij de kiezer zelf. Wanneer de burger zich realiseert dat een ekstreme sterke positie van de CVP in Vlaanderen aanleiding geeft tot een diskriminatie van bepaalde opiniestromingen en bevolkingsgroepen dan kan hij zijn keuzegedrag veranderen waardoor de spreiding der zetels over de diverse politieke formaties toeneemt en de pluraliteit verzekert blijft.

Een dergelijk rationeel gedrag van de kiezer is onwaarschijnlijk. Daarnaast gaat een dergelijk hypotese ook in tegen de tendenties van het meerderheidsstelsel waarbij de kiezer de kleine verliezende partijen verlaat om zich tot diegenen te wenden die concurreren om de regeringsmacht. Het is echter ook mogelijk dat zich een hergroepering van de stemmen van de verliezende politieke formaties voordoet onder één politieke noemer.

Een tweede hypotese is dat er zich een verschuiving kan voordoen in de rangen van de meerderheid — hier de CVP — zelf. De kans zit er in dat de aanwezigheid van de twee uiterste polen van de derde konfliktdimensie nl. de sociaaleconomische binnen de partij, niet afdoende meer kan ondervangen worden bij het meerderheidsstelsel. Het huidig kiessysteem biedt juist door het feit dat met lijsten wordt gewerkt de mogelijkheid kandidaten met een verschillende sociaal-ekonomische oriëntatie aan het publiek te presenteren en te laten verkiezen. In ons distriktenstelsel daarentegen is er slechts één enkele kandidaat per partij waarbij de CVP in ieder distrikt telkens zou gedwongen worden te kiezen voor een kandidaat van een bepaalde sociaal-ekonomische strekking. Het is zeker niet denkbeeldig dat een dergelijke procedure op moeilijkheden zou uitlopen binnen de partij en uiteindelijk zou resulteren in een eigen kandidaatstelling en partijvorming van de verschillende standengroepen. Indien het meerderheidsstelsel inderdaad deze evolutie tot gevolg zou hebben dan heeft de Belgische staat nog een redelijke kans op overleven op voorwaarde echter dat de arbeidersstand binnen de CVP en de BSP mettertijd één politieke partij vormen en er zich in het konservatieve kamp ook, een door de feiten gedwongen, hergroepering voordoet.

Wanneer de politieke lijnen zich op die manier zouden gaan uittekenen zou een elkaar wederzijds versterken van twee konfliktlijnen worden vermeden omdat het Waals-Vlaamse element en het vrijzinnig-katholiek standpunt een konstante zouden vormen binnen elke regering. Bij het alterneren van de regering zou dan de konservatieve of progressieve pool van de sociaal-ekonomische dimensie de variabele vormen waarbij we dan volledig terecht komen in de funktie dat het meerderheidsstelsel in Groot-Brittannië vervult. In dat laatste geval kan ook verwacht worden dat het Brusselse probleem tot zijn ware proporties kan herleid worden. De sterke positie van het FDF in de Brusselse agglomeratie zou, zo mag verondersteld worden, nog slechts van korte duur zijn daar de kiezer vlug zou beseffen dat verder stemmen voor deze partij geen resultaat meer oplevert. Het reduceren van het belang van het FDF is evenwel pas mogelijk wanneer de alternerende meerderheden van het konservatieve of progressieve kamp zodanig zijn dat het FDF niet op de wip kan komen te zitten wat niet op voorhand kan gezegd worden.

Bij de invoering van een meerderheidsstelsel zullen de partijen wel voor zichzelf reeds nagegaan hebben welke hun kansen zijn om een respectabel aantal zetels te veroveren. Het is dan ook voor de hand liggend dat tussen bepaalde partijen reeds vóór de verkiezingen afspraken kunnen worden gemaakt naar een verkiezingskoalitie toe om in Vlaanderen een tegenmacht op te bouwen tegen de CVP en in Wallonië tegen de PSB. Hier hebben we nu de uitslag van een aantal koalities berekend ;

de berekening is heel wat minder nauwkeurig dan deze uitgevoerd bij de hypotese dat geen koalitielvorming plaats heeft, niettemin geeft ze toch de trend aan en het is juist dit dat voor ons van belang is.

Vormen in Vlaanderen de BSP en de PVV coalitie en blijven de CVP en de VU als aparte partij aan de verkiezingen deelnemen en vinden er daarnaast in Wallonië en Brussel geen coalities plaats dan kan een samengaan van de coalitie BSP/PVV met de PSB deze konstellatie de meerderheid geven met ongeveer 94 zetels tegen 90 voor de CVP/PSC; het FDF blijft echter op de wip. Wanneer de CVP in dit geval dan ook coalitie gaat vormen met de VU dan bekomt deze nagenoeg alle Vlaamse zetels en verwerft ze de absolute meerderheid in het parlement.

Worden in Vlaanderen geen coalities gevormd tegen de CVP en gaat men alleen in Wallonië over tot koalitielvorming dan kan geen enkele coalitie krachtig genoeg zijn om het hoofd te bieden aan de CVP omdat Vlaanderen over 116 van de 212 zetels beschikt. Daarbij komt ook nog dat het in Wallonië moeilijk (nog moeilijker dan in Vlaanderen) moet zijn om tot een gezamenlijk links-rechtse coalitie te komen, er mag eerder verwacht worden dat er een linkse (PSB-KP-RW) tegen een rechtse (PSC-PRLW) koalitielvorming zal gevormd worden waarbij de linkse coalitie dan minder zetels zou bekomen dan de PSB zonder koalitielvorming zou verwerven nl. 47 tegen 57. Er kunnen nog meer formules worden uitgedacht maar het voornaamste probleem blijft steeds dat men zal worden gekonfronteerd met twee totaal verschillende koalitielvormingen in Wallonië en Vlaanderen. Partijen die ideologisch dezelfde strekking hebben zouden telkens gedwongen worden samen te werken met een partner van een andere strekking naargelang men zich in het noorden of het zuiden van het land bevindt en dit omdat de sterkte van de ideologisch verschillende politieke formaties niet gelijk verdeeld is over het land. Zo zou bijvoorbeeld een vanuit ideologisch oogpunt gezien nogal paradoxale situatie ontstaan dat de PVV vanuit haar coalitie met de BSP (de coalitie die in Vlaanderen voor beide partijen matematicus het meest zetels zou opleveren) haar Waalse ideologische partner de PRLW moet bestrijden indien het tot een regering komt die bestaat uit PVV/BSP en PSB.

We kunnen bijgevolg besluiten dat in een dergelijk koalitiesysteem voor het land weinig positieve mogelijkheden steken mede omdat men dan terug af te rekenen krijgt met alle gekende problemen eigen aan de koalitielvorming.

De andere wijze van kandidaatstelling kan eveneens het stemgedrag van de kiezer beïnvloeden. Bij het meerderheidstelsel treedt de persoonlijkheid van de kandidaat meer op de voorgrond maar wordt anderzijds het uitdeinen van het persoonlijkheidseffect ook beperkt tot een kies-

distrikt van nagenoeg 45.000 inwoners en kan het niet meer ten volle spelen binnen een volledig kiesarrondissement.

Aangezien politiek talent en attractieve persoonlijkheden zich niet noodzakelijk concentreren binnen één partij bestaat wel een kans dat de kiezers een aantal bekwame mensen die verschillende opiniestromingen vertegenwoordigen naar het parlement zullen sturen.

Bij het meerderheidsstelsel is het ook zo dat de verkozene veel meer de gekozene is van het distrikt en dat hij voor zijn herverkiezing ook meer dan bij het lijstenstelsel afhankelijk is van het oordeel van zijn kiezers. Hieruit vloeit voort dat een dergelijke afgevaardigde zich vooral richt naar de wensen van een zo groot mogelijk deel van de bevolking in zijn kiesdistrikt waardoor hij tracht de verschillende politieke opinies in zichzelf te verzoenen waarbij dan het enge partijstandpunt meer naar de achtergrond wordt verdrongen.

Om het uiteenvallen van de Belgische staat bij de invoering van een meerderheidsstelsel te vermijden is het natuurlijk ook mogelijk de grondwet te wijzigen indien de daarvoor noodzakelijke meerderheid wordt gevonden. Door het inbouwen van een grondwetsartikel dat stelt dat de regering moet steunen op een parlementaire meerderheid in de twee taalgroepen kan het stabiliserende effect van de elkaar doorkruisende konfliktlijnen worden geïnstitutionaliseerd. Een dergelijke procedure brengt echter met zich mee dat men telkens zal te maken hebben met koalitieregeringen waarbij men dan terug voorbijschiet aan het voornaamste doel van een meerderheidsstelsel, namelijk een stabiele regering.

Besluit.

Uit deze reeks spekulaties kan afgeleid worden dat het invoeren van een meerderheidsstelsel met één stembeurt niet alleen problemen schept van partijorganisatorische of grondwettelijke aard maar dat dit stelsel vooral konsekwenties heeft t.a.v. het verder doeltreffend blijven functioneren van de Belgische staat zelf. Het invoeren van een meerderheidsstelsel in ons land houdt in dat er een grote kans bestaat dat de CVP en zeker de CVP/PSC de absolute meerderheid bekomt in het parlement. Wanneer er op het eerste zicht wel een stabiele regeringsmeerderheid zou zijn dan is het nog helemaal niet zeker dat betrekkelijk vlug een mogelijkheid zal bestaan om tot alternerende regeringsmeerderheden te komen zodat er onvoldoende waarborgen zijn voor de goede democratische werking van het politiek bestel.

Het grootste gevaar van het meerderheidsstelsel zit in de kans dat een aantal konfliktlijnen elkaar wederzijds zullen versterken nl. Vlaams en

Katholieke versus. Franssprekend en Vrijzinnig, wat katastrofaal zou zijn voor het land.

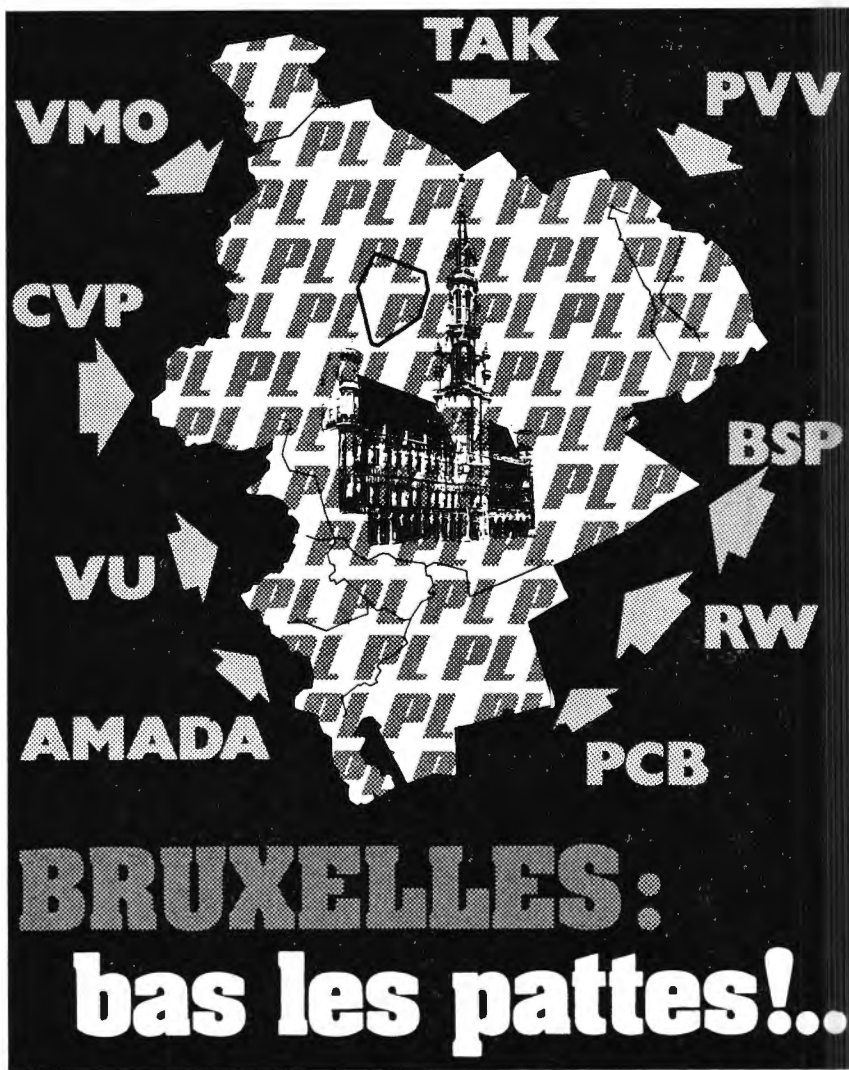
Uiteindelijk moet gesteld worden dat het huidige stelsel van evenredige vertegenwoordiging het best mogelijk is en vooral de zekerste toekomst biedt omdat de uitslag van de gedragswijziging die zich bij het kiezerskorps voordoet door de invoering van het meerderheidsstelsel te onzeker is en voorafgaande grondwettelijke voorzorgsmaatregelen terug leiden tot koalitieregeringen zodat men geen stap verder komt vergeleken met de huidige toestand.

Summary : Simulation of a system of single majority representation in Belgium.

Based upon the electoral results from the 17/4/1977 general election this study examines how the introduction of a system of single majoritarian representation (as in Great-Britain) might « reshuffle the cards » among the various political parties.

Furthermore, one has examined which might be the consequences of the introduction of majoritarian representation for the over-all functioning of the Belgian political system. One has also explored the possibilities to counterbalance the possible negative consequences of such a representation system.





Die Kandidaten der PDB der Liste 9 sind :

- 1. Für eine gerade Linie in der Politik*
- 2. Für einen einfachen und somit kostensparenden Aufbau des belgischen Staates*
- 3. Für eine bessere und angepaßtere Förderung der Wirtschaft unseres Gebietes*
- 4. Für erweiterte Befugnisse des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft zum Wohle unserer Bürger*
- 5. Für eine fortschrittliche Kulturpolitik in unserem Gebiet*
- 7. Für den Erhalt und den Ausbau aller Einrichtungen im Gesundheitswesen unseres Gebietes*
- 6. Für eine fortschrittliche Bildungspolitik, auch außerhalb der Schule*
- 8. Für eine partnerschaftliche Zusammenarbeit mit Flamen und Wallonen zum Gesamtwohl unseres Staates*
- 9. Für eine gute Zusammenarbeit über die Grenzen hinaus im Herzen Europas*

**het socialistisch zelfbeheer
komt van de
werkende mensen,
niet uit de wetstraat**



RAL

*REVOLUTIONAIRE
ARBEIDERS LIGA*

**Iconographie de la propagande électorale
reprise dans ce numéro spécial.**

**Iconografie van de verkiezingspropaganda
opgenomen in dit verkiezingsnummer.**

★

Wallons, ils méritent votre confiance.

Rassemblement Wallon, arrondissement de Liège, frontispice d'un tract, 4 p., 2 couleurs 407

Gouverner contre les socialistes wallons, c'est l'échec.

Parti Socialiste Belge, affiche de 20 m² pour toute la Wallonie, image utilisée dans plusieurs tracts, e.a. *Wallonie 77*, avril n°1 et n° 3 . . . 408

PSC. Tout le sérieux wallon.

Parti Social Chrétien, affiche de 20 m², pour toute la Wallonie, image utilisée dans plusieurs tracts e.a. *Que veulent les Wallons ?* 409

Koopkracht daalt, werkloosheid stijgt.

Belgische Socialistische Partij, tekening van de voorbladzijde van het Verkiezingsblad voor Vlaanderen, 4 blz., 2 kleuren 410

In moeilijke tijden ben je zeker met Willy De Clercq.

Partij voor Vrijheid en Vooruitgang, arrondissement Gent, persoonlijk propagandablad van W. De Clercq, voorpagina, 4 blz., 2 kleuren. De omkaderende figuren werden ook in de persoonlijke propaganda van andere PVV-politici gebruikt 422

Pierre Descamps.

Parti des Réformes et de la Liberté de Wallonie, arrondissement de Tournai-Ath-Mouscron — tract de propagande personnelle de P. Descamps, frontispice, 4 p., 2 couleurs 423

François Persoons.

Front Démocratique des Bruxellois Francophones, arrondissement de Bruxelles, tract de propagande personnelle de F. Persoons complétée de propagande pour R. Gillet et J. Marchandise, frontispice, 4 p., 2 couleurs 424

Gedaan met geven en toegeven.

Volksunie, affiche voor gans Vlaanderen in 20 m², 4 m² en 2 m².
Als leitmotief gebruik in de postinwerpselpropaganda 492

Bruxelles gagnera.

Parti Social Chrétien, arrondissement de Bruxelles, affiche de 20 m²,
image utilisée dans plusieurs tracts et journaux de publicité, e.a.
Vlan, 30 mars 1977 493

Meer dan ooit Tindemans.

Christelijke Volkspartij, affiche voor gans Vlaanderen in 20 m², 4 m²
en 2 m². Als leitmotief gebruikt in de postinwerpselpropaganda . . . 494

Bruxelles, bas les pattes.

Parti Libéral. Arrondissement de Bruxelles, frontispice du périodique
« Wolu bleu » de la section de Woluwé-Saint-Pierre du Parti Libéral.
« 56.000 exemplaires distribués à Woluwé-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-
Lambert, Auderghem, Crainhem », 8 p., 3 couleurs 542

Die Kandidaten der PDB sind :

Partei der Deutschsprachigen Belgier. Oostkantons, laatste bladzijde
van het verkiezingsblad, 4 blz., 2 kleuren 543

Het socialistisch zelfbestuur komt van de werkende mensen.

Revolutionaire Arbeiders Liga, affiche voor gans Vlaanderen 2 m²,
1 m² en kleverformaat. Als leitmotief gebruikt in de postinwerpsel-
propaganda 544

RES PUBLICA

Revue de l'Institut belge de Science politique

Tijdschrift van het Belgisch Instituut voor Wetenschap der Politiek

Review of the Belgian Political Science Institute

La reproduction, soit intégrale, soit abrégée, des articles est autorisée. Toutefois, les références doivent être indiquées avec précision (nom de l'auteur, titre de l'article, numéro et pages de la revue). Les droits de traduction sont réservés pour tous pays.

L'Institut Belge de Science Politique n'assume pas la responsabilité des opinions émises ; celles-ci n'engagent que les auteurs. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Het is toegelaten, de artikels hetzij integraal, hetzij samengevat, over te nemen. De referenties moeten nochtans nauwkeurig aangeduid worden (naam van de schrijver, titel van het artikel, nummer en bladzijden van het tijdschrift). De vertaalrechten zijn voorgehouden voor alle landen.

Het Belgisch Instituut voor Wetenschap der Politiek neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen ; deze verbinden alleen de auteurs. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggegeven.

Les articles qui nous sont envoyés devront être dactylographiés en double interligne et accompagnés d'un court résumé (max. 150 mots) en anglais.

De bijdragen moeten persklaar aangeboden worden, getipt met dubbel interlinie. Zij moeten vergezeld zijn van een engelstalige samenvatting van maximum 150 woorden.

SIEGE DE L'INSTITUT — ZETEL VAN HET INSTITUUT :

Hôtel de Sociétés scientifiques, rue des Champs-Elysées 43 - B-1050 Bruxelles (Belgique).
Tél. : 649.13.57 - 647.89.94 C.C.P. n° 000.00533.74-24 — Hotel voor Wetenschappelijke Genootschappen, Elyzeese Veldenstraat 43 - B-1050 Brussel (België). Tel. : 649.13.57 - 647.89.94 P.C.R. nr 000.00533.74-24.

Conditions de vente et d'abonnement de la revue RES PUBLICA :

Verkoops- en abonnementsvoorwaarden van het tijdschrift RES PUBLICA :

Sales conditions and annual subscription of RES PUBLICA Review :

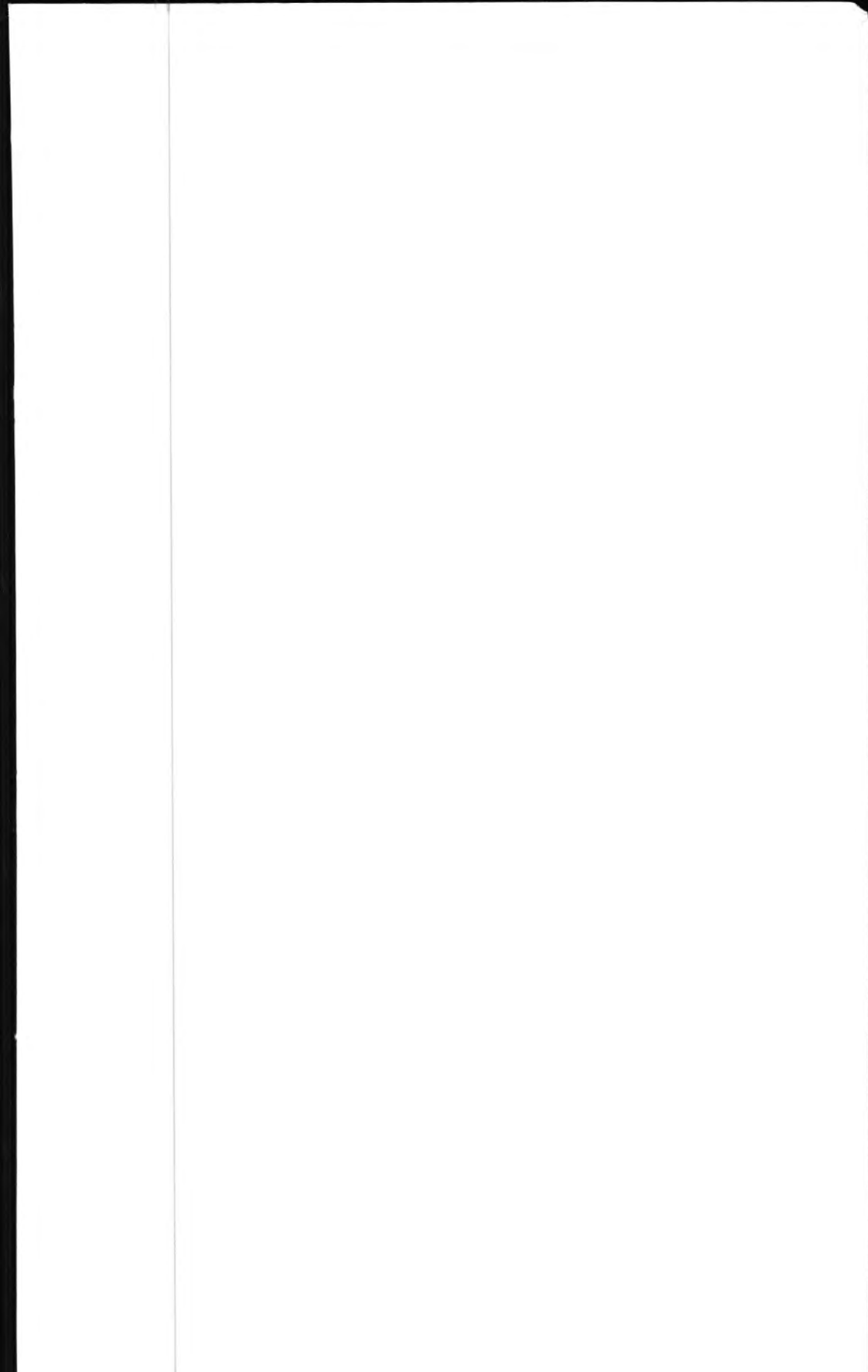
	1977
1. Abonnement annuel (4 numéros) — jaarlijks abonnement (4 nummers)	
Annual subscription (4 numbers)	F.B. - B.F.
Belgique - België : personne - persoon - person	700
institution - instelling	1.500
étudiant - student	400
Autres pays - Andere landen - Other countries :	
personne - persoon - person	700
institution - instellingen	1.500
2. Collection par année de 1959 à 1975. Bundel per jaar vanaf 1959 tot 1975 - Set per year of 1959 through 1975	
Belgique - België	500
Autres pays - Andere landen - Other countries	700
3. Vente au numéro - Verkoop per nummer - Number sale	300
4. Collection complète de 1959 à 1975 inclus : Belgique : 7.000 F.B. - Autres pays : 8.000 F.B. Volledige verzameling van 1959 tot 1975 inbegrepen : België : 7.000 B.F. - Andere landen : 8.000 B.F.	
Full set of 1959 through 1975 : Belgium : 7.000 B.F. - Others countries : 8.000 B.F.	

La revue RES PUBLICA est publiée
avec le concours du Ministère de l'Education nationale
Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven
met de steun van het Ministerie van Nationale Opvoeding

Dépôt légal — Wettelijk depot : D/R.P. 1977/3/1173

Imprimé en Belgique — Gedrukt in België





IMPRIME EN BELGIQUE / GEDRUKT IN BELGIE

par / door

L'IMPRIMERIE DES SCIENCES S.A.



Dir. : Ch. SCHROEF
Avenue Emile de Beco laan 75
B-1050 Bruxelles - Brussel